

Université Lumière Lyon II
Faculté d'Anthropologie et de Sociologie
Universidade Federal do Ceará
Faculté de Sociologie

Thèse pour obtenir le grade de Docteur des Universités Lyon II et Federal do Ceará en Sciences
Sociales

Présentée et soutenue publiquement par

Lineimar Pereira Martins

le 15 décembre 2000 devant l'Universidade Federal do Ceará

Brésil, pays du futur ? Etude anthropologique de l'imaginaire collectif à travers une élection présidentielle

François Laplantine Júlia Miranda

Jury François Laplantine Júlia Miranda Claude Rivière Moacir Palmeira Irllys Barreira
Jean-Baptiste Martin

Table des matières

Remerciement . .	1
Introduction . .	3
Première Partie : Imaginaires, institutions et significations : l'anthropologie politique et ses objets .	13
Introduction .	13
Chapitre I L'anthropologie politique réunissant société, culture et valeurs .	14
1. L'émergence de l'anthropologie politique et les spécificités de la société brésilienne .	14
2. Le contour anthropologique et les significations imaginaires instituées .	16
Chapitre II Démocratie brésilienne : modernisant une domination .	19
1. Démocratie sans autonomie : le dilemme d'un modèle . .	19
2. L'instauration de la démocratie au Brésil et la logique de la négociation <i>lente, graduelle et sûre</i> .	23
Chapitre III Le fait historique comme structurant originaire : atténuant ou aggravant ? . .	25
1. Les relations sociales instituantes des significations imaginaires dominantes .	25
2. Le mythe de l'ordre primordial : le " Cri de l'Ipiranga ", structurant l'ordre social et politique brésilien . .	28
Chapitre IV Permanence et rupture dans la dynamique sociale brésilienne .	31
1. Les significations imaginaires opérantes : la non-altération des institutions .	31
2. La transmission officielle de l'histoire légitimant l'ordre social et politique institué .	39
Deuxième partie Rites politiques, mythes fondateurs : usages dans une succession présidentielle .	47
Introduction .	47
Chapitre I Lorsque la <i>rue</i> devient la <i>maison</i> .	48
1. La conjoncture électorale en 1998 . .	48
2. L' <i>espace</i> de la politique .	54
Chapitre II Une approche anthropologique de la succession présidentielle .	57
1. La dynamique électorale comme élément révélateur d'une culture . .	57

2. La société de classes contre une structure symbolique qui renvoie "chacun à sa place" . .	61
Chapitre III Le <i>temps de la politique</i> et l'acheminement vers une nouvelle organisation sociale . .	69
1. Les moyens de communication confirmant les valeurs qui séparent gouvernants et gouvernés .	69
2. Le sacré moderne et les raisons inconscientes de l'ordre social et politique .	78
3. La croyance en l'avenir révélant le décalage entre la société officielle et la réalité sociale .	86
Conclusion .	106
Bibliographie . .	111
Livres : . .	111
Journaux e revues : . .	114
Textes : .	115
Teses e monografias : . .	115

Remerciement

Un remerciement spécial à Pierre Rapey, mon mari, qui a garanti les conditions matérielles et émotionnelles pour la réalisation de ce travail.

Un particulier remerciement au Professeur François Laplantine mon codirecteur de thèse, qui m'accompagne depuis quelques années dans mon cursus universitaire et qui m'a toujours encouragé à poursuivre.

Je remercie également le Professeur Júlia Miranda, ma codirectrice de thèse, d'avoir accepté ce délicat exercice de "*direction à distance*" qui a beaucoup enrichi cette étude.

Introduction

Cette étude sur les rites politiques contemporains représentés, ici, par la période de succession présidentielle cherche, à travers une approche anthropologique, à comprendre comment les membres de la société brésilienne pensent leur organisation sociale.

Elle présente cependant une particularité. Ayant été réalisé sous un accord de cotutelle entre une université française et une université brésilienne, notre travail s'applique à trouver un équilibre entre les explications des aspects qui pour le lecteur brésilien sont connus et lui apparaissent comme superflus mais qui pour le lecteur non-brésilien sont inédits et donc nécessaires. Cette nuance consiste dans une modification de notre regard, à instaurer un mouvement permanent engendré par l'introduction d'une distance par rapport à la société à laquelle nous appartenons, cela à travers un délicat exercice qui cherche à saisir le culturel de ce que nous tenions pour "*naturel*", alors que les idéaux et les angoisses de ce groupe sont imprégnés en nous¹.

Pour ce faire, nous avons délimité la succession présidentielle comme moment principal d'observation, car nous appréhendons ce rite politique comme celui qui réactive un imaginaire social qui devient, à ce moment, source de légitimation politique. Nous avons essayé de percevoir comment cet imaginaire émerge, y cherchant les éléments qui ont séduit les électeurs brésiliens lorsque ces derniers attribuent la légitimation politique au candidat qui se trouvait déjà au pouvoir, réélu au premier tour.

¹ Laplantine F., *La description ethnographique*, Paris : Nathan, 1996.

Nous estimons ici que ce rite est, pour ceux qui désirent renouveler leur accès au pouvoir suprême, celui où le besoin de recours aux mythes fondateurs s'impose. Considérant que la politique apparaît comme une instance totalisante, ordonnatrice de la vie sociale, nous proposons que le *Cri de l'Ipiranga*² constitue le mythe fondateur de la vie politique au Brésil. Ayant été l'événement qui a transformé une colonie en une nation indépendante, nous considérons qu'il est celui qui a structuré, simultanément, un ordre social et politique.

Nous suggérons ainsi que l'ensemble de représentations symboliques fondateur de la nation brésilienne constitue la narration historique qui crée le mythe fondateur d'un ordre. Il proclame l'apparition d'une nouvelle situation cosmique. Le héros civilisateur Pedro I fonde le temps existentiel de cette nation. Le 7 septembre est le jour de la fête de la Patrie, la plus importante commémoration officielle nationale. Nous avons observé que cette date représente, avant tout, la naissance d'une nation.

Nous croyons que le *Cri de l'Ipiranga* constitue le point fixe qui orientera les futures pratiques politiques dans ce pays, créant une rupture avec l'homogénéité chaotique de la période coloniale, consacrant un espace jusqu'alors amorphe en lui attribuant un univers de sens et des contours définis. Etant considéré révélateur d'un espace sacré par l'attribution de sens à ce territoire vide de significations, nous suggérons que cet événement historique est le mythe fondateur de la vie politique brésilienne. En instaurant le temps existentiel de la nation brésilienne, il fournit ainsi les raisons inconscientes de l'ordre social et politique. Etant réactualisé dans la période de succession présidentielle, le mythe fondateur de cette nation légitime cet ordre, vécu et conçu comme " *naturel* ".

A partir de ce point de vue, les éléments qui fournissent la légitimation politique à un candidat plutôt qu'à un autre, ont été utilisés ici dans la tentative de montrer comment la société brésilienne définit et élabore sa vision du monde. Prenant en compte que c'est l'Etat, l'instance qui incarne la domination légitime sous des formes historiquement diverses, nous avons essayé de comprendre cette domination qui se trouve, à ce moment-là, légitimée à travers l'enracinement de l'exercice du pouvoir dans un niveau où s'imbriquent société, culture et valeurs, à savoir le choix du vote de l'électeur brésilien.

Croyant, avec Magalhães (1998), Silveira (1998), Rua (1995) et Lima (1989), que des éléments subjectifs participent au choix du vote, nous avons essayé de montrer à quel ensemble de valeurs sont associées les caractéristiques des candidats, considérées comme positives et/ou négatives les électeurs interviewés ; tout cela dans le but de comprendre les critères qui ont déterminé leur choix de vote. Nous avons prétendu saisir un ensemble de traits caractéristiques révélateurs des critères symboliques qui définissent une bonne ou mauvaise image concernant un candidat, ainsi que les éléments qui constituent le *goût* de l'électorat brésilien, appréhendé par ces auteurs comme étant un facteur déterminant du vote. Nous considérons avec Goldman et Sant'anna (1996) que le choix du vote nous amène à retrouver des thèmes socioculturels plus larges, qui nous aident non seulement à élucider le phénomène électoral proprement dit, mais nous permettent également d'atteindre une meilleure compréhension des questions entourant

² C'est la manière dont c'est connu l'indépendance du Brésil, par le supposé cri du futur empereur Pedro I aux rives du fleuve Ipiranga : " *L'indépendance ou la mort !* "

les structures politiques qui articulent notre société.

Le travail de recherche de terrains concernant cette étude a principalement été réalisé pendant la campagne électorale des élections présidentielles de 1998, du mois d'août au mois de novembre de cette même année. Nous avons réalisé une *participation observante*, inversant le terme *observation participante*, comme l'ont fait Goldman et Sant'anna (1996) pour désigner la méthode de recherche utilisée ici. Cependant, des éléments de la période de la campagne électorale de 1994 ont également été utilisés dans l'analyse réalisée.

Nous avons recueilli des articles publiés par la presse écrite concernant les élections et surtout, ceux qui traitaient des candidats qui nous intéressaient. Nous avons assisté à la propagande électorale gratuite à la radio et à la télévision. Nous avons participé aussi à des comices organisés par quelques candidats à la Présidence de la République.

Cependant, nous avons limité notre observation au profil des deux principaux candidats à la Présidence, le sociologue Fernando Henrique Cardoso et le métallurgiste Luís Inácio Lula da Silva, qui comptabilisent ensemble plus de 80% des votes. Leurs gestes, mots et attitudes ont été utilisés comme des symboles de deux univers sociaux distincts. Le parcours politique et la trajectoire de vie de chacun de ces candidats constituent les éléments symboliques que nous avons adoptés comme objet principal de notre étude, en tant que révélateurs de la vision du monde des électeurs brésiliens. Nous estimons que les éléments qui valorisent une candidature plutôt qu'une autre nous ont permis de nous introduire dans le complexe processus de construction de légitimation politique, susceptible de nous aider à percevoir comment les membres de la société brésilienne conçoivent leurs hiérarchies et son organisation sociale.

Si nous utilisons la période de succession présidentielle comme un moment révélateur des valeurs de la société brésilienne, c'est parce que nous croyons que celui-ci est l'événement qui fait émerger les significations qui justifient le choix des membres d'une société soit pour la continuité soit pour le changement des structures établies, à travers les éléments qui fournissent les justificatives pour la transformation ou pour la permanence de l'ordre social institué.

Cependant, pour l'analyse du discours de l'électeur une considération nous semblait s'imposer lors de la constitution du groupe d'informateurs : comment le sélectionner, sur quel groupe d'appartenance concentrer notre observation si nous cherchons à distinguer des valeurs qui traversent toute la société ?

Denise Jodelet (1989) affirme que chaque individu possède plusieurs groupes d'appartenance, quelques-uns servant plus que d'autres comme fondement des opinions et croyances de chaque individu. Partant de cette réflexion, nous avons essayé de percevoir quel groupe d'appartenance servirait plus que d'autres comme fondement des opinions et croyances d'un individu, lorsqu'il doit choisir celui qui représentera son pays. Au Brésil, comme dans d'autres sociétés de classe, outre les différences d'opinions et croyances de chaque classe sociale, des différences culturelles régionales importantes caractérisent des aspects déterminants pour la composition d'autres groupes d'appartenance marquants. Cependant, comme notre étude traite spécifiquement des élections présidentielles, nous considérons que le groupe d'appartenance qui définit, en

ce moment, les opinions et croyances de l'individu est celui qui renvoie à la nation brésilienne. Pour cette raison, malgré les différences conjoncturelles et structurelles existantes dans les différentes régions du pays ou les spécificités qui se présentent dans l'*ethos* de chaque classe sociale, nous croyons que les significations imaginaires instituées lors de la constitution de la nation, pour ce que concerne notre relation avec le pouvoir suprême, sont communes à tous les Brésiliens. Cette affirmation s'appuie sur le fait que l'histoire de la constitution de la nation brésilienne est commune à tous les membres de cette société.

Nous proposons cette idée, car nous pensons, avec Castoriadis (1975), que l'institution imaginaire des significations sociales agit comme sens organisateur du comportement de l'individu et, par conséquent, des relations sociales, constituant un réseau symbolique sanctionné à partir du fait historique. Nous croyons que pour ce qui concerne les rapports entre gouvernants et gouvernés dans leur instance ultime, nous sommes en grande majorité orientés par les significations engendrées par les mythes fondateurs de la nation.

Or, l'impossibilité d'une recherche de terrain dans diverses villes du pays ne nous a pas permis d'approcher l'aspect concernant les différences culturelles-régionales et la vérification de cette hypothèse au niveau national. Pour les différences dans le style de vie des divers groupes sociaux existant dans une même ville, nous avons créé un groupe d'informateurs avec des personnes appartenant à différentes classes sociales, niveaux de scolarité et revenus, cherchant moins les distinctions que les invariables, qui puissent confirmer ou infirmer notre réflexion initiale.

Ainsi, nous avons sélectionné un groupe de cinquante personnes que nous avons appelé des *électeurs communs*. Ce groupe est composé de personnes provenant des secteurs populaires de la société, que nous distinguons surtout de ceux qui détiennent l'accès à des pouvoirs économiques et/ou politiques. Nous avons exclu de ce groupe ceux qui appartiennent à un parti politique quelconque ou à n'importe quelle organisation politique ou associative, ainsi que les militants syndicaux, les intellectuels et les personnes liées aux médias. Nous considérons que le processus de décision de vote de ces derniers, qui requiert l'adhésion à des intérêts ou des savoirs spécifiques, se distingue de la décision de vote des *électeurs communs* qui détiennent des intérêts ou des savoirs ordinaires. Il nous paraît important de souligner que la société brésilienne est composée en grande partie de personnes n'ayant aucun lien avec des organismes ou associations communautaires et encore moins avec des partis politiques. Selon un sondage réalisé par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique sur une population de 22,5 millions de personnes, plus de 80% ont déclaré ne pas être liés à des organismes ou associations communautaires et seulement 3% de ce groupe ont affirmé être affilié à un parti politique ³

La recherche de terrain a été réalisée dans le quartier de Copacabana, dans la ville et l'Etat de Rio de Janeiro. Cet Etat, avec Minas Gerais et São Paulo, comptabilise plus de 40% de l'électorat national. Le choix de la ville de Rio au détriment de la ville de São

³ Ce sondage a été réalisé par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques dans 6 des 10 aires métropolitaines du pays, sur une population de 22,5 de personnes ayant 18 ans ou plus.

Paulo, où se concentre le plus important nombre d'électeurs du pays, est dû au fait que ce fut dans cette ville qu'ont eu lieu les plus importants événements de l'histoire nationale. Capitale du Brésil de 1763 à 1960, c'est là où le gouvernement monarchique s'est installé lors de la naissance de la nation, pendant l'événement que nous considérons comme le mythe fondateur de la vie politique brésilienne. Ainsi, avec Florestan Fernandes (1981), nous pensons que cette ville a agi comme diffuseur des idées et des symboles de l'univers politique vers le reste de la société brésilienne dans des moments fondamentaux de son histoire. Elle peut, encore de nos jours, être considérée comme un centre diffuseur d'une information commune à tout le territoire national et cela grâce aux médias car elle est le siège des plus grands groupes de communication du pays.

Le quartier de Copacabana, enfin, a été choisi non seulement parce qu'il est celui dont la densité démographique est la plus grande de tout l'Etat (155.476 habitants), mais aussi parce qu'il concentre les plus diverses catégories socio-économiques, bien qu'il se situe dans une zone *noble* de la ville. Constituant un grand pôle touristique et commercial, beaucoup des personnes appartenant à d'autres quartiers ou communes y travaillent, transformant Copacabana en modèle réduit des divers univers sociaux qui composent la société *carioca*⁴.

Les rencontres avec les informateurs se sont passées de manière informelle. Ces rencontres fortuites dans la rue ont contribué à l'établissement de la dialectique qui, selon Balandier (1955), constitue le regard anthropologique, nous aidant à percevoir la ressemblance où la différence paraît s'imposer et la différence où la ressemblance semble naturelle. Nous avons ainsi rencontré des gens de différentes professions, revenus et niveaux de scolarité, habitants divers quartiers et communes de la ville de Rio. Nous commençons l'interview par la question " - savez-vous ce qu'est-ce la démocratie ? ". Ensuite, nous laissons libre cours. Cependant, nous ramenons la conversation à notre thème central lorsqu'elle s'en éloignait trop, par la question " - pour quel candidat prétendez vous voter et pourquoi ? ".

Cette approche cherchait à appréhender une certaine " *culture nationale* " à travers l'analyse de l'imaginaire social institué, cela nous aidant à comprendre la société brésilienne dans sa totalité : comment se pense-t-elle et comment conçoit-elle ses hiérarchies ? Nous présumons que malgré la diversité culturelle et socio-économique existante dans le pays, des éléments communs à tous persistent et constituent des aspects déterminants pour les contours acquis par la nation. Nous croyons que ces éléments se manifestent d'une manière plus visible au moment où un choix politique doit être effectué.

Même si nous reconnaissons la non-représentativité du nombre constitutif du groupe d'informateurs au niveau de l'électorat national, nous avons essayé, à travers la construction d'un ensemble de valeurs de référence, de fournir des indices qui nous permettent de comprendre le processus de légitimation politique en ce qui concerne l'élection à la place suprême. En effet, nous croyons que l'exercice du pouvoir et les formes symboliques adoptées en période de succession se trouvent enracinés dans un complexe où se mélangent société, culture et valeurs. La politique apparaît alors comme

⁴ L'habitant de la ville Rio ou celui qui y est né.

l'instance qui fait la société qui l'a faite elle-même.

Un autre aspect traité dans cette étude, complémentaire à ce que nous venons d'exposer, se réfère à l'insistance avec laquelle le président Cardoso présente le Brésil comme un pays démocratique. Il le fait non seulement dans des voyages officiels internationaux, mais aussi devant la société elle-même.

Nous essaierons de montrer, à travers cet axe, que lorsque Cardoso confirme l'instauration " *d'un climat démocratique, de liberté et de respect aux Droits de l'Homme* " ⁵ au Brésil, il exerce la *stratégie* qui, selon Georges Balandier (1971), réside dans la construction d'une société officielle par les détenteurs du pouvoir d'un système social donné. Ces détenteurs utilisent les normes et les règles avec lesquels ils gouvernent à leur propre bénéfice, mais qui présentent un énorme décalage par rapport à la société qui se manifeste par les pratiques de ses agents sociaux. Nous croyons que la construction de cette société officielle est due aux rapports de plus en plus étroits entre le Brésil et les autres pays du monde dans le commerce international et cela d'autant plus que, de nos jours, la globalisation s'impose en tant qu'idéologie dominante.

Or, la fin de la guerre froide a inauguré un nouvel âge dans les relations internationales, représenté par la victoire de la démocratie libérale sur le totalitarisme social. La démocratie est devenue depuis, un modèle universel applicable à n'importe quelle société. Elle s'est transformée en modèle moral de société, le seul régime politique légitime dans ce nouvel ordre mondial, selon les règles dictées par les organisations supranationales (ONU, FMI, BIT etc.).

Partant de ce contexte international, nous suggérons que dans certains pays en développement, les détenteurs du pouvoir politique construisent artificiellement une société officielle par le renouvellement de ses institutions et organismes officiels. Ils la présentent ainsi, intérieurement et extérieurement, en accord avec les modèles universaux en vogue proposés par l'Occident. Nous croyons que ce modèle cache la réconciliation de pratiques exercées par les représentants d'anciennes structures avec des modèles " *conformes* " à ceux associés aux structures d'un Etat moderne. Ils ont trouvé une forme de domination qui garantit le maintien de l'ordre social et politique établi.

Nous croyons qu'au Brésil les détenteurs du pouvoir politique présentent extérieurement la société brésilienne comme démocratique, pour leur permettre de hisser ce pays au rang des pays développés. Et intérieurement, ils imposent une conception de démocratie aux Brésiliens en mettant l'accent sur son caractère représentatif au détriment du participatif.

La manière dont nous avons perçu la campagne électorale de 1998 nous semble confirmer cette conception de démocratie présentée par les institutions engagées dans ce processus. Or, ce suffrage là inaugurerait la possibilité de réélection des membres de l'exécutif, ainsi que le vote grâce à des urnes électroniques dans les grandes capitales. Cette nouveauté a engendré une grande campagne d'information parallèle à celle des partis. Nous suggérons qu'à travers les *slogans* présentés dans cette campagne

⁵ Discours prononcé lors d'une visite officielle du chef de l'Etat en France en mai 1996 dans un document publié par l'Ambassade du Brésil à Paris.

d'information, les gouvernants, incarnés par le Tribunal Supérieur Electoral, ont essayé d'imposer leur propre conception de démocratie, induisant les électeurs à accepter l'idée que l'acte de voter enferme tout un concept, qui se manifeste en tant que technique de gouvernement représentatif. Cet acte constitue, à notre avis, une partie de la *stratégie* qui leur permet de maintenir leur position au pouvoir car il éloigne ainsi l'un des jalons d'une démocratie participative : la *doxa*, l'opinion, la confrontation des pensées pour la formulation d'une idée commune à tous, y compris pour le choix des représentants politiques.

Or, le paradoxe auquel nous assistons aujourd'hui au Brésil consiste dans le fait que la supposée instauration d'une démocratie a dilué progressivement le débat, au moment où celui-ci devrait surgir et imprégner toute la société de ses valeurs fondamentales par la participation des individus. Sans cette participation la démocratie se trouve dans ce que Nous (1995) appelle "*logique du vide*", car absente de son sens. Nous croyons, avec Bourdieu et Wacquant (2000), que ceci est dû à l'universalisation des particularismes liée à une expérience historique singulière qui rend quelques concepts et notions parfois méconnaissables et tronquées. En agissant ainsi, les détenteurs du pouvoir au Brésil se présentent, parallèlement, conformes aux modèles dictés par les pays occidentaux et perpétuent un ordre social et politique séculier.

Mais si cette œuvre réussit, c'est parce que les détenteurs du pouvoir agissent en organisant d'une manière spectaculaire des images, en mettant en scène des croyances partagées. Ils créent, à travers ces instruments, les éléments qui confirmeront leur légitimité. Nous croyons avec Balandier (1971) que cette mise en scène n'est pas extérieure à ceux qui la pratiquent : tout un symbolisme social justifie cet ordre social et politique car la mise en scène réalisée par les détenteurs du pouvoir n'est rien d'autre que la construction de rites qui actualisent des mythes fondateurs, obéissant à la logique imaginaire de son sens inaugural. Et ceci explique son caractère consensuel, son succès ou acceptation par une grande partie des membres de la totalité sociale.

Pour vérifier une telle idée, nous avons analysé le discours de quelques représentants des médias. Cependant, même si nous analysons dans cette étude les moyens de communication et ses implications dans ce processus politique, nous ne les considérerons pas ici comme *locus* "*d'un processus symbolique à travers duquel la réalité est produite, maintenue et transformée*"⁶, encore moins comme un "*simple conducteur neutre à travers duquel les informations arrivent aux spectateurs*"⁷, mais en tant que support des valeurs qui les précèdent et orientent leur propre constitution. Nous pensons que de telles valeurs sont issues des significations imaginaires instituées et, en l'occurrence, instituant, car reproductrices d'un consensus.

En accord avec Mauro Porto (1995), nous appréhendons les médias en tant que sujets actifs du processus de construction du politique. Mais nous refusons les affirmations qui les désignent comme constructeurs de valeurs et de significations sur la politique : même si nous considérons leur participation active dans le processus de

⁶ Newcom et Hirsch (1994) in Porto M.P., *Comunicação e política*, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 58.

⁷ Capelato M.H.R., *Imprensa e história do Brasil*, São Paulo, Editora Contexto, 1988 : 21.

construction de la légitimation politique, nous suggérons que les médias jouent un rôle de reproduction des valeurs dominantes qui sont, à leur tour, orientées par les significations imaginaires instituées par le social-historique. Ce sont ces valeurs-là qui attribuent au pouvoir établi l'aspect sacré évoqué par Claude Rivière (1988), à savoir qu'il est représenté par des puissances supérieures mythifiées qui appartiennent au domaine de l'indiscutable institué et fournissent les raisons invisibles de l'ordre social et politique.

C'est à travers un récapitulatif de la formation socio-historique du pays que nous essayons de démontrer que les relations sociales instituées au début de sa constitution, ont été formées en grande majorité par une minorité d'entrepreneurs capitalistes et une grande main-d'œuvre servile, qu'elle soit esclave ou libérée. Elles étaient fondées principalement sur la domination des uns sur les autres. Ce sont elles qui constituent l'institution imaginaire originaire des significations opérantes et représentent, pour nous, la genèse du sens imaginaire social brésilien, organisateur de la société. Cette relation qui fonde la société elle-même a instauré la signification opérante qui selon Castoriadis (1975), transforme une catégorie d'hommes en une autre catégorie. Assimilables à des animaux ou à des choses, cet ensemble de relations est intériorisé comme tel pour une et autre catégories. Il représente une création imaginaire qui n'a pas besoin d'être explicitée pour exister, qui agit dans la pratique et dans le *faire* des relations sociales de la société, indépendamment de son existence dans sa conscience collective. Selon Castoriadis, une signification imaginaire trouve son appui dans l'inconscient.

Or, pour qu'une modification des significations imaginaires ait lieu, il faut qu'une profonde altération advienne dans le social-historique. C'est cette modification profonde des institutions sociales qui établit un nouveau système de valeurs. Alors, présupposant qu'il n'y a jamais eu une altération profonde dans les institutions brésiliennes qui puisse modifier sa structure sociale et les formes assumées par les relations sociales depuis la période coloniale et ce, malgré sa dynamique interne qui a su introduire des nouveaux acteurs sociaux dans la scène politique nationale, nous considérons que ce sont les significations imaginaires originaires actualisées, qui définissent pour ses membres la réalité encore de nos jours.

Pour cette raison, nous réfléchissons aux moments où des changements institutionnels sont advenus dans ce pays et constatons que, malgré les importants acquis sociaux et les modifications dans la morphologie de sa structure sociale, celle-ci maintient ses caractéristiques d'exclusion en ce qui concerne les couches populaires.

Nous cherchons à vérifier si l'usure de l'autorité a atténué, dans l'histoire de longue durée, l'ascendance de l'imaginaire originaire institué sur les membres de cette société ou, au contraire, si la perpétuation de cette caractéristique d'exclusion dans la structure sociale a institutionnalisé un ordre gardant présentes certaines valeurs fondatrices.

Ce travail s'inscrit dans un double registre. Le premier concerne l'anthropologie politique. C'est cette discipline qui nous a permis une approche de l'analyse du vote dans sa densité de choix individuels et d'agencement collectif, parce que nous croyons, avec Goldman et Sant'anna (1996), qu'elle nous aide à comprendre " *l'ensemble de forces et processus globaux qui font que les choix politiques s'achèment vers telle ou telle direction.* " ⁸

Le deuxième registre est effectué par l'introduction de la composante imaginaire qui, selon Castoriadis (1975), est une création constante et essentiellement indéterminée de figures, formes et images à partir desquelles seulement quelque chose peut " être ". C'est elle qui détermine, pour l'individu, la réalité.

En introduisant ici la composante imaginaire, nous faisons référence à la contribution de Castoriadis à la sociologie de domination construite par Max Weber (1922) qui la définit comme une forme particulière d'action sociale ou de relations sociales, caractérisée par le fait pour un individu ou un groupe d'imposer sa volonté à un autre individu ou groupe. Pour Weber, cette relation implique un minimum de volonté d'obéissance de la part de ceux qui attribuent la légitimité à d'autres, fondée sur la croyance de cette légitimité.

A ces questions, Paul Ricoeur (1986) rajoute le concept d'idéologie qui, selon lui, est absent de la sociologie de domination wébérienne. Pour Ricoeur, c'est l'idéologie qui constitue l'hiatus existant entre la prétention de légitimité du système d'autorité de ceux qui aspirent au pouvoir et la croyance dans la légitimité de ceux qui la leur attribuent. C'est ici que nous introduisons les théories castoriadiennes, considérant qu'elles convergent avec la contribution de Ricoeur, allant, néanmoins, à notre avis, encore plus loin. Nous croyons que l'imaginaire se situe dans ce que Ricoeur appelle l'hiatus entre la prétention et la croyance en la légitimité. I

L'imaginaire déterminerait, cependant, non seulement les formes de domination présentées dans la typologie wébérienne, mais aussi dans toutes les autres actions humaines, y compris dans celles que Weber appelle traditionnelles. La composante imaginaire agit non seulement sur les actions liées aux différentes formes de dominations associées aux relations sociales, mais elle détermine la vision du monde de chaque membre d'une organisation sociale déterminée.

Nous divisons notre étude en deux parties. La première est constituée de quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous développons l'émergence de l'anthropologie politique et la polémique provoquée par le fait que cette discipline aille à l'encontre des dogmes maintenus par l'anthropologie développée jusqu'alors, qui privilégiait une situation d'équilibre dans les sociétés étudiées. Nous y traitons également des limites que cette discipline présente pour l'étude de la société brésilienne en raison de la complexité et des ambiguïtés de notre culture. Nous montrons comment elle sera employée ici, lorsque nous développons le double registre dans lequel cette étude s'inscrit. Nous décrivons la typologie wébérienne des facteurs susceptibles d'orienter les actions sociales, ainsi que la contribution de Ricoeur à cette théorie et les convergences avec les théories de Castoriadis.

Dans le deuxième chapitre, nous commentons successivement les dilemmes provoqués par l'universalisation de concepts issus d'une situation historique particulière, engendrant une application tronquée dans d'autres contextes, proposant comme exemple le cas brésilien. Nous montrons comment le concept de démocratie est mis en pratique au Brésil et nous le considérons comme responsable du décalage entre une société officielle

⁸ Goldman M. et Palmeira M., *Antropologia, voto e representação política*, RJ, Contra Capa : 1996 : 36.

et les pratiques de ses agents sociaux.

Le troisième chapitre montre comment ont été instituées les relations sociales au début de l'histoire de ce pays. Nous y démontrons l'importance et les dimensions acquises par l'esclavage au Brésil et la domination existante dans les autres formes de travail non-esclave. Nous montrons comment la naissance de la nation brésilienne a eu lieu, ainsi que les symboles qui auraient fondé la légitimation du prince Pedro I et qui trouvent dans le *Cri de l'Ipiranga* leur apogée.

Le quatrième et dernier chapitre de cette première partie récapitule l'histoire du Brésil, cherchant à démontrer que, malgré les importants mouvements sociaux et tentatives de renversement de l'ordre, il n'y a pas eu une rupture qui altère sa structure sociale et par conséquent, les significations imaginaires dominantes. Nous nous sommes aussi intéressées à la transmission officielle de l'histoire, décrivant de quelle manière les livres scolaires se placent du côté des institutions établies en les mettant en valeur.

La deuxième partie présente l'objet d'étude proprement dit. Elle se divise en trois grands chapitres divisés, chacun, en sous-chapitres. Dans le premier, nous présentons la conjoncture électorale en 1998 et la perception d'un espace à part consacré à la politique que nous appelons *l'espace de la politique*. Nous commentons ensuite dans le deuxième chapitre les travaux effectués sur la politique au Brésil, privilégiant ceux qui utilisent l'approche anthropologique. Nous y développons notre méthodologie et les principaux aspects observés pendant la recherche de terrain.

Dans le deuxième chapitre, nous analysons le discours des médias, en démontrant qu'à travers le langage, se trouvent séparés l'univers des hommes communs et l'univers de ceux qui possèdent des caractéristiques permettant leur introduction dans l'univers sacré de la politique.

Nous analysons ensuite le discours des électeurs brésiliens interviewés. Nous montrons que la politique assume, à leurs yeux, un caractère sacré lorsqu'ils considèrent qu'elle ne peut être exercée que par quelques-uns. Le pouvoir politique est placé dans un espace réservé mais aussi préservé par la fascination exercée par ce que l'individu juge supérieur à lui.

Nous analysons le discours du candidat vainqueur. Le président Cardoso ayant reçu l'adhésion de 50.29% des électeurs votants et l'ayant emporté dès le premier tour du suffrage, cette situation nous a conduite à rechercher comment ont été construits les éléments qui lui ont fourni la légitimité politique, permettant "*l'ajuste*", selon Weber, entre la croyance et la prétention à la légitimité.

Nous développons, enfin, la conclusion.

Première Partie : Imaginaires, institutions et significations : l'anthropologie politique et ses objets

Introduction

L'idée d'inscrire une étude sur les élections dans une approche anthropologique trouve son appui dans le fait que cette discipline essaie de disséquer et d'analyser l'adéquation de concepts préétablis à l'expérience de contextes particuliers, confirmant ainsi l'impossibilité de séparer le politique et l'avènement des sens par lesquels une société se fait société.

Parmi les concepts formulés et utilisés en sciences sociales, certains se sont universalisés, ayant acquis parfois des sens distincts de ceux définis au temps historique et dans l'espace social de son émergence. Ils deviennent fréquemment applicables aux plus diverses situations, transformant l'histoire spécifique de sa genèse et le sens qui leur avait été attribué lors de leur émergence. Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant (2000) attirent l'attention sur ce phénomène lorsqu'ils affirment que l'universalisation des particularismes liés à une expérience historique particulière rend certains concepts et notions

méconnaissables et tronqués. Ceci est considéré par ces auteurs comme une violence symbolique.

L'un des aspects de cette étude cherche à aborder ce fait, car nous considérons que l'appropriation induite de certains concepts peuvent devenir des instruments de domination, surtout lorsqu'ils sont appliqués dans le domaine de la politique.

C'est l'anthropologie politique qui nous offre des instruments pertinents pour une lecture du politique " *par le bas* ", c'est à dire à travers un regard volontairement non institutionnel, cherchant les significations de l'action politique et des formes de sociabilité qui résultent du symbolisme d'une société donnée à travers l'action et le discours de ses membres. Alors il nous sera possible de distinguer le particulier, en adaptant les différences culturelles appréhendées à des concepts sociologiques universaux. Ceci serait, selon Mariza Peirano (1995), l'objectif général de l'anthropologie.

En réintégrant l'histoire comme élément d'analyse, c'est l'anthropologie politique qui nous permettra de chercher à quel moment s'instituent les significations imaginaires originaires qui fournissent le sens inaugural d'une société. Ces significations sont constituantes de la vision du monde de ses membres et responsables de la dynamique spécifique de son système social.

Chapitre I L'anthropologie politique réunissant société, culture et valeurs

1. L'émergence de l'anthropologie politique et les spécificités de la société brésilienne

L'émergence de l'anthropologie politique, comme le montre fréquemment la vocation des disciplines en sciences humaines, s'est faite sur un fond de polémique. Indiquant la généralisation du politique sur toutes les formations sociales, elle refusait la " *dépolitisation* " infligée aux sociétés archaïques. Les artisans de cette spécialisation tardive de l'anthropologie sociale allaient, ainsi, à l'encontre des dogmes maintenus par l'anthropologie classique qui, privilégiant la situation d'équilibre des sociétés étudiées, niait la qualité historique des événements, accentuant en occurrence, l'apparente immobilité résultante d'une réciprocité qui régit les relations sociales de leurs membres. Pour l'anthropologue du politique, l'analyse purement formelle cache les dynamismes sous-jacents aux structures sociales de ces sociétés et prend le risque non seulement d'une approche scientifique faussée mais aussi d'y enfermer la menace d'une dégradation idéologique concernant les sociétés étudiées.

Le débat ouvert, les critiques affluent. Certaines considèrent une surestimation du politique, perçue comme le résultat du sociocentrisme de l'individualisme occidental moderne de ses auteurs, qui ne sauraient appréhender la totalité sociale que sous la

catégorie du politique. Balandier (1967), l'un des principaux fondateurs de cette discipline en France, défend le point de vue contraire, affirmant que les anthropologues structuralistes ont sous-estimé le politique dans les sociétés traditionnelles, dont l'étude est l'objet de leur compétence. Selon lui, leur attention fut attirée surtout par le sentiment d'étrangeté vis-à-vis des autres sociétés rendant difficile l'identification du politique dans les sociétés qui ne revêtaient pas la forme d'Etat. Pour cet auteur, la clef du problème se trouvait dans la détermination et dans la définition d'une instance politique plus large que celle qui fait de l'Etat ou de ses équivalents la référence indispensable. Il considère que la théorie politique doit être dissociée de la théorie de l'Etat lorsque le politique est appréhendé sur les actions qui cherchent à maintenir ou à modifier l'ordre établi, le *locus* où les dynamismes sociaux émergent.

La prise en considération de cette dynamique interne comme étant inhérente à n'importe quelle société conduit les fondateurs de cette discipline à mettre en évidence les systèmes de relations qui engendrent une nouvelle représentation scientifique des sociétés observées. La totalité sociale est alors appréhendée à partir des pratiques sociales de ses agents et des situations où elles se manifestent. Cette approche cherche surtout à faire émerger les significations politiques à travers les conflits et les tensions qui constituent ce domaine. Elle nous permettra de distinguer à travers une imbrication du politique avec d'autres dimensions du social et du culturel, les particularités des systèmes de pensée et des symboles qui fondent le politique et sur lesquels il est fondé.

Aspirant à la construction d'une théorie générale du politique, cette discipline a été initialement élaborée par des anthropologues occidentaux africanistes. Poursuivant le chemin tracé par Balandier, divers travaux en anthropologie politique développés plus récemment en France utilisent les instruments forgés par l'étude de sociétés qualifiées de primitives pour le développement d'un champ conceptuel spécifique qui serait aussi utilisé pour la compréhension du monde moderne.

La société brésilienne présente, cependant, quelques particularités qui ne nous permettraient pas de l'analyser dans les perspectives jusqu'alors effectuées. Ces particularités commencent par le fait que cette société ne peut être définie ni comme traditionnelle ni comme moderne. Il nous paraît également difficile d'utiliser des instruments forgés à partir des éléments fournis par la décolonisation alors que la société brésilienne est le résultat de la colonisation elle-même. Nous estimons qu'elle mérite un traitement distinct en ce que concerne sa "*situation coloniale*" car la colonisation y a exercé une action fondatrice, et non destructrice, comme l'affirme Claude Rivière (1995) lorsqu'il fait référence aux sociétés africaines. Cet aspect nous semble essentiel car ce fut celui qui a engendré au Brésil une caractéristique particulière, à savoir une culture anthropophagique qui lui fait dévorer des modèles extérieurs de pensée et de conduite. Cette caractéristique l'amène à modifier les modèles qui se trouvaient auparavant dans son espace interne, intervenant dans la direction et les contours qui prendront sa vie sociale et politique.

Cette société se caractérise donc par le fait qu'elle se trouve dans un "*entre-deux*", présentant un ensemble d'ambiguïtés. Selon François Laplantine (1997), il est illusoire d'y chercher le type de cohérence qui organise les sociétés de la tradition ou de la raison. Il me semble ainsi difficile de la situer dans les concepts dualistes produits jusqu'alors par

les chercheurs issus du monde moderne, parmi lesquels ceux qui participent à l'élaboration des théories en sciences sociales comme individualistes/holistes, civilisés/non-civilisés, chaudes/froides etc. En fonction de ces considérations, il nous semble que l'emploi de concepts et de *catégories " natifs "* s'impose dans l'étude de la société brésilienne comme des instruments d'analyse essentiels.

Pour cette raison, nous proposons de développer cette étude sous un double registre. Le premier est le "*contour anthropologique*" proposé par l'anthropologie politique à travers l'approche dynamiste telle qu'elle a été conçue par Balandier. Le deuxième concerne l'institution imaginaire qui, selon Castoriadis, attribue des significations aux symboles, agissant en tant qu'organisateur des actions humaines.

2. Le contour anthropologique et les significations imaginaires instituées

Le recours anthropologique, premier registre sous lequel nous réalisons cette étude, s'impose dans l'étude du politique lorsque nous cherchons à désigner les aspects actuels d'une société ou d'une culture sur lesquels le langage commun n'a pas d'accès. Tels aspects peuvent s'expliquer à partir d'une matrice unique, mais concentrent leur attention sur un espace relationnel et par conséquent, communicationnel, qui présente une codification propre. C'est à partir de cette codification que les formes symboliques se présentent, et nous renvoient à la relation imaginaire existante à l'intérieur de cette société. Cette relation qui se constitue également entre elle et le monde qui l'entoure. En d'autres termes, cette discipline nous fournit des instruments spécifiques pour l'étude d'une société lorsqu'il est question d'interpréter les productions de l'imaginaire contemporain. Elle nous aide enfin à comprendre les modes de contrôle social qui s'effectuent par l'imbrication du pouvoir avec le sacré, engendrés par les mythes qui les composent.

En suggérant que les sociétés sont rarement ce qu'elles semblent ou prétendent être, l'anthropologie politique propose l'appréhension de deux niveaux d'organisation qui se manifestent dans leur composition : l'un, superficiel, présentant les structures officielles créées par les détenteurs du pouvoir politique et un autre profond garantissant l'accès aux relations sociales réelles qui fondent ces structures. L'approche dynamiste, caractérisée principalement par l'appréhension des incompatibilités, des contradictions, des tensions et du mouvement inhérent à toute société au détriment de ce qui se présente comme équilibre, nous permettra de distinguer les conflits qui se manifestent par les pratiques sociales fondamentales et déterminantes, en décalage avec l'apparente réalité sociale, stable et susceptible d'une interprétation faussée. Nous essaierons de saisir dans les pratiques sociales, les continuités des valeurs fondatrices en conflit avec les discontinuités introduites par son histoire.

Considérant, avec Castoriadis (1975), que c'est à travers la *faire social* que se manifestent les sens constitutifs d'une société, nous avons délimité dans le temps une action sociale transformée en moment unique d'observation et qui constituera notre objet d'étude.

Nous évoquons une élection présidentielle, croyant que l'analyse de ce moment nous permettra d'introduire la question de la légitimité politique. Les éléments qui fournissent la légitimité à un candidat plutôt qu'à un autre seront utilisés dans la tentative de montrer comment la société brésilienne définit et élabore son image du monde. Nous essaierons de comprendre comment l'Etat, qui incarne la domination légitime sous des formes historiquement diverses, acquiert cette légitimation. Nous pensons que dans le choix du vote se trouvent mélangés les valeurs qui orientent la culture d'une société donnée.

Cette manière de présenter notre objet interpelle la sociologie de la domination construite par Max Weber (1922). Selon cet auteur, la relation de domination nécessite un minimum de volonté d'obéissance qui va au-delà de ce que l'association des intérêts matériels ou rationnels pourrait expliquer. Elle aurait pour fondement la croyance en la légitimité de cette relation. Il considère que ceux qui cherchent la domination essaient de l'éveiller et de la maintenir. Ainsi, Weber procède à la construction d'un système combinatoire fondé dans un ensemble limité de types fondamentaux, susceptibles d'orienter les actions sociales. Par la construction de cette typologie, Weber cherche à rendre compte de la multiplicité de la réalité sociale qui entoure une tension circulaire entre les personnes qui cherchent la domination et les individus qui croient dans la légitimité de celles qui la cherchent. Les modes d'action sociale sont ensuite mis en parallèle avec les types de légitimité qui garantissent un ordre déterminé, fondé celui-ci en fonction de la tradition, de la croyance d'un ordre affectif, de la croyance rationnelle par rapport à une valeur et enfin la légitimité considérée comme légale.

Pour Dick Kaesler (1996), Weber a voulu par cette typologie introduire la catégorie de relation sociale comme étant " *le comportement de plusieurs personnes, qui, quant à son sens, s'ajuste en fonction des actions réciproques des unes et des autres et qui s'oriente en conséquence* " ⁹ .

Concernant cette relation de réciprocité, Paul Ricoeur ajoute, à son tour, une question à l'interaction en jeu dans cette relation. Elle fait référence à ce qui se place entre la prétention à la légitimité et la croyance en cette légitimité, que nous considérons comme un point fondamental. Cet auteur, soutenant que nous ne pouvons pas parler d'un ordre qui se limite à être accompli sans revendiquer une légitimité, introduit le concept d'idéologie que selon lui Weber ne traite pas spécifiquement dans son texte. Pour Ricoeur, l'idéologie se situe dans un *hiatus* entre la prétention à la légitimité d'un système d'autorité et la croyance de la part de ceux qui l'attribuent. C'est cet *hiatus* qui fait le lien de sustentation de tout un système d'autorité car la prétention à la légitimité de la structure exige une croyance qui lui corresponde.

Dans cette même logique, Castoriadis fournit une contribution au modèle interprétatif de Weber en introduisant la composante imaginaire. Lorsque Weber présente sa typologie du système de croyance et prétention à la légitimité, Ricoeur y ajoute la notion suivante : " *un processus idéologique sur lequel nous asseyons notre propre motivation par rapport au pouvoir* " ¹⁰ . Castoriadis l'élargit à tous les autres niveaux de la vie sociale

⁹ Kasler D., *Max Weber - sa vie, son œuvre, son influence*, Paris, Fayard, 1996 : 179.

¹⁰ Ricoeur P., *Ideologia e utopia*, Rio de Janeiro, Edições 70, 1986.

en le dissociant du domaine proprement politique. Quand cet auteur réfléchit sur la sociologie webérienne, il s'intéresse surtout aux actions émotionnelles et traditionnelles que Weber lui-même considère non-rationnelles. Il se demande pourquoi et comment la majorité des individus dans la grande partie de leurs actes agissent simplement parce qu'ils sont habitués à agir de telle ou telle manière, et pose la question de *quand* ces habitudes ou traditions ont été instaurées. Pour lui, nous ne vivrions pas dans un monde tel que le nôtre si tout ce que nous faisons était intelligible.

Ainsi, il considère la pensée de Weber égologique car si le sens y existe, c'est parce qu'il existe un sujet (un ego) qui l'a construit. Ce qui conduit l'analyse en deux directions dont les conséquences sont, pour Castoriadis, intenable. Il pense que si l'essentiel du comportement individuel était rationnel, nous ferions toujours référence à une logique. Dans ce cas, s'il existe un conflit, c'est un conflit entre deux logiques. En outre, si nous considérons l'individu en sa plénitude et sa capacité de rationalité mais aussi avec ses passions, affects, etc., la nature humaine paraîtrait identique partout et depuis toujours. Dans ce cas, il demande comment et pourquoi ont été produites tellement de sociétés différentes.

Nous croyons, avec Castoriadis, que pour comprendre les comportements individuels il faut les situer dans le domaine social-historique, constitué des activités des individus qui incarnent la société où ils vivent et où tout ce qui s'y présente est indissociablement tissé par des symboles. Les actes réels, individuels ou collectifs ne sont pas des symboles, mais ils sont impossibles à l'extérieur d'un réseau symbolique. Selon lui, les symboles se trouvent dans les institutions sociales qui constituent, chacune, un réseau. De ce fait, nous pouvons estimer que les institutions n'existent socialement qu'en tant que systèmes symboliques sanctionnés qui attribuent des significations aux symboles, et les fait valoir comme tels. Ceux-ci seront ensuite plus ou moins renforcés par la société. C'est à travers la socialisation que les individus acquièrent l'accès à l'univers des significations imaginaires sociales. Dans ce processus, le social-historique devient un univers de significations soutenu par des formes instituées qui pénètrent profondément dans le psychisme humain, modelant la quasi-totalité de ses manifestations assignables. Ainsi, les relations sociales sont aussi instituées. La société constitue son symbolisme dans un lien avec le naturel et l'historique, créant des relations entre signifiants et signifiés.

Or, de ce fait, nous considérons que si le sens dont nous parle Weber oriente le comportement de plusieurs personnes et s'ajuste en fonction des actions réciproques d'autres, c'est parce que les uns et les autres sont le produit d'un même imaginaire instituée par le social-historique, le fait historique représentant la source de ce qui s'offre comme étant indiscutable (le quand, l'où et le comment).

Pour Castoriadis, tout symbole possède une composante imaginaire qui n'est pas *l'image de* ou une représentation créée à partir de l'image d'un miroir ou l'image dans le regard de l'autre. Mais il constitue le miroir lui-même, c'est une création constante et essentiellement indéterminée de figure, formes, images, à partir desquels seulement quelque chose *peut " être "*. Dans ces conditions, la réalité et la rationalité en sont ses oeuvres.

Pour cette raison, nous considérons que les théories de Castoriadis sont convergentes à celles de Ricoeur, car l'imaginaire se situerait dans ce que ce dernier

appelle l'*hiatus*. Il fait référence à l'espace existant entre la prétention et la croyance en la légitimité. Cependant, pour Castoriadis l'imaginaire répondrait également pour toutes les formes liées non seulement au pouvoir politique, mais se reproduisent dans d'autres niveaux de l'organisation sociale. Ainsi, obéissant à un même imaginaire social-historiquement institué, toutes les formes de dominations définies par Weber interagissent et constituent une explication unique. En d'autres mots : si le caractère charismatique est attribué à une personne parce qu'elle représente un modèle exemplaire, cela veut dire que ce modèle correspond au caractère traditionnel de son image, correspondant à un "*comment doit être*". Cette image pré-définie nous suggère que dans un moment de l'histoire d'une société déterminée, cette idée a fait son apparition. Ce que conduit au caractère rationnel de sa légitimité fondée sur sa légalité. Or, si une personne correspond à un "*comment doit être*" pour occuper une telle position parce qu'elle possède une image exemplaire en fonction d'une telle tradition, elle est légalement mise à la place sa légitimité lui a permis d'accéder, soit par le vote soit par ses équivalents.

Partant de ces considérations, nous revenons aux théories philosophiques de Castoriadis. Nous croyons qu'elles nous aideront à entrer dans le monde de significations imaginaires qui agissent en tant que sens organisateur du comportement humain et, par conséquent, des relations sociales, dans la tentative de nous introduire dans ce qui se cache derrière les apparences. Nous essaierons de démontrer par l'acte de voter, que l'espace où s'effectue l'articulation entre la prétention et la croyance en la légitimité obéit à un même et unique système de valeurs, à travers lequel la société s'organise et se pense. Nous cherchons, ainsi, à montrer le décalage entre la société brésilienne officielle et la pratique de ses agents sociaux.

Chapitre II Démocratie brésilienne : modernisant une domination

1. Démocratie sans autonomie : le dilemme d'un modèle

Dans une visite officielle en France au mois de mai 1996, le président Cardoso a prononcé plusieurs discours dans lesquels il confirmait aux auditeurs que le Brésil est aujourd'hui un pays démocratique. Dans sept de ses discours, neuf fois le thème de la démocratie a été abordé.

Le fait que le président Cardoso présente avec une certaine insistance le Brésil comme étant un pays démocratique nous paraît significatif et représente l'un des axes de notre étude. Des propos tenus, non seulement dans ses voyages officiels mais aussi devant la société brésilienne elle-même, tels que : "*un Brésil démocratique et libre, qui a su comprendre que sa participation dans un monde de plus en plus compétitif et intégré*"¹¹, nous aideront à montrer que les détenteurs au pouvoir dans ce pays pratiquent la

stratégie qui, selon Georges Balandier (1971), consiste dans la construction d'une société officielle par les gouvernants d'un système politique déterminé, en utilisant les normes et les règles avec lesquelles ils dirigent le pays en leur bénéfice propre, mais qui présente un grand décalage par rapport à la société qui se manifeste dans les pratiques de ses agents sociaux.

Comme l'a dit Cardoso lui-même, le besoin de construire cette société officielle surgit d'une façon plus pressante de nos jours en conséquence des échanges internationaux que divers pays entretiennent entre eux dans ce nouvel ordre mondial. Or, l'ère de la globalisation apparaît comme une évidence dans cette idéologie mondialement dominante.

Nous avons assisté, à la fin de la guerre froide, à l'inauguration d'un nouvel âge dans les relations internationales, représenté par la victoire de la démocratie libérale sur le totalitarisme social, entraînant avec elle, " *la démocratisation des régimes d'Europe Centrale* " ¹² . Ce système politique devrait, comme l'ironise Bertrand Badie, " *étendre ses bénéfices sur toute la planète* " ¹³ .

Il nous semble que la démocratie est alors devenue un modèle universel, le système politique par excellence dans ce nouvel ordre mondial selon l'orientation des organisations supranationales mises en marche depuis (FMI, OMC, OCDE, etc.), qui se sont attribués le rôle d'arbitre dans les conflits internationaux, transformant la démocratie en modèle moral de gouvernement. Le Fond Monétaire International s'est octroyé le droit d'intervenir dans la politique économique intérieure de divers pays, à un tel point que la démocratie est souvent associée au capitalisme, comme si l'un allait systématiquement de pair avec l'autre.

C'est pour cette raison que, partant de ce contexte international, nous pensons que les détenteurs du pouvoir dans certains pays en développement, construisent artificiellement une société officielle par le renouvellement de ses institutions et organismes officiels, cherchant à se présenter à l'intérieur comme à l'extérieur de leur frontières comme étant en accord avec les modèles universaux en vogue. Ce modèle, dans la réalité, masquerait la réconciliation de pratiques exercées par des représentants des anciennes structures à celles d'un Etat moderne. Nous jugeons qu'ils y trouveraient une nouvelle forme de domination qui garantit l'ordre social et politique intérieurement, leur permettant, simultanément, leur introduction dans le rang des pays " *occidentaux* " .

Cependant, nous estimons, avec Balandier, que les détenteurs du pouvoir agissent en organisant d'une manière spectaculaire des images par la mise en scène de croyances partagées. Et de ce fait, ils créent les éléments qui confirmeront leur légitimité et engendrent l'adhésion de la grande majorité de la société renouvelant leur accès au pouvoir.

¹¹ Discours prononcé lors d'une visite officielle du chef de l'Etat en France en mai 1996 in document publié par l'Ambassade du Brésil à Paris.

¹² Ignacio Ramonet, *Le Monde Diplomatique*, mai 2000.

¹³ Revue *Croissance*, n° 382, mai 1995 : 40.

Cependant, cette mise en scène ne consiste pas dans une action extérieure à ceux qui la pratiquent. Tout un symbolisme social justifie cet ordre social et politique car la mise en scène effectuée par les détenteurs du pouvoir est constituée de rites qui actualisent des mythes fondateurs. Dans la construction des rituels contemporains, ils obéissent à la logique imaginaire de son sens inaugural, ce qu'explique son caractère consensuel. Nous estimons que c'est pour cette raison que les détenteurs du pouvoir emportent l'adhésion ou l'acceptation d'une grande partie des membres de société. En d'autres mot, nous pensons que cette mise en scène renforce les éléments qui remplissent l'hiatus entre la prétention et la croyance en la légitimation, et, en outre, elle oriente l'action parallèlement de ceux qui cherchent la légitimité et de ceux qui l'attribuent.

Ces considérations nous introduisent dans les débats sur la démocratie au Brésil. Nous ne cherchons pas, ici, à prendre comme référence analytique des modèles de démocratie perçus comme idéaux. Dans la perspective où cette étude s'inscrit, nous proposons, au contraire, une discussion autour des valeurs qui fondent le concept de démocratie qui, selon Alexis Nouss (1995), sont typiquement modernes. Selon lui, le fait que cette notion reçoive des définitions diverses et est critiquée à son propre regard, constitue son essence même qui permet par conséquent son évolution. Vu par cette perspective, la démocratie peut être le résultat des diverses fluctuations historiques qui les reflètent, pouvant de surcroît être sujette à d'autres types de coloration idéologique.

Il nous paraît assez fréquent de retrouver dans des annuaires ou dans les discours de certains historiens brésiliens, comme Luiz Felipe d'Alencastro, que la démocratie est instaurée et consolidée au Brésil. Cette manière de voir ce pays ou la manière dont Cardoso lui-même le présente nous emmène à suggérer deux considérations qui interagissent.

La première consiste à proposer que l'idée d'un régime démocratique consolidé efface son aspect essentiel, à savoir que la démocratie ne doit pas être prise pour consolidée car elle doit susciter le débat constamment dans un état de construction permanente puisque c'est l'auto-réflexion qui la nourrit et la fait évoluer.

La deuxième a un rapport avec la conception de démocratie proposée par les gouvernants aux citoyens brésiliens. Or, c'est surtout son aspect représentatif au détriment du participatif qui est mis en valeur comme nous avons pu le constater pendant la campagne électorale de 1998.

Bertrand Badie (1995) avait déjà attiré notre attention sur ce phénomène, car il le considère comme un événement qui atteint surtout le Tiers Monde, engendrant une confusion de ce que l'on cherche à faire comprendre pour démocratie. Selon lui, elle est perçue dans nombre de pays comme le régime où l'on élit ses représentants.

Nous aimerions proposer ici que la manière dont nous avons perçu la campagne électorale 1998 nous semble confirmer cette conception de la part des institutions engagées dans ce processus. Toute une campagne d'information parallèle à la campagne des partis disait : " Vous avez voté et avez rendu la démocratie plus forte " ou " Votez et soyez le bienvenu à la démocratie. " Partant de l'observation de ces slogans, nous suggérons que les détenteurs du pouvoir au Brésil, incarnés en cette période électorale par le Tribunal Supérieur Electoral, présentent la démocratie en tant que technique de

gouvernement représentatif sans aucune au détriment des aspects participatifs que ce concept incorpore en lui. Ils présentent leur propre conception de démocratie en cherchant à induire les électeurs à accepter l'idée que l'acte de voter enferme en soi tout un concept.

Nous estimons que cette manière de mener la campagne constitue la stratégie que leur permet de maintenir leur position au pouvoir car, par ce processus, ils éloignent l'un des jalons fondamentaux d'une démocratie, à savoir la doxa, l'opinion, la confrontation des diverses idées pour la formulation des institutions communes à tous, y compris pour le choix des gouvernants. Parallèlement ils présentent une image conforme aux normes dictées par les pays " occidentaux " qui leur permettraient de revendiquer leur inclusion dans le nouvel ordre mondial.

Comme nous tenterons montrer, depuis la campagne pour l'instauration des élections directes pour la présidence de la République, période considéré par l'historiographie officielle comme " la transition démocratique ", les mobilisations politiques se sont progressivement effacées, y compris au moment des élections. Ceci nous semble un paradoxe car cette croissante indifférence envers le politique a lieu au moment où le régime démocratique devrait imprégner toute la société de ses valeurs fondamentales, par l'action des individus conscients et libres. C'est pour cette raison que nous pensons que la démocratie se trouve dans ce pays, dans ce que Alexis Nouss (1995) appelle la " logique du vide ", c'est à dire absente de son sens.

Si nous examinons l'historicité de ce qu'entoure cette notion, nous constatons que la naissance de la modernité démocratique au XVIII^e siècle consiste précisément dans la naissance du politique non plus conçu comme un fonctionnement institutionnel, mais comme une catégorie de la pensée ou de l'action. Depuis, le pouvoir n'est plus garanti par une instance naturelle ou transcendante, mais par la loi qui appartient à tous et à personne, garantissant ainsi l'égalité de ceux qui composent un système social donné. L'individu, qui n'avait que des devoirs, reçoit des droits, et se place au centre de la société.

Du point de vue politique, la modernité constitue l'apparition du processus démocratique et se caractérise fondamentalement par l'établissement d'une conscience politique et d'une instance de réflexion permettant à la société de la redéfinir en permanence devant l'émergence de nouvelles situations historiques.

Comme illustration historique, les révolutions française et américaine montrent que les principes démocratiques ont rompu des traditions et ont établi un nouveau système de valeurs, donnant aux individus la possibilité d'action. Ceux-ci seraient investis de ce que Castoriadis (1975) décrit comme auto-institution, c'est à dire d'autonomie. Selon lui, un individu investi d'autonomie est celui dont les opinions sont orientées par sa propre loi et non par la loi des autres. Ces dernières seraient instituées par le social-historique, elles représentent les significations imaginaires dont l'individu est l'objet. Les lois qui orientent un individu non-autonome sont exercées par ce qu'il y a autour de lui. Tous les discours qui ne sont pas le sien qui dominant l'individu non-autonome sont liés à l'imaginaire. Cependant, l'autonomie n'est pas l'élimination totale du discours des autres car les discours du propre individu existe en fonction du discours des autres, à travers un

dialogue qui participe à la construction d'une instance réflexive et délibérative qui libère l'imagination radicale comme source de création. Là, l'individu existe à partir d'un choix qui n'a pas été dicté d'avance par les lois extérieures à l'individu, mais qui a été fondé sur sa propre opinion.

Nous retrouvons ici le concept de liberté qui constitue avec l'égalité et la fraternité, la devise républicaine issue de la Révolution Française. Selon Kant (1988), la liberté enferme en soi l'exigence d'une autonomie absolue. Son opposé serait lorsque l'imaginaire s'autonomise, gagne une vie propre et s'attribue la fonction de définir pour le sujet la réalité. Dans ce cas, la volonté se trouve soumise aux inclinations de la sensibilité.

Partant de ces considérations, nous revenons au concept de démocratie que nous estimons ici dans la possibilité de recherche de nouveaux modèles d'organisation politique qui prennent en compte les particularités culturelles présentes dans chaque système social. Ceci constituerait la preuve de la modernité de la pensée démocratique, fondée sur des choix résultants des débats qui font émerger une opinion commune aux membres d'une société déterminée. En d'autres mots, il nous paraît que tant que ce régime est conçu selon les définitions imposées du haut vers le bas, de l'extérieur vers l'intérieur, son instauration en tant que régime dynamisateur des relations sociales devient fictive car, dans la pratique, elle est tout simplement acceptée par une majorité d'individus. Une telle affirmation s'appuie sur le discours de nos informateurs. Nous nous sommes aperçu que certains ne voient même pas les liens existants entre la politique institutionnelle et leurs vies quotidiennes.

Néanmoins, Castoriadis (1975) affirme que pour qu'une telle prise de conscience ait lieu, il faut qu'une profonde auto-altération advienne dans le domaine social-historique. Selon lui, c'est seulement une rupture dans le social-historique qui viendrait abolir les structures établies et il pourrait alors être question d'un ordre social moderne. Ce serait seulement à partir d'une mise en cause des institutions environnantes que les individus d'une telle société trouveraient la possibilité de découvrir en eux-mêmes et dans ce qui l'entoure, les ressources psychiques pour dire que les lois qui les régissent ne sont pas justes.

Pour cette raison, nous revenons au contexte historique brésilien dans la tentative de vérifier de quelle manière s'est installé, dans ce pays, un régime démocratique et pour mieux comprendre les formes que ce régime y présente.

2. L'instauration de la démocratie au Brésil et la logique de la négociation lente, graduelle et sûre

Adoptant le récapitulatif de Roberto Amaral (1995), nous apprenons que le processus d'instauration d'une démocratie représentative au Brésil remonte au Premier Empire, avec les élections directes expérimentées par la Régence. Cependant, à cette époque-là, la société était composée d'environ 20% d'esclaves. En outre, les critères du système électoral, jusqu'à la proclamation de la République, étaient fondés sur les revenus des électeurs et ne permettaient le vote qu'à 0,8% de la population libre. Nous sommes encore très loin du suffrage universel.

La République proclamée en 1889 par sa nouvelle Constitution remplaçait la Constitution Impériale de 1824, modifiant les critères de droit au vote. Cette année-là, l'esclavage avait été aboli mais le vote restait toujours interdit aux mendiants, aux analphabètes, aux militaires sans grade, aux religieux d'ordres monastiques et aux femmes. Ceci veut dire que 90% de la population était encore exclue du suffrage jusqu'à 1934, date à laquelle une autre Constitution changea les choses. A partir de cette année-ci, le droit au vote est élargi, mais le président de la République est élu par le vote indirect d'un collège restreint. C'est seulement en 1945 que le président sera élu par le peuple brésilien, période qui verra sa fin en 1964 par un coup d'Etat militaire. Dès lors, le pays assistera à une succession de militaires aussi élus par un collège électoral restreint, jusqu'en 1985, lorsque la campagne pour les élections directes pour la présidence commence.

Cette campagne, connue sous le nom de "*Diretas Já*" ("*Elections Directes Tout de Suite*"), peut être considérée comme le début du processus démocratique proprement dit, marquant le point de départ aux changements advenus dans la direction de l'universalisation de l'accès au vote, institutionnalisé par la Constitution de 1988. Le rétablissement des élections directes pour la présidence de la république y était inscrit. Les premières élections présidentielles au suffrage universel devaient avoir lieu en 1989.

Cependant, le processus d'instauration de la démocratie au Brésil a été initié, selon les mots de Przeworski, par "*des forces à l'intérieur de l'establishment du pouvoir autoritaire cherchant, invariablement, promouvoir l'ouverture contrôlée de l'espace politique et résultent, typiquement, des divisions internes, précédées de plusieurs signes annonciateurs d'une crise éminente*"¹⁴.

Quant à Smith (1988), il conclut, d'après un document qui décrit les plans de libéralisation élaborés par le Général Costa e Silva, que la différence entre la libéralisation engagée par les militaires et la démocratisation effective était claire car, pour ce Général, "*si [la démocratie] était correctement instaurée, des doses adéquates de libéralisation pouvaient remplacer la véritable démocratie, pouvant, en même temps, maintenir l'exclusion politique des groupes subalternes et épuisant les demandes significatives d'une réforme réelle du modèle économique.*"¹⁵

Ces auteurs nous aident à élaborer notre principal présupposé, qui consiste à considérer que l'ouverture politique effectuée par les militaires qui a engendré l'universalisation du droit de vote et malgré la grande mobilisation populaire ayant eu lieu dans cet important moment historique, il n'y a pas eu de rupture profonde dans les institutions sociales brésiliennes pendant le processus d'instauration du régime démocratique existant aujourd'hui. Ce modèle a été instauré dans ce pays, du haut vers le bas, dans les limites prescrites par ceux qui détenaient le pouvoir dans ce contexte politique. Même si les militaires ont été impressionnés par le dynamisme des manifestations populaires pour les "*Diretas Já*"¹⁶, il a été le résultat de négociations engagées entre le pouvoir militaire et certains groupes qui composaient les forces

¹⁴ Przeworski A., *Dilemas da consolidação da democracia*, São Paulo, Paz e Terra, 1989 : 26.

¹⁵ In Przeworski A., *Dilemas da consolidação da democracia*, São Paulo, Paz e Terra, 1989 : 26.

d'opposition, qui ont incorporé dans le nouvel ordre politique, des cadres de l'ancien régime dans tous les niveaux de la vie publique.

Nous essaierons de montrer ici que, non seulement dans ce moment de transition, mais toute l'histoire politique du pays a été construite par des coups d'Etat et négociations intergroupes économiquement dominants et, plus récemment, avec des segments de la bourgeoisie industrielle née au début du XX siècle. Ce modèle implique des prises de décision au nom du peuple mais sans son consentement ou consultation voire même pour freiner l'amplitude des manifestations populaires organisées. Ce que nous permet de dire que, malgré les changements advenus dans la morphologie sociale du pays, il n'y a pas une d'altération dans les institutions sociales établies qui puisse modifier sa caractéristique d'exclusion des couches subalternes.

Nous pensons que cette caractéristique d'exclusion agit pour le maintien des formes assumées par les relations sociales coloniales et, par conséquent, la non-altération des significations imaginaires qui définissent, pour les membres de cette société, la réalité. Par conséquent, nous suggérons que les détenteurs du pouvoir sont aussi les détenteurs des significations dominantes, car ils possèdent depuis le début de la constitution de la société nationale, le monopole des significations valables :

" La plus puissante armée du monde ne vous protégera pas si elle ne vous est pas fidèle - et le fondement de sa fidélité est sa croyance imaginaire en votre légitimité imaginaires. " ¹⁷

Pour cette raison, nous allons utiliser le phénomène électoral, plus précisément, le choix du candidat aux dernières présidentielles pour essayer de démontrer que l'instance décisive des électeurs brésiliens trouve sa source dans les significations imaginaires instituées, constituant l'hiatus entre la prétention en la légitimation et sa croyance, orientant, par conséquent, les actions de ceux qui la cherchent et de ceux qui l'attribuent.

Chapitre III Le fait historique comme structurant originaire : atténuant ou aggravant ?

1. Les relations sociales instituant des significations imaginaires dominantes

Pour Claude Rivière (1988), les variations historiques sur l'adhésion aux rites nous emmènent à penser qu'il n'existe pas de consubstantialité entre religion et société, mais que les véritables invariants sont au niveau affectif, la religiosité, et au niveau mental, la

¹⁶ Le Président Figueiredo, disait, à ce propos de la dimension que prenait les manifestations : " qu'il pouvait avoir un autre 64 dans le pays ". In Tosi A., *Comunicação e política*, Cebela, 1995 : 176.

¹⁷ *Castoriadis C., Le monde morcelé, Paris, Seuil, 1990 : 123.*

notion de sacré, référée comme une transcendance à laquelle différents peuples attribuent des contenus idéologiques divers.

Nous essaierons de montrer, ici, qu'au Brésil, le pouvoir politique instauré incarne cet aspect sacré dont Rivière nous propose l'exemple, à savoir, qu'il est représenté par des puissances supérieures mythifiées qui appartiennent au domaine de l'indiscutable institué, fournissant les raisons invisibles de l'ordre social et politique.

C'est Mircea Eliade (1965) qui nous aidera à développer les notions de sacré et de mythe. Partant de ces notions, nous tenterons de comprendre comment l'imaginaire institué attribue à l'ordre social son aspect sacré ainsi comme à travers de quelle puissance supérieure mythifiée il est représenté.

Sur la notion de mythe, Eliade affirme qu'il raconte une histoire sacrée, un événement primordial ayant eu lieu au début des temps. Pour ce qui concerne l'histoire du Brésil, tout commence en Europe, lorsque les Ibériques décident après la reconquête de leur territoire occupé par les Arabes, de partir à la conquête d'autres terres à la recherche de richesses. Ce fut ainsi qu'en 1500, Pedro Alvares Cabral a atteint la côte brésilienne.

Pendant les trois premières décennies, ce territoire ne fut que l'objet d'une activité de surveillance exercée par des petites flottes portugaises, garantissant l'exploitation du bois-brésil. C'est en 1530 que le Portugal a commencé à s'intéresser aux nouvelles terres, surtout après la mort du roi D. João III. Son successeur D. João IV envoya une expédition dès cette année-là pour occuper les terres. Là, une population nomade et dispersée aurait contrarié les projets de commerce envisagés par la couronne, obligeant l'occupation et l'exploitation des richesses découvertes au bénéfice de la métropole. Pour ce faire, il fallait envoyer des hommes à ces terres inconnues, en leur offrant des raisons valables qui puissent éveiller leur intérêt. L'appât fut le prestige : on offrait des terres à des hommes issus de la petite noblesse ou bien on anoblissait des non-nobles par une législation de circonstances. La couronne leur offrait donc des pouvoirs et des privilèges.

Le territoire fut divisé en immenses morceaux de terres ayant, chacun, un capitaine auquel le roi concédait des pouvoirs militaires et administratifs importants. Dans le document qui officialise ces pouvoirs, il est inscrit un droit qui constituera par la suite la première institution sociale de la colonie, à savoir, le droit de transformer les autochtones en esclaves. Comme l'a bien rappelé Ribeiro (1995), le processus civilisateur au Brésil sera effectué par la sujétion des indigènes par l'autorité portugaise, progressivement remplacé par la main-d'œuvre noire importée d'Afrique. Selon Teixeira da Silva (1997), le manque de main-d'œuvre trouve sa solution dans l'esclavagisme, pratique qui se poursuivra pendant plus de 300 ans.

Or, avec toutes les difficultés matérielles et financières d'exploitation des terres, il a été permis aux capitaines de concéder des morceaux de terre à des entrepreneurs capitalistes, dans l'objectif de pratiquer une monoculture dans les règles du mercantilisme exercée par la métropole. Celle-ci gardait le droit du monopole commercial avec la colonie et recevait un cinquième des matières premières extraites du sol brésilien. Ces morceaux de terres deviendraient des grandes propriétés autosuffisantes, transformées en unités de production, de vie sociale et de pouvoir car, outre la culture d'exportation, elles possédaient une agriculture de subsistance, des chapelles et des écoles. Le pouvoir

intérieur des propriétaires terriens ne cessait de croître.

Selon la législation de l'époque, ces terres étaient distribuées gratuitement mais le demandeur devait prouver qu'il avait les conditions matérielles pour cultiver la terre, par la possession d'esclaves et d'animaux, ce qui représentait son investissement initial. De condition première pour l'exploitation de terres, la possession d'esclaves est devenue la principale marque de prestige dans cette colonie :

"... avoir ou ne pas avoir d'esclaves était la question fondamentale. Celui qui n'en avait aucun, même s'il possédait une grande extension de terres, n'avait rien. Le prestige du seigneur était mesuré par une seule unité : l'esclave. "¹⁸

L'importance de cet "*instrument de production*" peut aussi être confirmée par le fait que beaucoup de propriétaires d'immenses et fertiles terres vivaient dans la pauvreté car ils n'avaient pas assez d'esclaves pour les cultiver.

Cependant, l'esclavage n'était pas le seul moyen de production au Brésil colonial, même s'il en était le plus important. Selon Cardoso (1997), pendant cette période, le travail obligatoire surgissait comme une catégorie plus généralisée même pour les travailleurs libres, engendré par une "*forte subordination sociale de ceux qui n'avaient pas de conditions économiques ou politiques pour devenir propriétaire*"¹⁹.

Des dispositifs légaux autorisaient le travail forcé d'une grande partie de la population par des religieux, des colons et par le gouvernement lui-même. Le système de stratification sociale est devenu un important instrument de justification idéologique du travail forcé et de perpétuation de l'ordre social en vigueur. Il interdisait l'accès des indiens, des noirs, des métis et des blancs pauvres à des professions non-manuels, ainsi qu'à tous les droits sociaux. Nous constatons donc que les relations sociales fondatrices de la société elle-même se caractérisait par la domination et l'exclusion des classes subalternes.

Ainsi, nous croyons que par le travail esclave ou par les différentes formes de travail obligatoire existants dans cette période, c'est sous la forme de domination coercitive et symbolique que les relations sociales se sont manifestées au moment de la création de la nation. Par la suite, elles se sont institutionnalisées. Pour cette raison, nous proposons que les relations sociales, formées par une minorité d'entrepreneurs capitalistes et une majorité de main-d'œuvre servile, et qui sont fondées sur la domination, constituent l'institution imaginaire originaire des significations opérantes, constituant, de surcroît, la genèse du sens imaginaire social brésilien, organisateur de la société.

Ce mode de relation perçu comme typiquement rural accompagne l'apparition d'un réseau urbain et la création des villes. Comme affirme Fernandes (1981), cette portion de seigneurs ruraux "**a sécularisé ses idées, ses conceptions politiques et ses aspirations sociales et, en même temps, a urbanisé, selon les normes cosmopolites d'alors, son style de vie**"²⁰, instituant et diffusant un modèle de comportement. Ce

¹⁸ Sodré N.W., *Formação histórica do Brasil*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1990 : 71.

¹⁹ Cardoso C.F.S., *História Geral do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1997 : 86.

²⁰ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar, 1981 : 27.

comportement se caractérisait principalement par une autorité sans aucune contestation.

Cette idée est également confirmée par Sérgio Buarque de Holanda :

" L'un des effets de l'improvisation presque forcée d'une espèce de bourgeoisie urbaine au Brésil se trouve dans certaines attitudes particulières, jusqu'alors, au patriciat rural aussitôt devenu communes à toutes les classes comme norme d'idéal et de conduite (...) la mentalité des maîtres a envahi les villes et a conquis toutes les professions, sans exclure les plus modestes. " ²¹

Or, même si nous venons de parler de la création de villes par l'implantation d'un réseau urbain, à la veille de son indépendance vis-à-vis du Portugal, le Brésil était structurellement une société coloniale. Moins de la moitié de la population était libre, les taux de fécondité et de mortalité étaient très élevés et ses caractéristiques occupationnelles étaient marquées par un peuplement diffus, formé par des îlots de concentration de la population éloignés les uns des autres. Cette colonie ne présentait aucune uniformité. L'autosuffisance de chaque unité de production a transformé, selon Fernandes, la grande propriété dans un espace d'action indépendant et isolé, gérant un pouvoir de commandement qui divisait et séparait des égaux. Pour cette raison, ils étaient indifférents les uns envers les autres, voire, parfois, belliqueux entre eux.

Cet immense territoire, à la veille de son autonomie, était amorphe. Cette colonie était un chaos. C'est pour ces raisons là que nous suggérons que ce fut seulement avec la proclamation de l'indépendance du Brésil le 7 septembre 1822 et son héroïque *Cri de l'Ipiranga* que cet espace étrange acquérait des contours, transformant le néant en réalité. Cet événement fournit un sens à cet espace chaotique que nous croyons, avec Eliade, avoir fait de ce monde-là " *notre monde* ". Le Prince Pedro I fait irruption dans l'histoire comme le héros civilisateur, opérant la coupure qui, selon Eliade, transforme un espace sans structure et sans forme en un espace " *cosmisé* ", c'est à dire, habité et organisé. C'est cette coupure qui distingue un espace fortement significatif d'un espace sans consistance. C'est cet événement qui va créer un centre à partir duquel ce monde deviendra notre monde, constituant le point de rupture responsable par le passage d'un espace chaotique vers un espace sacré, créant le réel par excellence.

2. Le mythe de l'ordre primordial : le " Cri de l'Ipiranga " , structurant l'ordre social et politique brésilien

Nous pensons que le *Cri de l'Ipiranga* représente la rupture du niveau chaotique " *cosmisant* " l'espace amorphe et vide de sens de la colonie. Nous suggérons que c'est à travers la force symbolique de cet événement historique que le Brésil est devenu le Brésil.

Selon Cardoso et Monteiro (1997), le processus d'autonomie politique brésilien a eu lieu alors que plusieurs mouvements séparatistes républicains s'étaient étalés sur le territoire de la colonie portugaise, provoquant également l'indépendance dans les anciennes colonies espagnoles et françaises du Nouveau Monde. La peur de la désagrégation du territoire sous domination portugaise a fait que les groupes dominants qui s'y étaient établies ont cherché une solution qui puisse calmer les désirs séparatistes de certains

²¹ Buarque de Holanda S., *Raízes do Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 1936 : 85 et 87.

groupes à l'intérieur du pays, sans les destituer des privilèges acquis depuis leur instauration. En même temps, ils devaient répondre aux impositions de caractère réactionnaire venues de la classe dirigeante métropolitaine qui craignaient la perte de la colonie. En d'autres termes, les groupes dominants " *natifs* " devaient lutter extérieurement pour le maintien d'une certaine autonomie acquise lors de l'installation de la famille royale dans la colonie (en 1808) et, à l'intérieur, contre les projets plus radicaux d'indépendance, parmi lesquels, le projet républicain passible d'une division territoriale.

Ainsi, malgré les divergences existantes dans les différentes catégories qui composaient les groupes dominants " *brésiliens* ", l'idée d'autonomie politique s'imposait comme la solution. La figure du Prince apparaissait comme un *joker*, dû à sa force symbolique, capable d'obtenir l'autonomie politique et de garantir, en même temps, l'intégralité du territoire et, par conséquent, les privilèges des groupes dominants.

La nation brésilienne naît, ainsi, ambiguë : indépendance, oui, république, non. Elle remplit deux fonctions principales qui permettait à la fois la continuation de la dynastie portugaise du colonisateur, représentant le maintien de l'ordre établi et l'élimination de la métropole dans son rôle d'intermédiaire dans le commerce extérieur.

Ensuite, il a fallu créer un ensemble de symboles pour fonder la légitimité du Prince. Selon Ribeiro (1990), le besoin de figures emblématiques inhérentes à toute nation en train de se constituer acquiert une plus grande importance au Brésil car ses dirigeants devaient, en plus de légitimer leur position, avoir la reconnaissance du peuple qui n'avait pas participé à cet événement. La construction de ces symboles autour du Prince commencerait avant la proclamation d'indépendance, lorsque Pedro I reçut le titre de Défenseur Perpétuel du Brésil, mais son apogée eut lieu avec le *Cri de Ipiranga*. Le 7 septembre 1822, aux rives du fleuve Ipiranga, Pedro I défie le roi du Portugal, son père, en criant " *indépendance ou la mort* " (voir illustration page 56).

C'est ainsi que surgit la seule monarchie qui n'ait jamais existé au Nouveau Monde. Lors de son investiture, le Prince reçoit des symboles s'attribuant l'aspect transcendant qui le plaçait au-dessus des simples citoyens. Dans la somptueuse cérémonie de couronnement de l'Empereur, Pedro I reçoit l'onction octroyée aux princes bibliques comme Salomon. A travers cette cérémonie, il lui est attribué des pouvoirs perçus comme un don de Dieu. Selon la tradition, l'onction avait pour fonction de transformer un homme (ou objet) profane en sacré, aspect qui serait renforcé par les objets qui composent les insignes impériaux : l'épée pour la défense de l'Eglise à travers l'Empereur, la couronne qui exprime un symbolisme cosmique, le sceptre dont la verticalité symbolise la supériorité de l'homme établie chef et le pouvoir transcendant qui lui a été attribué (voir illustration page 56).

Pour tous ces éléments, nous proposons que l'ensemble de représentations symboliques fondatrices de la nation constituent la narration historique qui crée le mythe fondateur d'un ordre qui proclame l'apparition d'une nouvelle situation cosmique, lorsque le héros civilisateur, Pedro I, fonde le temps existentiel de la nation brésilienne. Le 7 septembre est fêté au Brésil comme le jour de la Patrie, la plus importante commémoration officielle nationale. Elle célèbre la naissance d'une nation.

Avec l'indépendance ainsi que l'établissement d'une constitution, la création de

symboles non seulement liés à l'Empereur mais associés à la nation comme le drapeau et l'hymne, cet immense territoire amorphe et vide de sens se revêtira d'un contenu significatif propre, acquérant des nouveaux contours. Le *Cri de l'Ipiranga* constitue un point fixe qui orientera les futures pratiques socio-politiques dans l'homogénéité chaotique de la période coloniale. Révélant un espace sacré, cet événement est le mythe fondateur de la vie politique brésilienne.

Or, si ce sont les produits de la pensée mythique qui nourrissent l'imaginaire, nous pouvons les saisir dans le fait que l'indépendance du Brésil est l'événement historique le plus étudié, comme l'affirme Ribeiro Jr., perçu comme un acte héroïque. Selon une recherche réalisée par Miceli (1997), auprès de 267 lycéens, les qualificatifs qui accompagnent le prince sont la bravoure, l'honnêteté, la bonté, la force, l'intelligence et la responsabilité. Pedro I est le personnage historique le plus représenté dans des objets artistiques et symboliques qui composent l'identité nationale, comme la monnaie brésilienne (voir illustration page 56). Il y est représenté même après la proclamation de la république. Le *Cri de l'Ipiranga* est irrémédiablement associé à la nation brésilienne comme nous pouvons le constater dans l'hymne national :

" Nous avons entendu des rives de l'Ipiranga le cri d'un peuple héroïque, dans cet instant précis, le soleil de la liberté a rayonné au ciel de la patrie. Si le gage de cette égalité nous avons conquis avec des bras guerriers en votre sein, ô liberté, défie notre courage à la mort. Ô patrie aimée, idolâtrée, salve, salve ! Brésil, un rêve intense, un rayon vif d'amour et d'espoir qui descend sur terre, Si dans ton beau ciel rieur et limpide reflet l'image de la croix du sud, montre que tu es géant par nature, tu es beau, fort, colossal. Si ton futur reflet cette grandeur, ô terre adorée, parmi des milliers d'autres tu es, Brésil, la patrie aimée. Des enfants de ce sol tu es la mère docile, patrie aimée, Brésil ! "

L'historien Murilo de Carvalho (1990), ayant étudié les aspects symboliques des mécanismes autour de l'instauration de la république, raconte qu'il a été très difficile de construire un héros et des symboles à ce nouveau régime. Aucun des personnages historiques républicains n'a surpassé, selon lui, l'importance de Pedro I dans l'imaginaire social dans le rôle de héros national. Pour ce qui concerne l'adoption de l'hymne et du drapeau républicains, ce fut presque impossible de détrôner ceux créés pour la légitimation du gouvernement monarchique. Carvalho affirme que si le drapeau républicain a été accepté, c'est parce qu'il maintenait les couleurs et les formes du drapeau monarchique (voir illustration page 56). Quant à l'hymne national, il n'a pas été modifié encore moins substitué. Suite à une manifestation populaire, il a été déterminé que l'hymne resterait celui qui raconte le *Cri de l'Ipiranga*.

Nous suggérons donc que la constance de la présence de l'Empereur Pedro I dans les différentes manifestations artistiques et dans les objets qui représentent la nation, ainsi que la force émotive que l'indépendance provoque par la persistance de ses symboles imprégnés dans le drapeau et dans l'hymne, confirment notre croyance qu'aucun effort effectué par les républicains cherchant à construire une symbologie propre à la République n'aurait abouti, car la puissance sacrée qui équivaut à la réalité par excellence était déjà instituée dans l'imaginaire social. Nous pensons que la narration historique de l'avènement de l'indépendance constitue le mythe fondateur qui a institué l'indiscutable et les raisons inconscientes de l'ordre social et politique, consolidant des

hiérarchies et justifiant les dominations.

Chapitre IV Permanence et rupture dans la dynamique sociale brésilienne

1. Les significations imaginaires opérantes : la non-altération des institutions

L'apparition du sacré à travers la symbologie du *Cri d'indépendance* représente, comme nous l'avons suggéré, la rupture entre le chaos colonial et le cosmos national, instituant le réel par excellence. Ce temps mythique primordial fut celui où une réalité a été créée : l'avènement de la mère patrie. L'existence de la nation brésilienne s'est concrétisée sur les bases d'une structure sociale hiérarchisée sous le pouvoir autoritaire du patriarche, constituée principalement de maîtres qui dominaient des esclaves et des travailleurs libres.

Nous pensons que cette relation qui fonde la société elle-même a instauré la signification opérante qui, selon Castoriadis (1975), transforme une catégorie d'hommes dans une autre catégorie d'hommes. Ces catégories pouvant être assimilables à des animaux ou à des choses, cet ensemble de relations est intériorisé par les unes et par les autres catégories. Elle représente une création imaginaire qui n'a pas besoin d'être explicitée pour exister, qui agit dans la pratique et dans le *faire* des rapports sociaux de la société brésilienne, indépendamment de son existence dans la conscience collective.

Cependant, dans la dynamique sociale brésilienne, des événements ont provoqué des changements de régime et de gouvernement, tels que l'abolition de l'esclavage, la proclamation de la république et l'instauration d'un régime démocratique.

A ce propos, Castoriadis attire notre attention sur l'usure de l'autorité, pouvant provoquer la non-acceptation des règles héritées d'une génération précédente par l'épuisement graduel des motivations économiques et cela, par conséquent, atténuerait l'ascendance de l'imaginaire institué sur les individus.

Partant de cette réflexion, nous nous sommes demandé : est-ce que les événements historiques ayant eu lieu *à posteriori* dans la société brésilienne représentent l'usure de l'autorité gouvernementale, atténuant l'ascendance de l'imaginaire institué sur ses membres ?

Or, dans divers moments de l'histoire du Brésil, l'ordre établi a été contesté. Des groupes séparatistes républicains se sont à plusieurs reprises manifestés dans le XIX ; au XIX, parmi les changements importants advenus dans la société, nous soulignons la formation des organismes syndicaux, surtout " *le syndicalisme authentique* " dans les années 70 qui introduit le travailleur dans la scène politique nationale ; sous la dictature, des guérillas urbaines et rurales ont été organisées dans les années 20 et 60 ; les

agriculteurs sans terre créent, dans les années 1980, l'un des plus importants mouvements paysans organisé en Amérique Latine, le Mouvement des Paysans sans Terre, dont l'articulation regroupe des travailleurs ruraux de tout le pays. Cependant, ces importants événements ne doivent cependant pas cacher le fait que depuis la consolidation d'un groupe dominant dans le pays, tous les mouvements insurrectionnels, d'insatisfaction ou de contestation qui ont éclaté sur le territoire ont été fortement réprimés comme un appel à l'ordre. Et ce, encore de nos jours. Selon un rapport rédigé en 1998 par la Commission Pastorale de la Terre, 1.167 travailleurs ruraux ont été assassinés dans les dernières 12 années. Ils ont également enregistré une augmentation des conflits dans les campagnes brésiliennes et de la violence contre les petits agriculteurs. Parmi les mandataires de ces crimes, 86 ont été jugés et seulement 7 ont été condamnés.

Partant de ces réflexions, nous allons commenter des moments où des changements institutionnels ont eu lieu dans le pays, dans la tentative de démontrer que, malgré des modifications importantes et l'introduction des nouveaux acteurs sociaux dans la vie politique brésilienne, la structure sociale maintient ses caractéristiques d'exclusion des couches populaires. En d'autres termes, par une périodisation fournie par divers historiens, nous réfléchirons sur les événements susceptibles d'avoir provoqué des changements structureaux dans la société brésilienne, cherchant une possible rupture dans la vision du monde de ses membres. Nous essaierons de comprendre si l'usure de l'autorité a atténué l'ascendance de l'imaginaire originaire institué sur ses membres ou, au contraire, si par la perpétuation de cette structure d'exclusion un ordre s'est institutionnalisé gardant présent des valeurs fondatrices.

Or, l'apparition de cet ordre social et politique s'est effectué par la consolidation de groupes dominants au pouvoir, dans la première moitié du XIX siècle, lorsqu'ils se sont engagés dans le processus d'indépendance, gérant la nation brésilienne " *contre les forces populaires et les éléments radicaux* " ²² . Cet événement a été fondamentalement le résultat d'une divergence d'intérêts entre les groupes dominants dans la colonie et les groupes dominants métropolitains.

La formation de ce groupe a eu lieu pour lutter intérieurement contre le risque d'instauration de ce qu'ils considéraient comme une anarchie politique et sociale et pour favoriser extérieurement l'élimination de la métropole dans sa fonction d'intermédiaire entre l'ancienne colonie, productrice et exportatrice de produits agricoles, et les nouvelles puissances européennes, importatrices pour le marché en train de se développer.

L'indépendance du Brésil, malgré son importance symbolique pour la société, a été réalisée sans le peuple, les élites natives cherchaient, au contraire, l'internalisation de leur pouvoir et le renforcement de l'ordre établi pour mieux asseoir leur autorité. Rappelons qu'à la veille de l'indépendance, la société était composée de 3.817.900 habitants, dont seulement 1.887.900 étaient libres et, parmi ces derniers, beaucoup présentaient des conditions de vie et de travail similaires à celles de ceux qui étaient considérés juridiquement esclaves. Les uns et les autres vivant et travaillant sous le joug des seigneurs de terre. L'indépendance y fut proclamée pour éviter la révolte populaire.

Une fois proclamée son autonomie vis-à-vis de la métropole, la nation serait revêtue

²² Monteiro H. de M., *História Geral do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1997 : 134.

de tout un appareil monarchique dont les appareils devraient servir les intérêts des segments du groupe dominant qui ont conquis le contrôle de l'administration publique. Ce groupe dominant était composé surtout des barons du café²³. Cependant, malgré l'homogénéité idéologique du groupe qui dominait économiquement et politiquement le pays, plusieurs conflits d'intérêt interne les ont débilisés devant la bureaucratie impériale. Pour cette raison, l'Etat Impérial a cherché une légitimité devant eux pour assumer un rôle de médiateur de leur conflits. Pour ce faire, une réforme électorale a été réalisée cherchant à garantir la représentativité des segments minoritaires qui composaient le groupe dominant. Mais les critères établis limitaient l'électorat à 0,8% de la population libre. Les continuel exclus des prises de décisions importantes. Selon Florestan Fernandes (1981), les couche subalternes de la société civile " *servaient de support à la construction d'une société nationale* " ²⁴ .

Après l'indépendance et l'instauration de la monarchie au Brésil, ce fut l'abolition de l'esclavagisme l'événement présenté comme changement institutionnel important. Or, le statut acquis avec l'autonomie politique a beaucoup contribué, selon Fragoso et Teixeira da Silva (1990), avec la fin du trafic négrier et des relations sociales de production non-capitalistes. Et ce, malgré une forte résistance des maîtres d'esclaves qui s'identifiaient matériellement et moralement avec leur statut seigneurial. L'adhésion à la fin de la captivité soutenue par des abolitionnistes n'a été acquise que par la garantie fournie aux grands propriétaires des conditions favorables pour la substitution du travail esclave. Cette garantie a été donnée à travers des mesures juridiques qui confirmaient la hiérarchie socio-économique existante y compris par l'officialisation de la répression contre les fuites et rébellions des esclaves qui représentaient une menace à l'ordre établi.

Pour Fernandes (1981), les protagonistes de cet événement " *l'ont vidé de toute signification politique et de grandeur humaine* " ²⁵ .

C'est ainsi que fut approuvée la Loi du Ventre Libre en 1871 qui libère le fils d'esclave né après cette date ; la Loi des Sexagénaires en 1885 qui libère tout esclave ayant plus de 65 ans et enfin, la Loi Áurea en 1888 qui met une fin juridique à l'esclavage.

Il est important de souligner que la fin juridique et officielle de l'esclavage n'a pas modifié, dans la pratique, les relations sociales de production qui furent remplacées par diverses formes de travail non-salarié. Il subsistait, dans cette société après l'abolition officielle de l'esclavage, les notions de dépendance et de soumission comme mode d'affirmation sociale d'un groupe vers d'autres groupes de personnes.

Ensuite, c'est le changement de régime qui a retenu notre attention. Pour le comprendre, il faut connaître le rôle de l'armée récemment introduit dans la vie politique du pays. Ce fut peu avant l'indépendance du pays, plus précisément pendant l'installation de la famille royale portugaise au Brésil, alors que celle-ci fuyait les troupes de Napoléon. A travers des contrats signés avec d'autres nations européennes, le gouvernement

²³ Cette appellation est due à leur anoblissement par l'empereur Pedro II.

²⁴ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 33.

²⁵ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 116.

monarchique fournira des subsides pour l'immigration des étrangers, contribuant ainsi à l'apparition d'une classe moyenne dans cette société. C'est dans cette classe que seront recrutées les troupes pour lutter dans la Guerre du Paraguay en 1864, et qui constitueront l'armée brésilienne. Selon Werneck Sodré (1990), intégrer l'armée était le moyen offert aux éléments de classe moyenne pour leur ascension sociale. Un système d'éducation militaire se développe et avec lui le Club Militaire, lieu de rencontre et de discussion qui s'imprénera du positivisme d'Auguste Comte dont le dogme était en accord avec leurs aspirations. Une fois l'armée établie, la tension entre les détenteurs du pouvoir politique Impérial et les officiels de l'armée de terre ne cesse d'augmenter. Ces derniers, motivés par les idées de progrès de la doctrine adoptée s'allieront avec les segments dominants qui cherchaient les innovations capitalistes dans les nouvelles relations sociales de production, et qui sont en confrontation avec ceux qui restaient ancrés dans la structure coloniale. C'est dans ces circonstances que le Parti Républicain est créé par les exportateurs de café du sud-est du pays. Ses membres, ralliés aux militaires insatisfaits de leur rôle politique, vont destituer l'Empereur et instaurer la République Fédérative du Brésil le 15 novembre 1889. Ils consacrent ainsi les " *désirs des segments de l'élite dominante du pays qui, dans le système antérieur n'avaient aucune possibilité d'ascension au pouvoir* " ²⁶ .

Cet événement historique a aussi été réalisé sans le peuple. L'avènement de la République au Brésil a été réalisé par des segments des groupes dominants qui désiraient des changements dans la politique économique appliquée par le gouvernement impérial et par des officiels de l'armée insatisfaits, tout cela sans aucune consultation populaire.

Un gouvernement provisoire est alors formé ayant le Maréchal Deodoro da Fonseca à sa tête. La constitution de 1891 instaure le fédéralisme, le présidentielisme et la division des pouvoirs en Exécutif, Législatif et Judiciaires. Les critères de représentativité électorale changent, mais le vote reste encore interdit aux analphabètes qui constituent 85% de la population, ainsi qu'aux femmes, aux militaires sans grade, aux mendiants et aux mineurs de 21 ans. Ce qui veut dire qu'après l'instauration d'une République, seulement 2,2% de la population brésilienne peut voter. Nous pouvons ainsi affirmer que malgré le changement de régime et les modifications socio-économiques advenues, la structure sociale brésilienne maintient les classes subalternes exclues, reproduisant leur rôle de dominés. Les groupes dominants en conflit allaient se recomposer, vérifiant l'affirmation de Sodré (1990) pour qui dans les différentes périodes de l'histoire du pays, beaucoup de divergences ont existé à l'intérieur des groupes sociaux dominants, provoquant des changements de la primauté de certains segments sur d'autres, mais la domination de ces groupes sur tous les autres a été constante et absolue.

Or, une fois la République instaurée et les groupes dominants recomposés, les représentants des classes moyennes incarnés dans l'armée sont devenus superflus aux yeux des groupes économiques dominants. Ainsi, l'oligarchie rurale installe son représentant à la présidence pour défendre ses intérêts particuliers au sein du pouvoir politique. Lorsque les autres segments des groupes économiquement dominants se

²⁶ Monteiro H.deM., *História Geral do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1997 : 233.

voient relégué un rôle secondaire dans l'instance décisive du pouvoir, ils destituent le régime par un événement connu comme " *La Révolution de 30* " .

Peu avant ce coup d'Etat, nous assistons à l'émergence de nouvelles forces sociales en conséquence du processus de complexification de la division sociale du travail et de l'urbanisation croissante connue à cette période : une classe ouvrière et des secteurs moyens urbains sont constitués. Ils forment un front d'opposition au régime oligarchique par des mobilisations pour l'augmentation des salaires et l'organisation de grèves. Mais ils étaient isolés dans les grandes villes et étaient fortement réprimés par les classes dominantes, étant considérés par celles-ci comme " *une question de police et non de politique* ". Pour Sodré, cette croissante mobilisation sociale des classes subalternes alliée à la réaction contre la primauté des groupes caféiculteurs au pouvoir ont été les principales causes de la prise du pouvoir de 1930. Selon cet auteur, l'un des militaires protagonistes de cet événement aurait dit : " *Allons faire la révolution avant que le peuple la fasse.* " ²⁷

C'est Getúlio Vargas qui assume ensuite la présidence de la République. Il crée le Ministère du Travail et une législation spécifique qui garantit les droits des travailleurs dans le souci de mieux les contrôler. Les syndicats seront directement subordonnés au gouvernement fédéral et définis comme " *des organismes de collaboration de l'Etat* ". Une période dictatoriale serait progressivement remplacée par l'instauration des élections présidentielles en 1951, lorsque la population légitimerait, par le vote, l'auteur du coup d'Etat Getúlio Vargas. En 1955, le progressiste Juscelino Kubtschek est élu. Un climat de modernité domine le pays dont l'apogée est la construction de Brasilia, la capitale futuriste du Brésil. Mais le développement aura un coût élevé, l'inflation atteint des niveaux jamais vus et le gouvernement subit de graves accusations de corruption. Ainsi, les prochaines élections présidentielles verront la victoire de Jânio Quadros. Celui-ci, dans une manœuvre osée, renonce au pouvoir, cherchant une légitimation populaire qui n'a pas eu lieu et est remplacé par son vice-président João Goulart. Ce dernier engage des réformes nationalisantes et sociales importantes, y compris pour la réforme agraire. En 1964 il est destitué par les militaires qui cherchent à rétablir la vie " *normale* " du pays.

Le pays connaît alors une longue période d'autoritarisme marquée par la répression politique contre les travailleurs et les militants de gauche considérés comme subversifs. Les militaires transforment le pays en une " *immense caserne* " , selon Teixeira (1997), avec l'imposition de la Loi de Sécurité Nationale et la création d'un important appareil répressif. La résistance civile s'organise essayant d'articuler une grande mobilisation nationale, surtout à partir de 68. En réponse à de telles manœuvres, le Congrès est fermé, des parlementaires sont destitués, la censure est établie, bref, l'Etat déclare la " *guerre subversive* " (voir illustrations page 119).

C'est dans cette période que nous voyons émerger dans la scène politique deux personnages qui occuperont, plus tard, une place importante dans la vie socio-politique du pays.

Or, sous ce climat de répression certains professeurs universitaires seront aussi

²⁷ Sodré N.W., *Formação histórica do Brasil*, Rio de Janeiro, Bertrand Brasil, 1990 : 320.

destitués de leurs fonctions. Parmi ceux-ci, le sociologue Fernando Henrique Cardoso, qui sera contraint de quitter ses fonctions sous la pression du contexte répressif. Il quitte le pays en 1964 et y retourne quatre ans plus tard. En 1978, Cardoso présente sa candidature au sénat par le front d'opposition au régime, emportant la deuxième place, et devient sénateur quatre ans plus tard lorsque le titulaire assume le gouvernement de l'Etat de São Paulo. Sa présence marquera depuis les grands événements nationaux, jusqu'à ses élections successives en 1994 et 1998.

Cependant, cette période témoigne des changements importants dans le positionnement et les revendications syndicales des travailleurs. Contrairement au syndicalisme né dans les années 30 caractérisé par une étroite collaboration avec l'Etat, l'action syndicale sous les militaires engagera une confrontation directe entre le capital et le travail. Cette nouvelle forme de syndicalisme forgera une image sociale de classe travailliste. Au départ, une forte répression armée et bureaucratique imposait le silence et le conformisme syndical, mais elle ne s'est pas exercée avec la même intensité pendant toute la période de dictature. Une phase de relâchement a permis la renaissance des activités syndicales ainsi que la manifestation des insatisfactions des travailleurs avec la politique salariale aussitôt réprimée. C'est en 1973 que, suite aux signes de faiblesse du régime, le mouvement syndical gagnera des nouveaux contours, marquant la scène politique nationale et introduisant le travailleur comme un acteur actif dans la vie socio-politique.

Parmi les principaux organisateurs des mouvements syndicaux issus de l'industrie métallurgiste, il y a Luís Inácio da Silva, ou Lula, qui acquiert dans cette période la dimension d'un *leader* national. Partant de revendications concrètes et spécifiquement syndicales, ce mouvement ouvrira ses actions à la conquête des droits sociaux et politiques pour les travailleurs, cherchant, en dernière instance, la lutte pour la démocratie. Il crée en 1980 le Parti des Travailleurs, considéré comme le plus important parti d'opposition du pays depuis sa création.

Les deux personnages présentés ici seront présents dans les plus importants moments de l'histoire du pays depuis lors, y compris dans le prochain épisode commenté qui est la campagne pour les élections directes pour la présidence de la République.

Selon Tosi (1995), les difficultés dans l'économie brésilienne ne cessaient de s'aggraver depuis 1983 dues, surtout, aux compromis assumés auprès du FMI. L'inflation passe de 90% à 211% par an, la concentration du revenu de 54% à 64% dans les mains de 20% de la population. La période connue comme " *le miracle économique* " caractérisée par une forte croissance sous le gouvernement militaire manifestait ses limites. L'opposition s'organise. Le régime a vérifié, à travers une votation dans le Congrès qui cherchait à contenir encore les salaires, qu'il n'avait pas la majorité parlementaire. Le pluripartisme rétabli en 1979 permet l'articulation d'un front qui comptait aussi avec la participation de diverses organisations comme l'Ordre des Avocats ou l'Union Nationale des Etudiants, entre autres, dont le but était l'établissement des élections directes pour la présidence dans une campagne connue comme " *Diretas Já* ". Le député Dante de Oliveira envoie un amendement qui prévoyait que " *le Président et le vice-président de la République seront élus, simultanément, entre les Brésiliens majeurs de 30 ans et dans l'exercice de leurs droits politique, par suffrage universel et vote direct*

et secret pour une période de cinq ans " ²⁸ . Le gouvernement réagit par un autre amendement, proposant les élections directes pour 1988, craignant que la stratégie prévue de transition lente, graduelle et sûre, puisse leur échapper. Des manifestants occupaient les rues engendrant une réaction répressive du gouvernement et la menace d'un "*nouveau 64 dans le pays* ". L'amendement Dante de Oliveira fut alors rejeté.

Dans le front d'opposition au régime, une scission s'effectue entre ceux qui étaient favorables à la continuation du mouvement pour les élections directes et ceux qui articulaient une négociation avec le gouvernement autour de la succession présidentielle. Cette division révèle le positionnement divergent entre Lula et Cardoso qui jusqu'alors se trouvaient réunis dans un même combat pour les élections directes. Lula s'isolait avec son parti contre une négociation avec les militaires, négociation qu'il considérait comme une trahison au peuple, insistant pour la continuation de la campagne. Cardoso, malgré son affirmation du besoin de continuer la campagne, proposait la création d'un Conseil pour la Démocratie, prônant une négociation avec le Congrès.

Le résultat sera l'articulation autour de la candidature de Tancredo Neves, gouverneur de Minas Gerais, pour une élection indirecte à travers un Collège Electoral restreint. Son vice-président José Sarney était l'ancien président du parti de la dictature militaire.

***"... votant oppositionnellement pour Tancredo Neves, les parlementaires du collège indirect (créé par la dictature pour élire son dauphin), étaient en train d'emmener effectivement à la Présidence de la République, l'ancien président du parti de la dictature, José Sarney "* ²⁹ .**

Ces faits nous montrent que le premier président civil après le coup d'Etat militaire est celui qui garanti le contrôle du pouvoir qui se trouve encore dans les mains "*des élites politiques du régime agonisant* ", selon Teixeira (1990). Dans ce processus de transition démocratique, le caractère conciliateur confirme le pacte effectué avec l'autoritarisme, ignorant l'appel de ceux qui souhaitaient l'incorporation des couches subalternes dans le débat politique.

Tancredo Neves, le président élu, meurt, laissant sa place à son vice-président José Sarney. C'est alors l'ancien président du parti de la dictature qui passera, en 1989, le pouvoir au premier président civil élu par le suffrage universel depuis 1960, symbole de la période de transition démocratique qui, selon Moisés, s'est caractérisée par la transition par continuité, enregistrant "*une large, énorme et diffuse présence d'anciens cadres politiques issus de l'ancien régime dans tous les niveaux de la vie politique brésilienne* " ³⁰

Le contexte dans lequel ont eu lieu les premières élections directes pour la présidence après-64 rappelait par beaucoup d'aspects les pires jours de la dictature militaire : on observe l'intervention des Forces Armées dans des manifestations

²⁸ Tosi A., *Comunicação e política*, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 167.

²⁹ ***Amaral R., Comunicação e política, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 7.***

³⁰ Moisés J.A., *Dilemas da consolidação da democracia*, São Paulo, Paz e terra, 1989 : 138.

travailleurs avec pour conséquence la mort d'ouvriers, ainsi que la totale impunité face à la violence rurale. Dans ce décor, les candidatures pour les élections présidentielles commencent à apparaître. Celle de Lula, vieille connaissance des électeurs par son action syndicale, et celle de Fernando Collor de Mello, qui fait sensation. Petit-fils et fils de politiques traditionnels, il avait été nommé par les militaires à la Mairie de la ville de Maceió en 1979 et fut élu gouverneur de l'état d'Alagoas en 1985, étant ainsi encore méconnu de l'électorat national en 1989, année des présidentielles. Jeune, il a fait surface fondant sa campagne sur une critique contre les démunis.

Cardoso qui entre-temps avait fondé un parti (le Parti de la Social Démocratie Brésilienne), présente avec son parti la candidature de Mário Covas. Celui-ci étant éliminé, ce parti a formé, avec d'autres, un front d'appui à la candidature de Lula pour le deuxième tour des élections, alors que Collor comptait sur l'appui des partis conservateurs de droite. Le 17 décembre 1989, Collor emporte les premières élections directes pour la présidence au suffrage universel. Mais deux ans plus tard, il renonce pour cause de corruption pratiquée par ses collaborateurs les plus proches, avec sa complicité. Son vice-président Itamar Franco assume la fonction présidentielle. Celui-ci nomme Cardoso comme Premier Ministre. Cardoso lance un plan économique, le Plan Real, créant une nouvelle monnaie qui cherche à juguler l'inflation, deux ans avant les prochaines élections présidentielles. Celle-ci, avec les élections subséquentes, constituera notre principal objet d'étude.

Ce bref résumé de l'histoire du Brésil, qui met en évidence les moments où des changements sont advenus dans les institutions du pays, nous montre que depuis la première Constitution Nationale en 1824, fondée sur le principe de la " *liberté autorisée* " jusqu'à la transition démocratique effectuée par une " *libéralisation sous contrôle* " , un pouvoir suprême répond pour le tout. Ce que nous permet de croire qu'aucune altération profonde n'a eu lieu dans les institutions sociales de ce pays. Nous avons constaté que les changements advenus ont été organisés et mis en œuvre par les différents segments d'une même classe dominante qui maintient ainsi sa domination absolue sur les classes subalternes. Ce que corrobore Roberto Amaral lorsqu'il affirme " *qu'au Brésil et dans le monde, comme nous le savons, l'histoire ne se répète pas ; seulement, dans ce pays, elle est récurrente...* " ³¹

Revenant à la réflexion de Castoriadis (1975) sur l'usure de l'autorité et l'atténuation de l'ascendance de l'imaginaire institué, nous pouvons suggérer que par la construction d'une société officielle à travers les rites politiques en accord avec les institutions adoptées par un Etat moderne, les agents sociaux qui composent les divers segments de la classe dominante pratiquent ce que Balandier qualifie de stratégie. Elle consiste à utiliser les normes et les règles qui gouvernent un système et les situations à travers lesquelles elles se manifestent, à son propre bénéfice, maximisant de cette manière les institutions officielles en sa faveur. Sous l'apparence de changements inhérents à la dynamique sociale en conséquence de l'usure de l'autorité, les significations imaginaires instituées sont ainsi renforcées : moins atténuantes qu'opérantes, elles justifient les raisons invisibles de l'ordre social et politique établi.

³¹ Amaral R., *Comunicação e política*, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 8.

2. La transmission officielle de l'histoire légitimant l'ordre social et politique institué

Les faits que nous venons de présenter intègrent des travaux qui cherchent à aborder l'histoire du pays d'une manière distincte de celle produite par une certaine historiographie enseignée dans les écoles, dont la "*tradition dominante*", selon Florestan Fernandes, "*a conduit les meilleurs esprits à une forme d'historiographie officielle (...) sujette à convaincre les meubles déclarés et les aspirations idéales conscientes des agents historiques en réalités historiques ultimes.*"³²

Pour cette raison, nous montrerons maintenant la manière dont quelques-uns de ces mêmes événements sont présentés aux lycéens à travers le livre História do Brasil - o Império, a República e o Brasil contemporâneo, de Lucci E.A., édité et adopté par des organismes de l'enseignement officiel.

L'enseignement de l'histoire du Brésil est, dans le livre ici utilisé, divisé en deux volumes qui correspondent à deux années d'études, selon les titres suivants :

- Les origines, la colonisation et l'indépendance ;
- L'empire, la république et le Brésil contemporain.

Le deuxième volume, qui traite la période qui nous intéresse, comporte quinze chapitres dans 97 pages. Tous font référence à l'action de la structure gouvernementale. Les révoltes populaires qui, d'après l'historien Monteiro (1997), "*cherchaient à altérer l'ordre politique et social pour une structure plus égalitaire*"³³, reçoivent peu de commentaires et sont toutes réunies dans un seul et unique chapitre intitulé "*La pacification des provinces et l'organisation politique du deuxième empire*". La "*pacification*" de ces mouvements sociaux, selon le mot employé, fut une forte répression armée effectuée par le gouvernement central.

L'aspect que nous cherchons à démontrer ici c'est, surtout, le fait que dans la transmission officielle de l'histoire, c'est l'action répressive du pouvoir central qui est mise en valeur, et non l'action revendicatrice. L'action violente du gouvernement y est présentée comme des actes de pacification qui garantissent l'harmonie sociale. Le titre lui-même nous paraît évocateur, le mot pacification suggérant qu'un ordre était menacé par le désordre et que les légitimes défenseurs de la patrie ont su le protéger. Les personnages gouvernementaux retrouvent ainsi leurs actions valorisées et les insurgés, au contraire, dévalorisés par l'emploi de qualificatifs négatifs. C'est l'autorité du haut qui est soulignée, transmise comme une vertu des représentants de l'Etat à qui l'on doit obéissance. Le mot "*révolution*", dont la connotation appelle l'héroïsme, est cependant utilisé pour désigner les coups d'Etat de 1930 et 1964. Le premier est présenté comme une réaction aux révoltes engendrées par l'allégation de fraudes électorales en

³² Fernandes F., A revolução burguesa no Brasil, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 15.

³³ Monteiro H.de M., História Geral do Brasil, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1997 : 138.

1929, tandis que la deuxième serait une réponse des militaires au climat d'indiscipline émergeant dans la société, en conséquence des réformes du président João Goulart. Nous constatons que la violence perpétrée contre ceux qui représentent le désordre y est justifiée.

Selon Castoriadis (1975), une institution est un réseau en même temps réel et symbolique qui se sanctionne lui-même. Il peut s'autonomiser lorsque la composante imaginaire de ce réseau symbolique domine l'institution relative à la société. Ainsi, étant dominé par un imaginaire vécu comme plus réel que la réalité, même s'il n'est pas su comme tel, l'autonomisation s'incarne dans la matérialité de la vie sociale. Cet événement n'est cependant pas traumatisante car les individus qui le vivent lui attribuent une signification déterminée, plusieurs fois perçue comme "*naturelle*".

De cette façon, l'historiographie officielle qui se place du côté de celui qui réprime, légitime l'action autoritaire du gouvernement, transmettant l'idée que ce dernier est le garant de l'ordre, renforçant ainsi l'institution imaginaire qui divise la société en dominants et dominés. Ces derniers, intériorisant leur non-participation en tant qu'agents non déterminants de leur propre histoire, attribuent une supériorité indiscutable au pouvoir suprême par la sacralisation d'un ordre social et politique.

Comme nous avons vu plus haut, pour qu'une contestation de l'ordre ait lieu, il aurait fallu une altération du social-historique permettant la mise en cause des institutions politiques qui les entourent. Ces mêmes institutions qui ont produit la signification imaginaire établie par la relation sociale qui a perduré pendant plus de trois siècles entre les seigneurs de terre et d'esclaves et différents types de main-d'œuvre servile, qui constituaient la masse des travailleurs.

Or, ayant constaté que le social-historique n'a pas vécu une altération profonde depuis l'établissement de l'ordre social et politique lors de la naissance de la nation ainsi que la constatation que tous les mouvements de contestation ont été et sont encore réprimés, nous pouvons considérer que l'inversion ou la mise en cause de cet ordre semble être "*censurée*", présentées comme nocif à la nation.

Il nous paraît intéressant de commenter ici que même l'émergence d'une nouvelle forme d'action politique dans les années 1960 représentée par les mouvements sociaux urbains, s'est constituée en parallèle à la permanence des institutions établies. Irllys Barreira (1992), ayant réalisé une étude sur les conflits urbains organisés dans la ville de Fortaleza, dans l'Etat de Ceará, attire notre attention sur les "*ambiguïtés*" et les "*indéfinitions*" de ces mouvements en ce qui concerne les codes de communication adoptés dans leurs rapports avec les organismes d'Etat. Barreira a appréhendé dans le discours des principaux acteurs de ces mouvements que la politique y est représentée comme un lieu "*inaccessible à la participation populaire*". De ce fait, ils se situent dans un sphère d'action extérieure à celle où se situe l'Etat³⁴.

Ces considérations nous ont conduits à croire que ces nouveaux acteurs ne se voient pas comme s'ils faisaient de la politique, ce domaine étant réservé aux hommes politiques, idée que nous reprendrons plus tard.

³⁴ Barreira I., *O reverso das vitrines*, Rio de Janeiro, Rio Fundo Editora, 1992 : 156.

Pour cette raison, même si nous reconnaissons combien ces mouvements sociaux ont modifié la dynamique intérieure de la société brésilienne, les caractéristiques qu'ils adoptent nous semblent minimiser leur efficacité concernant l'atténuation des significations imaginaires qui divise les gouvernants et les gouvernés. Or, construisant leurs mouvements en marge des structures d'Etat officielles ("*tournant leur dos à l'Etat* "), ces acteurs ne contribuent guère à la modification de l'ordre social et politique établi. C'est comme si leurs actions étaient intrinsèquement limitées par la place qu'ils occupent dans la société.

En outre des caractéristiques singulières adoptées par ces mouvements, le recensement réalisé par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques nous informe que le nombre des personnes liées à des syndicats, organisations ou associations communautaires voire à des partis politiques est peu représentative de la population totale (moins de 20% des 22,5 millions des personnes rencontrées sont affiliées à des syndicats, à des organisations ou associations communautaires et environ 3% sont affiliées à un parti politique)³⁵.

Ainsi, nous suggérons que le réseau symbolique engendré par les significations imaginaires originaires s'est autonomisé et s'est institutionnalisé au point de définir pour la grande majorité des membres de la société brésilienne la réalité. Et que l'école, qui pouvait ou devait jouer un rôle civique important, égalisateur, reproduit et légitime cet ordre hiérarchique. Nous pensons que la manière dont l'histoire officielle est transmise représente une confirmation de ce circuit. Elle paraît renforcer de surcroît l'intériorisation par les classes subalternes leur rôle de dominés. Celles-ci " apprennent " qu'elles ne doivent pas contester les institutions officielles ni l'ordre social et politique. Or, la répression subie par les contestateurs étant présentée comme une défense légitime des détenteurs du pouvoir contre les représentants du désordre, impose l'idée que la contestation est un comportement nocif et engendre la perpétuation des formes de soumission propagées dans la société. La mise en cause des institutions paraît ainsi de plus en plus difficilement envisageable.

En 1978, DaMatta décrit la pyramide sociale brésilienne comme étant composée d'un univers hiérarchisé, formé par un petit nombre de personnes situé à son sommet qui commande la vie et la destinée d'une multitude d'individus, localisés dans la base de cette pyramide. Prolongeant les théories de Mauss sur la notion d'individu, DaMatta démontre que l'idée de personne est aussi une construction sociale, mais qui exprimerait un autre aspect de la réalité sociale. Ainsi, pour cet auteur, alors que dans les sociétés occidentales l'idée d'individu a été appropriée idéologiquement comme le centre de l'univers social qui contient la société en soi, celle-ci étant à son service, l'idée de personne serait l'élément de base à travers lequel se cristallisent les relations essentielles et complémentaires qui constituent un autre univers social.

Selon DaMatta, dans la société brésilienne ces deux notions cohabitent et fondent la base de son univers social où coexistent deux univers parallèles : le premier constitue celui où des *individus* sont sujets aux lois universelles et égalitaires, c'est le monde de la *rue* ; le deuxième constitue l'univers des *personnes* qui exigent le détournement de la loi à

³⁵ Source : IBGE in site internet : www.ibge.com.br

leur bénéfice, c'est le monde de la *maison*. Ce dernier serait celui où circulent les grandes personnalités de la vie socio-politique qui se placent non seulement au-dessus de la loi mais aussi au-delà de toute accusation.

C'est dans ce même registre que Marilena Chauí (1986) considère l'univers social brésilien. Dans sa théorie elle n'est cependant pas d'accord avec la conception de DaMatta selon laquelle l'univers des *individus* serait celui des lois universelles et égalitaires. Pour cette philosophe, l'univers des *individus* est celui où la notion de citoyenneté est inexistante et les lois ne sont pas égalitaires. Cet univers serait alors le prolongement de l'espace privé de la classe dominante qui soumet tous les autres à son pouvoir autoritaire et arbitraire. De cette manière, les *individus* ne chercheraient pas à atteindre l'univers des *personnes*, mais leur combat se situe dans un niveau qui cherche à voir la loi appliquée.

A travers ces deux analyses de l'univers social brésilien, nous proposons notre propre interprétation. Nous croyons que ces deux conceptions constituent l'actualisation et la permanence dans la société brésilienne contemporaine des significations imaginaires engendrées par la structure sociale coloniale qui se manifeste par l'exclusion des couches subalternes. Elle revêt cependant des aspects " *modernisateurs* " en conséquence du développement technologique, de l'urbanisation et de l'industrialisation etc. Mais la division des univers sociaux se trouve toujours présente.

Nous ne sommes néanmoins pas d'accord avec Marilena Chauí, lorsqu'elle considère que les *individus* se battent pour voir les lois appliquées. Nous ne sommes pas d'accord, non plus, avec DaMatta, lorsqu'il affirme que l'univers des *individus* est celui des lois universalisantes et égalitaires. Nous aimerions montrer ici que malgré les mouvements sociaux émergents dans la société brésilienne dans son histoire de longue durée, la majorité des membres de la société brésilienne, intériorisant les significations imaginaires instituées par la relation sociale de seigneurs/main-d'œuvre servile, acceptent leur rôle d'*individus*, croyant qu'ils doivent " *rester à leurs places* " . Pour cette raison, ils n'associent pas la politique institutionnelle à leurs vie quotidienne, et méconnaissent parfois leurs droits juridiques. Du même pour le rôle égalisateur que les lois devaient jouer. Nous croyons que cette acceptation est le résultat d'un ordre vécu comme " *naturel* ", où ils se situent " *naturellement* " dans une position d'infériorité symbolique.

Or, si l'imaginaire fut autonomisé, selon nos hypothèses, par la non-consultation populaire dans la prise de décisions importantes pour le pays, que se passe-t-il lorsque le suffrage universel y est instauré ? Comment envisagent-ils leur consultation pour le choix de celui qui représentera la nation ?

Partant de ces questions, par l'utilisation du choix du vote dans les élections présidentielles de 1994 et 1998 comme élément révélateur des valeurs qui orientent les membres de la société brésilienne, nous essaierons d'analyser dans les chapitres suivants comment ses membres se placent par rapport à la totalité sociale, comment ils voient l'organisation sociale.

Pour ce faire, l'interprétation des rites politiques contemporains s'impose, car c'est pendant la période de succession que sont mises en pratique les stratégies utilisées par le pouvoir institué pour la construction du processus de légitimation politique, cherchant,

par-là, la reproduction de son accès au pouvoir.

Le comportement et les discours d'un groupe d'électeurs brésiliens nous aideront à appréhender la manière par laquelle ils se positionnent au tour des figures du pouvoir. Nous essayerons de percevoir si la consultation populaire pour le choix de leurs représentants politiques provoque un changement dans les valeurs dominantes, instaurant une instance réflexive, ou si, au contraire, les significations instituées se sont autonomisées à tel point que la source de légitimation politique se trouve sous l'action de l'imaginaire social institué.



Toile de Pedro Américo qui immortalize le Cri de l'Ipiranga



Toile de Pedro Américo portrait de Pedro I



Drapeau impérial brésilien



Drapeau républicain brésilien



Pièce de 10 centimes du real 1993



Billet de 200 cruzeiros (1962)

Deuxième partie Rites politiques, mythes fondateurs : usages dans une succession présidentielle

Introduction

Comme nous l'avons dit plus haut, nous croyons que le fonctionnement de toutes les institutions sociales trouve son appui dans le rôle joué par les rites et les mythes qui lui fournissent un sens. Ce sens attribue à des puissances supérieures mythifiées, un caractère qui les rendent intangibles, transférant à l'inconscient les raisons indiscutables de l'ordre social.

Si un rite est un ensemble d'actes spéciaux qui accompagnent les cérémonies qui ponctuent toute la vie sociale, les rites politiques, eux, cherchent à légitimer un ordre ou, au contraire, à contribuer à l'institution d'un nouvel ordre, agissant, dans un cas comme dans l'autre, en tant qu'agent instituant.

Pour cette raison, la période de succession présidentielle qui inclut la campagne électorale et le vote représente, pour nous, un moment révélateur des valeurs d'une société déterminée car c'est à travers cet événement que surgissent les éléments qui

fourniront le désir de transformation ou de permanence des institutions établies, faisant émerger les significations qui justifient le choix des membres d'une société pour la continuité ou pour le changement.

Dans ce sens, l'étude de ce rite nous a semblé d'autant plus pertinente pour l'élection présidentielle au Brésil en 1998 par l'inauguration de la possibilité de représentation du Président de la République à sa propre place. Cette possibilité nous semble renforcer les éléments susceptibles de symboliser la continuité des institutions établies à travers l'image d'un même personnage.

Croyant, avec Van Gennep (1909), que les rites politiques sont les principaux régénérateurs des activités sociales qui se détériorent, nous partons de l'hypothèse que la succession présidentielle est le rite qui, en réponse aux besoins sociaux de renouvellement, transmet l'idée d'un " *avant* " et d'un " *après* ". Là, se trouve, intrinsèquement, à notre avis, la promesse de changement d'une situation sociale donnée à une autre situation sociale, dont les manifestations peuvent être saisies dans les discours des candidats. Cela nous intéresse donc de vérifier un aspect que nous considérons paradoxal, à savoir, la manière dont le détenteur du pouvoir suprême construit son discours dans lequel il emmènerait les membres de cette société à une nouvelle situation sociale alors qu'il incarne la permanence des institutions établies.

Chapitre I Lorsque la *rue* devient la *maison*

1. La conjoncture électorale en 1998

En 1994, le Brésil avait réalisé la plus grande élection de son histoire avec le renouvellement de presque toutes les places électives fédérales et locales. Dans ce suffrage, 90 millions d'électeurs étaient inscrits dans les listes.

En 1998 ce cadre s'est reproduit pour le renouvellement des mêmes places. En outre, la modification de la Constitution Fédérale permettant la représentation des anciens occupants des places exécutives a ajouté à ce suffrage un aspect nouveau. Cette année, 106.101.067 électeurs inscrits devaient choisir le Président de la Nation, le Gouverneur et Vice-Gouverneur des états fédérés ainsi que les Députés Fédéraux et Locaux. Ils devaient également recomposer un tiers du Sénat. Depuis son introduction dans la Constitution de 1998, le vote pour les fonctions exécutives est effectué en deux tours. Le candidat qui obtient la majorité absolue est élu. Comme pour les élections de 1994, le choix du Président de la République a été prépondérant dans la préoccupation des électeurs et dans les campagnes des divers partis.

Douze candidats se sont présentés à la place suprême. Cependant, la visibilité de ces douze candidats pendant la campagne électorale a été inégale. Selon la législation en vigueur au Brésil, la propagande électorale est permise à travers la distribution de prospectus, la fixation d'affiches, de haut-parleurs, de comices et réunions publiques, la

presse écrite, la radio et la télévision. Cette dernière constitue la plus importante et parfois même la seule source d'information pour l'électeur brésilien. Elle est restreinte à l'Horaire de Propagande Electorale Gratuite (HPEG).

1.1 La Propagande Electorale Gratuite

Depuis 1962, l'accès gratuit aux moyens de communication électroniques est assuré à tous les candidats en campagne. Les chaînes de radio et télévision doivent réserver un horaire de propagande gratuit dans leur programmation habituelle (Loi 9.504/97, art. 47). Les candidats à la Présidence de la République ont présenté 50 minutes de propagande tous les mardis, jeudis et samedis, réparties selon la représentativité des partis à la Chambre des Députés (voir le tableau ci-dessous).

Candidats	Partis	Temps quotidien de propagande à la télévision
Fernando Henrique Cardoso	PSDB-PPB-PFL-PTB-PSD	23min35s
Luís Inácio Lula da Silva	PT-PDT-PCdoB-PSB	10min
Ciro Gomes	PPS-PL	2min21s
Ivan Frota	PMN	1min26s
Sérgio Bueno	PSC	1min21s
Alfredo Sirkis	PV	1min12s
Thereza Ruiz	PTN	1min11s
Enéas Carneiro	Prona	1min07s
José Maria Emayel	PSDC	1min07s
João de Deus Barbosa	PTduB	1min07s
Vasco de Azevedo Neto	PSN	1min07s
José Maria de Almeida	PSTU	1min07s

1.2 L'utilisation " de la machine "

Outre cet aspect, un autre élément vient marquer l'iniquité de ce suffrage. Il concerne l'abus des biens publics appelé au Brésil "*l'utilisation de la machine de l'Etat*". L'utilisation des ressources gouvernementales est une pratique commune au Brésil même si elle est interdite par la loi (Constitution Fédérale art. 14 §§ 6° et 7° , Loi 9.504/97 art. 77).

En 1994, Itamar Franco (remplaçant de Collor de Mello suite à sa renonciation en 1992 pour cause de corruption) s'est ouvertement mobilisé en faveur du candidat Fernando Henrique Cardoso qui avait été son Premier Ministre et l'un des instaurateurs du Plan Real. En 1998 la possibilité de représentation des candidats aux fonctions exécutives a encore aggravé les chances d'utilisation de la machine de l'Etat, surtout pour la Présidence de la République.

Plusieurs dénonciations d'utilisation des ressources de l'Etat ont été faites par les adversaires politiques du candidat Fernando Henrique Cardoso en 1998. Selon un article paru dans le journal O Globo du 10 août 1998, en 30 jours de campagne électorale le

comité de ce candidat devait plus de 100 mille *reais* à l'Union Fédérale, dépensés en déplacements avec l'avion et l'hélicoptère présidentiels. Pour sa défense, le président-candidat Cardoso dit séparer " *le président du candidat* ". Cependant, des telles ambiguïtés se sont aussi manifestées à travers l'inauguration de travaux effectués par le Président dans diverses villes brésiliennes pendant la période de campagne, comme par exemple la Tramo-ouest, un réseau qui apportera de l'énergie électrique à 11 communes et 126 villages de la Région Amazonienne. Malgré l'interdiction de telles pratiques par la loi, elles ont été effectuées impunément.

1.3 Les partis et les alliances

La période de dictature militaire a instauré le système bipartite représenté par deux fronts : la ARENA qui représentait la situation et le MDB qui représentait l'opposition. Cette situation a perduré jusqu'en 1979 lorsqu'une réforme des partis a été organisée par les gouvernants afin de diviser l'opposition qui devenait de plus en plus forte avec l'ouverture " *lente, graduelle et sûre* " mise en œuvre par les militaires. Cinq partis ont alors été constitués : le PMDB qui succède le MDB, le PDS à qui appartiennent des membres de l'ancien front de la situation, le PDT et PTB qui revendiquent l'héritage de l'ancien travaillisme des années 30 et enfin le PT formé par la réunion de participants de mouvements syndicaux et sociaux qui se sont organisés à la fin de la dictature.

L'élargissement des critères exigés pour la formation des partis en 1985 a permis la résurgence de plusieurs partis, quelques-uns issus des dissidences survenus dans les grands partis historiques. Le front ARENA devient le PFL et certains dissidents du PMDB forment le PSDB. Des partis communistes jusqu'alors clandestins s'officialisent, comme le PC et le PCdoB, et le PT s'affirme en tant que parti important. La filiation à un parti étant une condition d'éligibilité pour les fonctions exécutives, cela a fait naître plusieurs partis de circonstances appelés les partis " *nains* ", certains n'exerçant aucune activité politique en dehors des périodes électorales. En 1990, le Tribunal Supérieur Electoral comptait 60 partis enregistrés.

En 1998, les grands partis s'affirment, certains " *nains* " disparaissent et surtout beaucoup de partis font des alliances, comme suit :

- Alliance Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (PSDB) - Parti Populiste Brésilien (PPB) - Parti du Front Libéral (PFL) - Parti Travailliste Brésilien (PTB) - Parti de la Sociale Démocratie (PSD) C'est une alliance qui réunit des partis de centre (PSDB), centre-droite (PFL et PSD) et populiste (PTB et PPB). Elle avait comme candidat à la République Fernando Henrique Cardoso qui défend une politique économique libérale. Il est reconnu au plan international comme l'un des précurseurs de la Troisième Voie proposé par le Premier-Ministre anglais Tony Blair. Fernando Henrique Cardoso a emporté le suffrage dès le premier tour à travers une campagne soutenue par une rhétorique d'intellectuel compétent avec 53,06% des suffrages.
- Alliance Parti des Travailleurs (PT) - Parti Démocrate Travailliste (PDT) - Parti Communiste du Brésil (PcduB) - Parti Socialiste Brésilien (PSB) Cette alliance réunit des partis de gauche qui se sont placés contre la politique libérale de Cardoso y compris les privatisations. Dans un premier moment ils ont critiqué le Plan Real mais

ont changé de discours avec le temps lorsqu'ils se sont aperçus que la population lui était favorable. Ils ont présenté Luís Inácio Lula da Silva comme candidat à la Présidence de la République. En début de campagne cette alliance cherchait à souligner les origines ouvrières de Lula mais l'ont changé vers la fin lorsqu'ils ont voulu lui donner une image plus " *intellectualisée* ". Cette stratégie n'a pas convaincu les électeurs qui l'identifiaient à ses origines modestes. Lula a été vaincu dès le premier tours avec 31,71% des suffrages.

- **Alliance Parti Populaire Socialiste (PPS) - Parti Libéral (PL)** Le Parti Populaire Socialiste a été créé en dissidence du PSDB et se présente comme parti de centre comme le Parti Libéral. Ces deux partis ont été formés pour présenter un candidat aux élections de 1994. N'ayant pas un long historique, cette alliance a fondé sa stratégie de campagne sur l'expérience politique du candidat Ciro Gomes en tant que Gouverneur de l'Etat du Ceará. Il propose cependant une rhétorique technique sur les problèmes du pays. Ce candidat a emporté la troisième place avec 10,97% des suffrages.
- **PRONA** Le Parti de la Réédification de l'Ordre National a été formé en 1989 avec la candidature de Enéas Carneiro. Ce fut la grande surprise de ce suffrage, seul parti " *nain* " à avoir emporté plus de 350.000 suffrages. En 1994, Enéas se représente avec un discours marqué à droite. En 1998, ce candidat se présente pour la troisième fois. Il radicalise son discours en faveur de la construction d'une bombe atomique démontrant un nationalisme exacerbé. Enéas Carneiro s'est placé en quatrième position avec 2,14% des suffrages.
- **Parti de la Mobilisation Nationale (PMN)** Ce parti a présenté le colonel Ivan Frola comme candidat à la Présidence de la République. Il a présenté un discours très nationaliste à travers le slogan " *Le Brésil par-dessus tout* " et la défense de la patrie, l'honneur et le travail. Il a emporté la cinquième place avec 0,37% des suffrages.
- **Parti Vert (PV)** En 1994 ce parti écologiste a participé de l'alliance Front Brésil Populaire pour la Citoyenneté qui a réuni divers partis de gauche dont le Parti des Travailleurs. Il a démontré depuis une certaine réticence sur le programme traditionnel de cette alliance. En 1998, le Parti Vert a présenté la candidature indépendante d'Alfredo Sirkis cherchant à l'imposer comme " *le vote différent* " et d'avant-garde proposant des projets de développement durable " *pour rentrer au XXIème siècle* ". Il a emporté la sixième place avec 0,31% des suffrages.
- **Parti Socialiste des Travailleurs Unifiés (PSTU)** Le PSTU représentait l'aile d'extrême gauche du Parti des Travailleurs. Il a été mis à la porte de ce parti par son extrémisme. Il a aussi participé à l'alliance Front Brésil Populaire pour la Citoyenneté en 1994 mais a présenté un candidat indépendant en 1998 à la Présidence de la République, José Maria de Almeida. Dans sa campagne Almeida a articulé un discours trotskiste pour l'étatisation du système bancaire, la réforme agraire sans indemnisation et la suspension du paiement de la dette extérieure. Il a emporté la septième place avec 0,30% des suffrages.
- **Parti Travilliste du Brésil (PTB)** Dans la même ligne de ceux qui revendiquent l'héritage de Getúlio Vargas, ce parti est celui qui a le plus cherché à forger une

identité liée à l'image de Getúlio lui-même. Dans son programme il s'est toujours présenté à côté d'une photo de l'ancien Président de la République. Il a emporté la huitième place dans ce suffrage avec 0,29% des suffrages.

- **Parti Social Démocrate Chrétien (PSDC)** Le PSDC a présenté le candidat José Maria Eymael à la Présidence de la République. Ancien député fédéral, il croyait être le seul candidat capable de vaincre Fernando Henrique Cardoso. Il a fondé sa campagne sur la récupération des valeurs familiales dans la société brésilienne. Il a emporté la neuvième place avec 0,25% des suffrages.
- **Parti Travailleiste National (PTN)** Le PTN a présenté la seule femme candidate à la Présidence de la République, Thereza Ruiz. Cependant, son discours de campagne n'a pas été fondé sur le féminisme ou la participation de la femme en politique. Il s'est restreint à une féroce critique à l'ancien Gouverneur de São Paulo, Senhor Paulo Maluf. Thereza Ruiz a emporté la dixième place avec 0,25% des suffrages.
- **Parti Social Chrétien (PSC)** Le candidat du PSC à la Présidence de la République Sérgio Bueno a présenté un discours religieux dans sa campagne électorale. Il a fait des critiques au gouvernement de Cardoso et surtout pour ce qui concerne la santé publique. Il a emporté la onzième place avec 0,18% des suffrages.
- **Parti Solidariste National (PSN)** Le PSN est le plus récent des partis " *nains* " du pays à participer de ce suffrage. Il a présenté la candidature du retraité Vasco de Azevedo Neto à la Présidence de la République. A l'âge de 80 ans, il prêche la solidarité de tous sous une doctrine sociale chrétienne. Il a emporté la douzième place avec 0,16% des suffrages.
- **L'électorat** En 1998 le Tribunal Supérieur Electoral comptait 106.101.067 électeurs inscrits. Ceci représente environ deux tiers de la population totale du pays dont presque 50% se concentre sur la région sud-est. Depuis 1988 le droit de vote a été élargi aux analphabètes. Etant obligatoire à tous les inscrits majeurs de 18 ans, le vote est cependant facultatif pour les majeurs de 16 ans. L'électorat est ainsi constitué :

Données sur l'Electorat National

Distribution par Age

Age des électeurs	Pourcentage par rapport l'électorat national
Entre 16 et 18 ans	1,77%
Entre 18 et 69 ans	92,29%
Plus de 69 ans	5,7%

Distribution par Sexe

Sexe	Pourcentage par rapport A l'électorat
Hommes	49,97%
Femmes	49,77%

Distribution par Niveau d'Instruction

Niveau d'Instruction	Pourcentage par rapport A l'électorat national
Analphabètes	8%
Sait lire et écrire	23,224%
S'est inscrit au collège ou au lycée	62,88%
S'est inscrit à l'Université	5,35%

1.4 Les moyens de communication

Plusieurs recherches ont été effectuées à propos de l'action des médias pendant les élections et son rôle manipulateurs d'intérêts et interventions dans la vie sociale. Dans cette même étude nous analyserons plus tard comment la presse écrite a construit l'image des deux principaux candidats à la course présidentielle, afin de vérifier sur quelles valeurs est fondé le processus de légitimation politique dans ce pays.

Cependant, il nous semble important de souligner que les plus importants moyens de communication ont agit en bénéfice du candidat Fernando Henrique Cardoso..

Thomas Skidmore (1993) avait déjà étudié cette question dans une analyse de la campagne électorale de 1989 lors de l'élection de Fernando Collor de Mello. Dans son étude, cet auteur montre les liens entre les militaires au pouvoir et l'apparition de nouvelles chaînes de télévision à travers de subsides ainsi que l'encouragement à la consommation d'appareils de télévision grâce à une politique économique qui facilitait le crédit. Skidmore démontre que depuis la production des feuillets télévisés jusqu'à l'annonce anticipée de la victoire du jeune et méconnu Collor de Mello, tous les outils ont été utilisés pour que ce candidat emporte ce suffrage.

Pour ce qui concerne les élections de 1998, Bernardo Kucinski (2000) affirme :

" Les médias se sont alignés avec le candidat officiel dans son ensemble. Le système médiatique a conclu une alliance avec le système de pouvoir (...) afin d'assurer la continuité du rapport de soumission entre le Brésil et les intérêts internationaux, dans un moment critique de cette relation. Plus la crise augmentait, plus les médias se sont investis dans l'appui autour des stratégies de continuité du gouvernement (...) Encore une fois a prévalu l'exploitation du sentiment de peur, d'insécurité, avec le discours qui affirmait que seulement un docteur de l'envergure de Fernando Henrique pourrait gérer la crise. Rien n'a été dit sur le fait que ce fut lui-même l'auteur de cette crise. " ³⁶

A la veille des élections de 1998, des phrases tels que " FH chute et la peur du chômage

³⁶ Kucinski B., *A síndrome da antena parabólica*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo, 2000 : 135.

monte ", " La majorité des brésiliens craint la crise mais fait confiance à FH " ou encore " Seulement deux Lulas pour battre FH ", des journaux, des revues et la télévision se sont servis des problèmes créés par le gouvernement lui-même dans son propre bénéfice.

2. L'espace de la politique

Nous proposons ici que la période de succession présidentielle est le moment où le besoin de recours aux mythes fondateurs s'impose pour ceux qui cherchent à reproduire leur accès au pouvoir suprême, car réactualisés, ils légitiment l'ordre social et politique institué lors de la naissance de la nation, consacrant ainsi un ordre vécu et conçu comme " naturel ". Les détenteurs du pouvoir renforcent, en même temps, leur rôle d'unicques agents transformateurs de la société, nécessaire à sa survie.

Corroborant Centlivres (1981), nous croyons que la notion de rite suppose certains éléments qui l'identifient, parmi lesquels la production d'actions symboliques qui se manifestent à travers les emblèmes visibles, matériels et corporels, instaurant ainsi une signification commune à tous les membres qui y participent. Le sens de cette signification doit être cherché dans les mythes fondateurs partagés par le groupe.

Lorsque nous isolons les élections présidentielles des autres suffrages, nous nous trouvons, surtout pour cause de son caractère obligatoire au Brésil, devant un rite qui mobilise toute la population car même si tous ne sont pas des électeurs, ce rite constitue l'un des seuls scrutins qui renvoie à un groupe d'appartenance commun à tous les membres, à savoir, la nation brésilienne. Comme tous se reconnaissent dans un même ensemble de paradigmes à travers lesquels nous pouvons nous identifier les uns aux autres comme Brésiliens à l'intérieur d'un espace symbolique unique - notre nation qui s'oppose à l'espace extérieure où se situent les autres nations, ce rite incorpore une inflation dans la dialectique qui, selon DaMatta (1978), caractérise l'univers social brésilien, composé de deux domaines distincts : celui de la *maison*, où chaque chose se trouve à sa place, celui de la *rue*, avec ses imprévus et ses passions. Pour cet auteur, la catégorie *rue* indique essentiellement le monde, lieu de mouvement, nouveauté et action ; la catégorie *maison* indique l'espace domestique, où se trouve l'harmonie, la tranquillité et les affects. Ainsi, pour lui, les groupes sociaux qui occupent la *maison* régissent par une hiérarchie naturelle sont radicalement divers de ceux du monde de la *rue* où les rapports possèdent un caractère de choix.

Nous considérons, pour cette raison, la nation brésilienne comme le groupe d'appartenance référé pendant ce moment rituel, durant lequel les Brésiliens se distinguent des non-Brésiliens. De ce fait, ce rite transforme le domaine public de la *rue* dans le domaine domestique de la *maison*, qui occupe, dans cette période électorale, les frontières nationales. On cherche dans ce rite non plus le mouvement de la *rue*, mais le contrôle autoritaire de la *maison*, cet espace organisé par des formes bien définies de hiérarchisation, vécues comme " naturelles ".

Considérant que la politique surgit comme une instance totalisatrice, ordonnatrice de la vie sociale, nous pensons que se trouve actualisé dans ce rite politique le mythe d'origine qui a fondé le temps existentiel de la nation brésilienne, réactualisant

simultanément l'ordre qui structure cet univers social qui l'a consacré.

Ce rite se place dans un moment considéré spécial pour une partie des membres de la société brésilienne, à savoir le *temps de la politique*. Selon Moacir Palmeira (1996), la politique est identifiée par certains Brésiliens aux élections, qui suggère un découpage social du temps. Lorsque la *rue* devient la *maison*, nous voyons s'affirmer une dramatisation qui consiste dans la condensation d'éléments qui soulignent des aspects de la réalité sociale qui se trouvent submergés dans le quotidien. Ils sont intensifiés et garantissent, ainsi, un consensus.

Pierre Centlivres (1981) nous rappelle que les rites de passage possèdent une fonction discriminante dans le plan des catégorisations sociales car dans leur premier moment, ils agissent par leur séparation symbolique, garantissant la distinction des chemins et des limites sélectives des différents univers qui composent la totalité sociale. Par conséquent, ce sont seulement ceux qui possèdent un capital culturel et social spécifique et valorisé qui peuvent se permettre certaines actions, interdites au reste du groupe.

Nous pensons que ce cumul de capital culturel et social acquiert une importance particulière dans la société brésilienne. Selon Murilo de Carvalho (1996) au moment de la naissance de la nation, l'élite politique brésilienne était caractérisée par une extrême homogénéité culturelle de ses membres. Nous pensons que ces caractéristiques ont modulé l'univers des *personnes* et les éloignent symboliquement de l'univers des *individus* celui-ci étant composé, lors de la structuration de l'ordre, de larges secteurs de la population, formés en grande majorité par des analphabètes.

Ceci représente un point essentiel dans notre étude. Nous pensons qu'au Brésil, non seulement la politique est représentée par une partie de la population brésilienne comme constituant un découpage social du temps, mais elle est également représentée dans un découpage social de l'espace, que nous appelons *espace de la politique*.

Dans cette étude, nous essaierons de montrer que la politique représente pour une grande partie de la population brésilienne, une action restreinte à quelques-uns, en l'occurrence, aux hommes politiques. Tels hommes se situent en haut de la pyramide social, dans un espace particulier et privilégié centré dans l'univers des *personnes*. Ainsi, il nous intéresse de démontrer que la politique se situe, surtout pour ce qui concerne le pouvoir suprême, dans un espace et temps extérieur à ceux où se situent les *citoyens communs*. Pour cette raison, ce rite vient affirmer l'émergence d'un espace et temps discontinus, chargés d'un sens plus profond que l'espace et temps de la vie banale.

Roberto DaMatta (1978) considère que cette distinction entre l'espace et le temps quotidiens et l'espace et le temps extraordinaires, représentés par les rituels nationaux, rend plus nets les changements advenus dans le comportement de leurs participants, surtout pour ce qui concerne un événement prévu, comme dans le cas des élections. Cette catégorie d'événement solennel se caractérise, selon cet auteur, par la projection et par une attitude de respect de la part de ses participants.

Corroborant cette affirmation, nous considérons que le rite de passage étudié ici rend manifeste un certain malaise chez l'électeur brésilien, dû à l'obligation de sa participation dans un espace auquel il croit ne pas appartenir, c'est à dire *l'espace de la politique*. Il

apparaît ainsi comme révélateur de la tension que nous croyons, avec DaMatta, exister dans la dialectique qui constitue les univers que composent la société brésilienne. Lorsque la *rue* se transforme en *maison*, elle demande à l'individu d'assumer un rôle social contraire à celui qu'il joue dans son quotidien. L'individu se voit consulté et par conséquent inclus par le vote dans les prises de décision concernant le pays. Cette exigence d'un choix individuel et infranchissable généralement effectué dans le monde de la *rue* qui devient, en ce moment, la *maison* (où, selon DaMatta, normalement " *les discussions politiques, qui révèlent et indiquent positions individualisées sont bannies* ") provoque un amalgame, dans cet espace et temps spéciaux, de codes de conduites et de perceptions du monde qui se trouvent différenciés dans l'espace et temps quotidiens. Nous croyons que cette transformation temporaire de la *rue* en *maison* cause la gêne parce que nous pensons, avec DaMatta, que les stratégies utilisées dans le comportement dans chacun de ces espaces sont pratiquement opposées les unes aux autres.

Nous avons constaté que le vote est considéré par l'électeur brésilien interviewé comme un devoir plutôt que comme un droit. Etant quotidiennement empêché de prendre des décisions concernant les affaires publiques, il est en ce moment particulier au contraire intimé à choisir. Dans ce mélange de codes prévaut, cependant, le point de vue de la *maison* comme manière de penser l'organisation sociale, où l'ordre doit régner sur le désordre.

Pendant la recherche de terrain, nous avons observé que dans les mois et jours qui ont précédé le scrutin, seules des affiches collées par la ville l'annonçaient, ainsi que la distribution de brochures effectuée par des militants ou des personnes employées par les partis (voir illustration page 19). On ne parlait pas spontanément des élections.

Selon l'institut de sondage IBOPE, l'audience à la télévision a chuté tout de suite après le début de la véhiculation de la propagande électorale. On éloigne ainsi l'objet de gêne.

Pour ce qui concerne le jour du vote, l'attitude des électeurs semblait marquée par la contrition. Un matin de dimanche ensoleillé à Copacabana, un silence inhabituel contrastait avec le bouillonnement commun à ce quartier. Lorsque les électeurs s'introduisaient dans les bureaux de vote, ils se placent volontairement comme dans une file, parlaient très doucement et semblaient s'habiller en grande partie sobrement (voir illustration page 119). Ils y entraient avec l'expression de devoir à accomplir. Les milliers de papiers par terre qui décoraient les rues de Copacabana suggéraient l'image d'un jour de fête nié par la tranquillité ambiante.

Cependant, ce climat formel faisait contraste avec celui des comices organisés par les partis, qui eux étaient vécus comme une fête. Presque tous comptaient sur la présence d'artistes reconnus dont les spectacles étaient retransmis par de grands écrans installés sur la scène. Des jeux de lumières ainsi que des feux d'artifice animaient l'événement qui revêtait peu l'aspect d'un acte politique solennel. Le public présent ignorait parfois quel candidat se trouvait sur scène. Pour cette raison, nous n'avons pas considéré les comices comme moment déterminant de leur choix.

Nous distinguons dans cette étude trois découpages principaux de ce rite de

passage. Les deux premiers se matérialisent par le discours des deux principaux acteurs du rite, à savoir, le discours de quelques représentants des médias, ainsi que le discours du candidat vainqueur. Ils seront analysés simultanément comme support et révélateur des significations imaginaires instituées. Le troisième découpage consiste dans le choix du vote de l'électeur proprement dit, où nous croyons se trouver manifestés les sens organisateurs de la société brésilienne.

En d'autres termes, les éléments rituels sur lesquels nous effectuerons notre analyse seront distingués, ici, à travers le discours de quelques-uns de leurs organisateurs et participants car nous considérons que de tels discours révèlent leurs actions. Celles-ci seront analysées comme le *faire* social que nous considérons, avec Castoriadis (1975), révélateur des significations imaginaires instituées, démontrant que l'espace où s'effectue l'articulation entre la prétention et la croyance en la légitimité obéit à un seul et unique système de valeurs, à travers lequel la société s'organise et se pense. Nous avons cherché, par-là, à montrer le décalage existant entre la société brésilienne officielle et la pratique de ses principaux agents sociaux.

Chapitre II Une approche anthropologique de la succession présidentielle

1. La dynamique électorale comme élément révélateur d'une culture

L'intérêt pour les élections comme objet d'analyse s'accroît dans les sciences sociales, phénomène qui est certainement dû au nombre important de travaux qui prétendent démontrer les imbrications entre le politique et la culture. Au Brésil, Palmeira et Goldman (1996) affirment que l'intérêt des anthropologues brésiliens pour ce thème est récent. Ils regroupent un ensemble de recherches réalisées dans différentes régions du Brésil qui abordent "***depuis les raisons de choix aux implications du processus de destitution d'un mandat, passant par la signification sociale des campagnes et fêtes politiques***"³⁷.

Selon ces auteurs, on constate que l'évolution des travaux sur les élections entre 1950 et 1990 au Brésil privilégie une vision "*internaliste*" du phénomène, qui se concentre sur l'analyse des partis politiques. Ils font une critique des approches "*traditionnelles*" des élections, qui ont tendance, selon eux, à conférer un caractère négatif à la dynamique électorale et au comportement de l'électeur. Les explications pour une telle évaluation se trouvent dans l'absence d'un des éléments considérés essentiels dans le processus électoral comme la rationalité, l'information, l'efficacité gouvernementale etc.

L'étude que nous proposons cherche, comme eux,

" à retrouver des thèmes et des questions socioculturelles plus larges qui nous

³⁷ Goldman et Palmeira, *Antropologia, voto e representação política*, R J, Contra Capa, 1996 : couverture.

permettent non seulement de déchiffrer le phénomène en question mais, aussi, d'atteindre une meilleure compréhension de ce qui est en jeu dans les structures politiques qui articulent une société comme la nôtre. " ³⁸

Pour cette fin, nous avons adopté la notion développée par Moacir Palmeira lorsqu'il affirme que la période électorale est identifiée par une partie des membres de la société brésilienne, constituant le *temps de la politique*. Selon lui, l'acte de voter représente, pour eux, *faire la politique*. Nous ne cherchons cependant pas à travers cette étude à fournir des explications définitives, encore moins exhaustives, pour un phénomène complexe dans une société hypercomplexe comme la nôtre. Mais réfléchir sur les raisons pour lesquelles un certain groupe de Brésiliens choisit le candidat qui devra représenter la nation, car nous appréhendons de tels discours comme révélateurs du système de valeurs des membres de cette société. Nous croyons pouvoir y percevoir sous quelles significations un système donné de valeurs s'est constitué, essayant de construire un ensemble de traits caractéristiques qui nous permette de comprendre la société. Cela nous permettrait, par conséquent, la compréhension des mécanismes politiques qui sont propres à cette société. Nous partons du présupposé que la politique se fonde dans des principes et valeurs qui traversent toute la société.

En 1998, deux études sur le comportement électoral ont été effectuées sur la société brésilienne. Dans le premier, Flávio Silveira procède à une classification du comportement électoral au Brésil selon la littérature développée sur le sujet depuis le début du siècle ³⁹. Même s'il considère qu'il persiste encore quelques anciens comportements tels que la loyauté, la dépendance, le dévouement, l'adoration charismatique, l'identification aux leaders et partis fondée sur le clientélisme, il conclut que ceux-ci ont perdu de leur pertinence, n'étant plus des modèles explicatifs. Pour lui, aujourd'hui, la grande majorité de l'électorat détermine son vote de forme sensible et émotionnelle à partir des attributs symboliques des candidats, liés à son goût personnel.

Nara Magalhães, à son tour, a cherché à percevoir comment les gens reçoivent, vivent et élaborent les messages émis par les partis politiques, démontrant comment ils représentent la politique, le pouvoir et de quelle manière ces représentations sont construites dans leurs quotidiens. Elle affirme qu'il existe une logique dans la manière dont les groupes populaires voient la politique et les politiciens en référence à un imaginaire sur la politique, qui obéit à des déterminants subjectifs tels que le goût ou le détail, fondés sur une idée pré-définie de comment doit être un président.

D'autres études ont privilégié le rôle des médias qui assument, au Brésil, une énorme importance. Lima (1995) crée le concept de CR-P (Scènes de Représentation de la Politique), qui désigne l'ensemble de valeurs et significations sur la politique, construits *dans et par* la télévision. Ce concept sera par la suite utilisé dans beaucoup d'autres analyses, y compris dans l'étude de Porto (1995) qui cherche à identifier les éléments qui

³⁸ Goldman et Palmeira, *Antropologia, voto e representação política, Rio de Janeiro, Contra Capa, 1996 : 36.*

³⁹ Il énumère et décrit le clientélisme, l'identification aux partis, les clivages socio-économiques, le personnelisme, la rationalité et la volatilité électorale, l'information politique et la participation électorale, l'influence des médias et du marketing politique. In Silveira F.E., *A decisão do voto no Brasil*, Porto Alegre, Edipucrs, 1998.

lui sont constitutifs dans les feuillets télévisés.

Quant à cette étude, elle cherche à saisir un ensemble de traits caractéristiques qui révèlent à quels critères symboliques correspondent une bonne ou mauvaise image d'un candidat, quels éléments constituent le goût de l'électorat considéré comme un facteur déterminant du vote encore quels " *attributs orientent l'adhésion et le rejet des candidats* ".⁴⁰

Croyant donc, avec Magalhães (1998), Silveira (1998), Lima (1995) et Rua (1995), que des éléments subjectifs participent au choix du vote d'une partie des électeurs brésiliens, nous essaierons de montrer à quel ensemble de valeurs sont associées les caractéristiques considérées positives e/ou négatives par les électeurs brésiliens interviewés. Nous avons ainsi cherché à introduire des éléments socioculturels à des questions institutionnelles plus larges sur le fonctionnement des mécanismes démocratiques.

Nous tenterons de démontrer que l'un des facteurs fondateurs de la candidature à la place suprême qui engendre la plus large adhésion consiste dans la distance conférée à son représentant, dans un mode de vie distinct, réservé à une minorité de personnes. Ceci se doit au fait que le candidat présidentiel, incarnant le mythe fondateur et les symboles qui lui sont inhérents, assume l'image du pays lui-même.

Pour ce qui concerne la recherche de terrain, nous avons effectué une *participation observante* pendant la campagne électorale des présidentielles de 1998. Nous estimons que l'inversion du terme *observation participante* faite par Goldman et Sant'anna (1996), pour désigner la méthode de recherche par excellence en anthropologie s'applique à notre étude avec beaucoup de pertinence. Ceci est dû au fait que nous sommes nous-mêmes des électeurs dans ce pays, acteurs actifs du processus électoral en cours. Nous avons en outre recueilli des articles publiés dans la presse écrite. Nous avons également assisté à la propagande électorale gratuite à la radio et à la télévision. Nous avons enfin participé à des comices organisés par certains candidats à la présidence.

Cependant, il nous paraît important de souligner que notre observation fut délimitée au profil des deux principaux candidats à la présidence. Nous parlons de Fernando Henrique Cardoso et Luís Inácio da Silva, qui comptabilisent ensemble plus de 80% du total des votes valides. Nous avons observé la manière comme leurs images ont été construites par leurs propres marketing électoral ainsi que par les médias, utilisant le gestes, les mots et les attitudes présentés comme symboles de deux univers sociaux distincts. Nous considérons que leurs images respectives participent à la construction du processus de légitimité politique car les éléments qui valorisent une candidature plutôt qu'une autre nous est susceptible de nous faire voir comment les membres de cette société conçoivent leur organisation sociale.

Pour la construction du groupe d'informateurs, nous nous sommes demandé sur quel groupe d'appartenance ils fonderaient leurs opinions concernant le choix de celui qui représentera le pays. Or, comme notre étude traite des élections présidentielles, nous considérons que le groupe d'appartenance qui définit, en ce moment, les opinions et

⁴⁰ Rua M.das G., *Comunicação e política*, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 93.

croances des individus est celui qui renvoie à la nation brésilienne. Pour cette raison, malgré les importantes différences conjoncturelles et structurelles existant dans les différentes régions géographiques du pays ou les spécificités qui se présentent dans l'*ethos* de chaque classe sociale, nous croyons que les significations imaginaires instituées lors de la naissance de la nation pour ce qui concerne le pouvoir suprême sont communes à tous les Brésiliens car l'histoire du pays est unique et nous concerne tous.

Nous pensons, avec Castoriadis (1975), que l'institution imaginaire des significations qui agissent comme sens organisateur du comportement de l'individu est constituée par un réseau symbolique sanctionné à partir du fait historique. Pour cette raison, malgré les différences socioculturelles existantes entre les diverses régions géographiques du pays, ainsi qu'entre les classes sociales distinctes à l'intérieur d'une même ville, nous croyons que pour ce qui concerne les rapports entre gouvernants et gouvernés dans leur instance ultime, nous sommes orientés par les significations engendrées par les mythes fondateurs de la nation. L'impossibilité d'une recherche de terrain dans des différentes villes ne nous permettra pas d'aborder l'aspect relatif aux différences culturelles régionales. Quant aux différences sociales à l'intérieur d'une même ville, nous avons créé un groupe d'informateurs qui inclut des personnes de différents groupes sociaux, niveaux de scolarité et revenus, cherchant les invariables plutôt que les distinctions entre chaque groupe d'appartenance social.

Ainsi, cinquante personnes issues des différents secteurs populaires de la société ont été sélectionnées. Nous les distinguons surtout de ceux qui possèdent l'accès à des pouvoirs économiques ou politiques, par conséquent sont exclus tous ceux qui sont membres de partis politiques, militants de partis ou qui ont une participation politique quelconque, ainsi que les intellectuels et journalistes. Nous considérons que le processus de décision de vote de ces derniers, dont l'adhésion est faite par des intérêts ou savoirs spécifiques, diffère du processus de décision de vote des premiers, dont l'adhésion est faite par des intérêts ou savoirs ordinaires⁴¹.

Quant au lieu où la recherche s'est réalisée, le quartier de Copacabana à Rio de Janeiro nous a paru approprié. D'abord, parce que l'Etat de Rio est l'un des plus importants bureaux de vote du pays en nombre d'électeurs⁴². Le choix de cet Etat au détriment de São Paulo où se trouve le plus grand nombre d'électeurs du Brésil se justifie par le fait que la ville de Rio a été la capitale du pays de 1763 à 1960, mais aussi la ville où a siégé le gouvernement monarchique lors de la naissance de la nation, épisode que nous considérons comme le mythe fondateur de la vie politique brésilienne. Cette ville est, de nos jours, considérée comme l'un des centres diffuseurs d'une information commune à tout le territoire national à travers les médias car elle abrite le siège de plusieurs grands groupes de communication. Nous avons choisi le quartier de Copacabana pour la

⁴¹ Pour la construction de ce groupe d'informateurs, nous avons utilisé le travail effectué par Júlia Miranda sur un groupe d'habitants du Parque São José, à Fortaleza, Brésil. Dans son texte *Ética, política e comunicação nas representações do "homem ordinário"*, Miranda caractérise l'homme ordinaire à partir du travail de De Certeau (1994).

⁴² Les états de Rio de Janeiro, Minas Gerais et São Paulo, comptabilisent plus de 40% de l'électorat national. Dans l'état de Rio, la ville de Rio de Janeiro concentre 43,59 de l'électorat de l'état fédéré. Source : TSE.

rencontre avec des personnes susceptibles de constituer notre groupe d'informateurs tout d'abord parce que ce quartier est celui de plus grande concentration démographique de tout l'Etat de Rio de Janeiro (155.476 habitants). Ensuite, parce qu'étant un important pôle touristique et commercial, il concentre les plus divers profils socio-économiques. Or, même si le quartier de Copacabana se situe dans une zone noble de la ville, beaucoup de personnes issues des différents quartiers et communes y travaillent. Nous pensons que, de ce fait, il devient un modèle réduit des divers univers sociaux qui composent la société " carioca ". Nous avons cherché à travers cette méthode qui consiste à rencontrer spontanément les gens dans la rue, à créer un " regard éloigné ", selon l'expression de Lévi-Strauss, devant un aspect de notre propre culture que devrait nous paraître " étrange ", surtout lorsque nous participons aussi du phénomène étudié.

L'objectif des interviews était explicité dès le début. Celles-ci ont été semi-directives. Nous nous sommes présentés comme des chercheurs du phénomène électoral et commençons la conversation par la question " *pour vous, qu'est-ce que la démocratie ?* ", laissant, ensuite, le libre déroulement de la conversation. Nous ramenons l'interview, cependant, à notre thème central au cas où il s'en éloignerait trop par la question " *pour quel candidat vous prétendez voter et pourquoi ?* ". Si en début de conversation le choix du vote était explicité, j'introduisais volontairement le nom du candidat adverse pour saisir, en outre de la raison du choix pour l'un des candidats, la raison du non-choix pour l'autre.

Cette approche cherche à appréhender une certaine " *culture nationale* " à travers l'analyse de l'imaginaire social institué qui nous aide à comprendre la société brésilienne dans sa totalité : comment elle se pense et conçoit ses hiérarchies ? Nous partons ici du présupposé que malgré la grande diversité culturelle et socio-économique existant dans le pays, il persiste des éléments communs à tous, déterminants pour la direction que prend la nation. Car même en reconnaissant la non-représentativité de notre groupe d'informateurs en termes d'électorat national, nous essaierons, par la construction de cet ensemble de référence de valeurs, de fournir des indices que nous permettent de comprendre le processus de légitimation politique. Cette affirmation est fondée dans l'idée que l'exercice du pouvoir et les formes symboliques adoptées en périodes de succession se trouvent enracinés dans un complexe où se mélangent société, culture et valeurs.

2. La société de classes contre une structure symbolique qui renvoie "chacun à sa place"

Nous avons dit plus haut que nous avons construit un groupe d'informateurs qui réunissait des personnes de différentes classes sociales, croyant que les valeurs qui orientent le choix de vote pour la place suprême, dépassent les opinions et croyances qui fondent ces groupes d'appartenance particuliers. Cette réflexion trouve son appui dans la manière dont une société de classes s'est constituée au Brésil car nous pensons, avec Oliveira (1987), que connaître la matérialité sur laquelle reposent les classes de façon objective dans le processus de production n'est pas suffisant pour qu'elles soient reconnues en tant que telles par la société. Il est en outre nécessaire qu'un processus de médiations qui, fondé sur le premier, " *construit le discours symbolique de re-présentation des classes dans leurs relations et sert de présupposé à la re-production ait lieu* " ⁴³ .

Pour cette raison, nous considérons pertinent de montrer ici dans quel contexte historique a émergé cette forme de division et structuration sociale, en essayant de comprendre comment s'est créée la catégorie sociale de classe au Brésil, et quelles ont été les implications concernant leur définition originale. Ensuite, à travers des données empiriques, nous essaierons de vérifier si cette catégorie correspond à la manière dont les membres de cette société se pensent et pensent leur organisation sociale.

Selon Frossaert (1980), l'irruption d'une société de classes en France, conséquence de la Révolution Française et en Angleterre, conséquence de la Révolution Industrielle s'est faite en détruisant les hiérarchies jusqu'alors considérées " *naturelles* ", comme par exemple la distinction de guerriers, de prêtres et de paysans, qui définissaient le rôle de chacun dans le corps social. Il affirme qu'à Paris, elle acquiert un caractère politique par l'exaltation de la classe moyenne comme besoin d'affirmation contre les privilèges aristocratiques et, en même temps, contre les turbulences des paysans. Alors qu'à Londres, cette formation produirait une bourgeoisie mercantile qui affronte les propriétaires de terres et les travailleurs, sans cependant destituer la Monarchie.

Ces classes sociales assumeraient ainsi un caractère organisateur, fournissant un sens au désordre révolutionnaire qui attribue la participation politique à un nouveau groupe social. Pour Frossaert, les classes sociales désignent deux réalités distinctes représentant un mode d'identification social ou un mode d'enracinement dans l'infrastructure sociale. Alors que la première réalité serait une des formes de conscience sociale des éléments qui se définissent en termes de classe et se développent par le débat d'idées et la défense d'intérêts particuliers, la deuxième serait un effet nécessaire de l'agencement social, concernant le statut déterminé par le rôle joué par chaque classe dans une infrastructure de pouvoir et d'idéologie donnée. En d'autres termes, la manière dont les membres d'une classe déterminée conçoivent leur situation dans la société et leur propre condition individuelle serait donc influencée par les formes politiques et idéologiques qui ont engendré la société. Nous comprenons par-là que pour vérifier la manière dont les classes sociales se pensent et se reconnaissent, il faut analyser les structures idéologiques et politiques d'une société donnée et démontrer le système de médiation complexe qui lie le statut d'une classe à la reconnaissance qu'elle manifeste (ou qu'elle ne manifeste pas).

Ainsi, nous essaierons de percevoir quelles ont été, au Brésil, les structures politiques et idéologiques qui ont forgé la société de classes née avec l'industrialisation et la modernisation économique dans ce pays, cherchant à saisir le processus d'absorption d'un modèle structurel et dynamique d'organisation de l'économie, de la société et de la culture.

D'après Florestan Fernandes (1981), ce fut avec l'indépendance que le processus de réorganisation de la société et de l'économie se déclencha. Même en étant un événement proprement politique, il a su éliminer la tutelle coloniale, permettant l'introduction des élites natives dans le flux de la commercialisation des exportations ainsi que l'intériorisation des contrôles de la vie économique.

⁴³ Oliveira F., *O elo perdido*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1987 : 14.

L'effet immédiat de ce marché intérieur créé après l'indépendance n'a cependant pas provoqué une transformation dans l'organisation des rapports de production dans le sens d'une universalisation du travail salarié et de l'expansion d'un ordre social compétitif. Au contraire, il a préservé et renforcé les modèles coloniaux d'organisation des rapports de production. Pour Fernandes, la vraie révolution bourgeoise responsable d'une société de classes au Brésil aurait eu lieu lors de la désagrégation du régime esclavagiste et seigneurial, provoqué par la consolidation d'un secteur qui émergeait en conséquence de l'intériorisation de l'économie. Ce fut à travers l'installation d'un complexe commercial " *constitué sous les pressions économiques concomitantes du néocolonialisme, de l'émancipation politique et du développement urbain* " ⁴⁴ que le capitalisme s'introduisit au Brésil, provoquant l'émergence d'un nouvel agent social et politique, " *l'homme d'affaires* " .

Ce personnage était représenté, d'un côté par le propriétaire terrien obligé d'accepter la dimension bourgeoise de ses intérêts, par la dissociation de la ferme et la richesse produite de son statut seigneurial, par la diversification de ses activités et en participant activement au processus en cours. D'un autre côté, il était représenté par l'immigré " *transplanté* " au Brésil au moment de l'inclusion de l'économie brésilienne au marché mondial. Ce dernier n'étant pas issu du groupe dominant constitué par les grands propriétaires terriens, il s'est adapté dans le pays indépendamment de la tradition seigneuriale depuis le début de son installation dans les communautés locales. Il apparaît comme le principal intéressé par la fin du régime institué qui ne contribuait en rien à sa réussite.

Fernandes affirme que ce bourgeois ne représentait pas une figure dominante au moment de l'émergence d'une société de classes. Il n'agirait pas comme une force socialement organisée, consciente et autonome mais, au contraire, il émergerait dans des conditions ambiguës car il s'est affirmé en fonction de ses objectifs personnels et individuels. Le propriétaire terrien devenu " *homme d'affaires* " opterait, malgré lui, pour les impositions du nouveau contexte politico-économique d'alors, s'opposant à la continuation du régime esclavagiste parce qu'il craignait que ce régime mette en risque la faisabilité économique de la grande propriété qu'il détenait encore. Quant à l'immigrant, il lutterait contre le statut seigneurial en vigueur pour s'affirmer devant les conditions en vogue par l'exploration des possibilités ouvertes par le processus de commercialisation inhérent à l'économie exportatrice-importatrice nouvellement instaurée.

En outre, Fernandes démontre que l'introduction d'une mentalité capitaliste, à travers les activités économiques successives exercées surtout par l'immigrant, serait victime de la rationalité adaptative de cet acteur social. Même si l'immigrant a transporté avec lui sa manière d'être et d'agir fondée dans un calcul économique dû à sa culture européenne d'origine, elle s'est accommodée dans les milieux sociaux locaux que " *l'ont emmené à partager, d'une manière plus ou moins profonde, selon les variations de la situation de contact et intérêts, les valeurs et l'idéologie des élites natives au pouvoir* " ⁴⁵ . Il utiliserait

⁴⁴ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 20.

⁴⁵ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 141.

les conséquences apportées par la richesse dans cette société à son propre bénéfice, c'est à dire en tant que symbole, source et instrument de pouvoir. Il a cherché à préserver l'ordre social établi en s'appropriant des techniques sociales de domination politique employées par les élites natives sur place.

" Oppressé par le déséquilibre entre sa position économique, sa situation d'intérêts et ses probabilités de pouvoir, plutôt que de forcer une réintégration du modèle d'équilibre du pouvoir politique, l'immigrant a préféré s'identifier aux idéologies des élites natives au pouvoir (...) Elle se convertit au " libéralisme " des élites traditionnelles s'incorpore en effet aux cercles conservateurs et partage les formes de domination politiques en conflit ou inconsistantes avec la consolidation de l'ordre seigneurial compétitif (...) l'immigrant adopte une philosophie politique qui ne présuppose pas le " capitalisme avancé " et qui constitue, au contraire, un facteur de résistance ou de piège aux changements qui conduiraient au capitalisme comme style de vie " ⁴⁶ .

Nous constatons par l'étude de Fernandes que malgré les changements sociaux et économiques advenus dans la société brésilienne, il n'y a pas eu l'introduction d'une classe moyenne dans la sphère du pouvoir politique mais l'embourgeoisement de quelques membres de la classe dominante et le positionnement d'une petite parcelle d'immigrants au sommet de la pyramide sociale. Cela engendre l'appropriation politique du pouvoir par ces deux agents qui ont absorbé les symboles et les techniques de domination sociale des groupes dominants existants. Nous pouvons ainsi suggérer que les valeurs instituées lors de la colonisation qui ont produit de telles formes de domination sociale et politique perdurent, persistant à travers l'incorporation d'anciens agents dans les nouvelles structures ainsi que par l'intériorisation de leurs valeurs par les nouveaux agents transplantés dans cette société. Une fois encore, le changement effectué dans ses institutions a été réalisé par une minorité qui ne cherchait que la consolidation de leurs intérêts particuliers. Par conséquent, nous pouvons considérer qu'il n'y a pas eu une révolution en forme de rupture profonde provoquée par le peuple, encore moins l'incorporation des couches subalternes dans les prises de décision du pays. Il n'y a pas eu, comme à Paris ou Londres, une destruction des hiérarchies traditionnelles plaçant la classe moyenne ou ouvrière au pouvoir, mais au contraire, l'incorporation des valeurs existantes dans l'idéologie des élites natives par une catégorie étrangère émergente cherchant par-là à reproduire les formes de domination sociale et politique présentes depuis la colonisation.

Alors, comment, partant de ce contexte historique spécifique, les hommes et les femmes qui composent les classes sociales constituantes de la totalité sociale se pensent-ils et se reconnaissent-ils et de quelle manière conçoivent-ils les hiérarchies qui régissent leur organisation sociale ? Pour répondre, nous corroborons Oliveira (1987) pour qui la révolution bourgeoise au Brésil a produit une société de classes sans identité de classes, due à l'institution et à la perpétuation des valeurs dominantes.

Nous vérifions que malgré les modifications advenues dans la structure sociale dans cet important moment historique, les valeurs fondatrices sont incorporées dans la nouvelle dynamique, confirmant l'hypothèse qu'aucune altération n'ait modifié en profondeur les

⁴⁶ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 145-146.

significations imaginaires instituées au début de son histoire. Il nous semble que ces significations imaginaires en dépit de se faire éliminer par la nouvelle organisation sociale se sont actualisées et adaptées. De ce fait, elles continuent à légitimer un ordre qui justifie des dominations. Dans cet élan, nous pensons que ces significations ont engendré des notions de supériorité et infériorité entre les classes qui la composent, confortant les éléments d'une classification où la hiérarchie est vécue comme *naturelle*.

C'est pour cette raison que nous avons essayé de percevoir comment les membres de cette société se pensent et pensent leur organisation sociale dans la société brésilienne contemporaine.

Dans notre recherche de terrain, nous avons constaté que les personnes interviewées ne se reconnaissent pas les unes aux autres par des affinités concernant les moyens de production tels qu'ils ont été définis par le marxisme (prolétariat, bourgeoisie etc.). Elles ne se reconnaissent pas non plus par des affinités occupationnelles (médecin, concierge etc.). La forme de reconnaissance au groupe d'appartenance advient par des paramètres qui divisent ceux qui *ont* de ceux qui *n'ont pas*. Les personnes interviewées se placent quotidiennement du côté des riches ou du côté des pauvres à travers des critères qui dépassent leur aspect purement économique ou matériel, mais qui constituent une carte cognitive de valeurs oppositionnelles et s'inscrivent ainsi dans ce que DaMatta (1997) définit comme l'univers relationnel de la société brésilienne. C'est à dire, *avoir* ou *ne pas avoir* sont constitutifs des *ethos* distincts, dont un ensemble d'attitudes, de gestes et de mots est attribué à chacun de ces deux grands groupes qui, selon les personnes interviewées, structurent la totalité sociale. Il se trouve ainsi établi deux manières distinctes *d'être*, dont les codes de reconnaissance symboliques démarquent des espaces sociaux différenciés. Nous proposons néanmoins avec Velho (1987), que tous les deux expriment leur participation dans un système de relations symboliques et significatives plus larges, se situant dans un champ de communication commun, partageant le même ensemble de croyances et de valeurs qui constituent une culture nationale.

Tous ces aspects considérés nous ont conduit à l'observation du rôle joué par les médias en tant que véhicule diffuseur de valeurs vers tout le territoire national. Nous avons privilégié, dans un premier temps celui de plus grande diffusion et audience au Brésil, la télévision. Cependant, nous ne la considérerons pas comme constructrice solitaire de valeurs (aspect sur lequel nous reviendrons), car nous croyons que les valeurs qu'elle diffuse l'antécédent. Ce représentant des médias sera ainsi appréhendé comme véhicule d'institution d'un consensus, susceptible d'influencer la conduite des membres de la société.

Une émission spécifique a attiré notre attention par la manière directe dont elle révèle les codes de conduite de ceux qui *ont* et de ceux qui *n'ont pas*. C'est la série Sai de baixo (transmise par Rede Globo tous les dimanches à 22h), dont le thème central est l'horreur que l'un des principaux personnages, Caco Antibes, manifeste contre la pauvreté. Obsédé par l'acquisition d'un statut social élevé, il cherche de l'argent pour la réalisation de désirs associés à un style de vie attribué à la classe huppée. Cette classe apparaît symbolisée par des objets, des gestes et des expressions que lui sont inhérents. En contrepartie, la présence d'une domestique et d'un concierge est utilisée pour symboliser un style de vie inhérent aux pauvres, ceux-ci étant constamment ridiculisés. Des

expressions tels "*je hais les pauvres*", "*ce ne pouvait être que des pauvres*", traversent tous les épisodes. Ces expressions sont devenues intégrantes du sens commun qui traverse la société, dépassant le cadre de la série.

Or, le fait qu'il existe des différences dans le style de vie des différentes classes sociales qui composent la totalité sociale et qu'un ensemble de gestes, d'attitudes et d'objets soient attribués spécifiquement à l'un ou à l'autre, ne serait pas problématique si dans leurs expressions cognitives n'existaient pas des valeurs positives pour l'une et négatives pour l'autre, présentant, par conséquent, une domination symbolique de l'une sur l'autre. Celle-ci engendre, en dernière instance, des notions de supériorité et d'infériorité entre les individus lorsqu'ils sont mis en relation. Les qualités des membres du groupe considéré comme inférieur sont dénigrées. Le problème majeur se trouve dans le fait que ce mode de classification se manifeste dans des pratiques quotidiennes de domination entre, par exemple, le chef et la secrétaire, le patron et l'employé, la patronne et la domestique, le propriétaire et le locataire, l'habitant d'un immeuble et le concierge de celui, entre autres. Cette domination symbolique se reproduit, y compris dans des rapports plus larges tels que le sudiste et le nordestin⁴⁷, le blanc et le noir⁴⁸ etc.

Nous suggérons ainsi que dans cette société, l'existence sociale ne se manifeste et n'est reconnue que pour ceux qui appartiennent au groupe qui détient la domination symbolique, en opposition à une non-existence sociale des autres groupes. Ces derniers servent cependant de support matériel aux aspirations des premiers car c'est à travers la dévalorisation des uns que les autres affirment leur propre valeur établissant leur existence valorisée et supérieure.

Cette manière d'appréhender la société nous renvoie aux considérations de DaMatta (1997), pour qui la société brésilienne opère par gradations qui sont, celles-ci, à notre avis, enveloppées par une séparation plus large entre ceux qui *ont* et ceux qui *n'ont pas*, incluant des représentations intrinsèques à chacun de ces groupes distincts, lorsque l'ont perçoit que ceux qui *ont* sont les Blancs supérieurs et ceux qui *n'ont pas* sont les Noirs inférieurs, ceux qui *ont* sont beaux ceux qui *n'ont pas* sont laids etc.

Nous proposons donc que les significations valables sont celles qui *renvoient "chacun à sa place"*. Ainsi, l'expression "*un jour je serai quelqu'un dans la vie*", très utilisée au Brésil, assume ici son sens authentique car un individu n'existe socialement

⁴⁷ A ce propos, Francisco de Oliveira (1987) rappelle que la première moitié du XX siècle a vu l'excédant de la population de Salvador de Bahia émigrer vers le centre-sud du pays. C'est à ce moment là que l'industrialisation connaît un important développement, transformant "*les bahainais descendus vers le sud dans une masse qui réunit tout les nordestins aux yeux des gens du sud. C'est une manière de reconnaître une non-identité ; une identité précaire, déplacée*". *O elo perdido*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1987.

⁴⁸ La juriste Gisele Cunha attire notre attention au racisme brésilien considéré par la société, selon elle, un sujet tabou. Elle affirme que la théorie de la "*démocratie raciale*" collabore à la non-observation des pratiques racistes et difficulté l'application de la loi : "*les statistiques révèlent que, dans un pays d'analphabètes, sa majorité est noire, les noirs ont encore peu ou aucun accès à l'enseignement élémentaire, plus loin encore de l'enseignement supérieur. Par conséquent, les expectatives professionnelles sont inférieures à celles de la population blanche. Parmi les noirs qui ont réussi dans leur profession, la différence salariale est immense*". *Racismo : um estudo jurídico-social*, mémoire de maîtrise, Rio de Janeiro, Institut Bennett, 1996.

que lorsqu'il devient *quelqu'un*, c'est à dire s'introduit dans l'univers des *personnes*.

Une autre émission diffusée par Rede Globo, Você decide, nous paraît illustratrice de cet aspect. C'est l'histoire de Carlinhos, un garçon riche et timide, qui entretient des rapports sexuels avec la domestique de la famille jusqu'au jour où elle tombe enceinte. Drame ! Les parents de Carlinhos découvrent la grossesse de la bonne et lui offrent une importante somme d'argent pour qu'elle disparaisse. La mère dit : " *Mille fois un fils gay plutôt qu'être la grand-mère du fils d'une domestique. Quelle humiliation ! Notre petit-fils va toujours se satisfaire de cette populace, il ne sera jamais quelqu'un dans la vie* ". Et la domestique confirme : " *Je sais quelle est ma place, mon fils ne va jamais rentrer par la porte de devant* ". Refusant l'argent, elle accouche de son fils et l'élève toute seule. Carlinhos reconnaît la paternité de l'enfant mais n'épouse pas sa mère. La scène finale de l'épisode montre le premier anniversaire de l'enfant. Carlinhos y est avec sa nouvelle copine, blanche et riche. La fin harmonieuse est réconfortante car elle montre " *chacun à sa place* ".

Il est pertinent de souligner qu'aussi bien la famille riche et la domestique pauvre confirment, dans cette émission, un consensus quant à l'organisation hiérarchique de la société. Elle obéit à une classification donnée à partir des valeurs où les qualificatifs en référence à la famille riche sont positifs et à la domestique pauvre sont négatifs, c'est à dire, la domestique est un *individu - rien*, Carlinhos est une *personne - quelqu'un* (si visible que pendant tout l'épisode la domestique n'a pas de nom car elle n'est rien).

Cette hiérarchie qui organise la société *carioca* séparant ceux qui *ont* de ceux qui *n'ont pas* se trouve réfléchi dans la division spatiale de la ville de Rio, où le lieu de résidence consigne le groupe d'appartenance : la place de chacun est aussi géographiquement déterminée. Cette ville est divisée en deux grandes zones, la zone sud, noble, composée de plusieurs quartier où sont localisés les appartements de luxe et les principaux monuments touristiques ; et la zone nord avec son extension en banlieue, vaste espace aussi composé de différents quartiers où les rues sont mal éclairées et les travaux publics inachevés.

Jusqu'à peu de temps, la zone nord et la zone sud étaient liées seulement par un tunnel. Le passage du tunnel Rebouças était perçu comme le passage d'un univers social à un autre. Les habitants de la banlieue étaient désignés comme ceux qui habitent " *après* ". Aujourd'hui, la construction d'une autoroute liant les deux zones par le côté opposé de la ville, qui s'appelle ligne jaune, a attribué aux habitants de la zone nord une autre appellation certifiant leur origine : ils sont appelés par les habitants de la zone sud des *yellow*s (jaune en anglais) (voir illustration page 120)

Les bidonvilles fréquemment installés dans les quartiers nobles reçoivent aussi une appellation propre. Il est implicitement interdit à ses habitants de dire qu'ils habitent dans les quartiers où se situent ces bidonvilles. Par exemple : un habitant du bidonville Rocinha, situé dans le quartier de São Conrado, ne se permettra pas de dire qu'il habite à São Conrado, il dira qu'il habite à Rocinha. Le quartier et le bidonville sont situés dans la même aire géographique, mais possèdent des barrières symboliques infranchissables (voir illustration page 120).

Le 20 décembre 1996, un article publié dans le magazine Veja illustre notre

description. Selon l'article, les habitants de la zone sud considèrent la fréquentation des plages par ceux qui habitent " après " le tunnel comme une invasion, lorsque " une horde de jeunes viennent augmenter la tension sur le sable " permettant qu'un " habitant démodé de la banlieue de Ramos se bronze à côté des bourgeoises de la zone sud ". L'article énumère les différences dans le style de vie manifestés par les habitants de chacun de ces espaces sociaux :

" Les nouveaux arrivés ont des codes propres et se fichent de ce qu'on pense d'eux. Les garçons du funk portent de lunettes aux miroirs, des chaînes rasta ou des montres énormes. Les filles de banlieue, à leur tour, ont adopté les maillots de bain aux lacets et mini-short de lycra utilisé par les bourgeoises, mais ne mettent jamais de crèmes solaires. Au contraire. Plus elles sont rôties, mieux c'est, selon elles. Elles n'ont plus aucune pudeur à teindre leur corps entier avec de l'eau oxygéné pour éclaircir les poils, ce qui, pour les modèles d'élégance de la zone sud, c'est un manque de goût (...) Le style de vie des deux se confrontent avec le modisme d'Ipanema où naît la mode à chaque été " .

Selon l'article, les banlieusards débarquent chantant du raps ou des pagodes, effrayant les habitués qui disent qu'ils ne viennent à la plage qu'avec des amis et encore, ils ouvrent bien leurs serviettes pour éloigner les habitants des banlieues, confirmé par une habitante de la zone sud : " **Je ne vais plus à la plage le dimanche, il n'y a plus de beaux gens, il n'y a que des banlieusards, des gens mal-habillés et moches " .**

Depuis lors, les " envahis " se mobilisent pour faire face à ce problème et se réunissent dans des associations pour limiter la fréquentation des " étrangers ", proposant des portails ou des entrées payantes à la plage. Ils manifestent aussi contre la présence des banlieusards dans des lieux publics placés dans leurs quartiers, telles les boulangeries entre autres.

Nous constatons, par cet article, que la presse reproduit dans son discours une classification où la référence se place du côté de celui qui le produit [le discours], s'appropriant non seulement de l'espace où la société advient mais aussi des significations valables. Dans les exemples présentés, " ceux de dehors " ou " les étrangers " sont les banlieusards pauvres qui jouent des rôles secondaires de mise à l'envers d'un univers qui s'idéalise ordonné. Ils sont caractérisés par des comportements décrits de manière dépréciative, présentés comme nocifs à la vie sociale et de ce fait moralement condamnables.

Nous ne prétendons pas à partir de ces considérations, suggérer que les différentes classes sociales possèdent des styles de vie distincts soit spécifique à la société brésilienne, mais montrer que, dans cette société, cette distinction se trouve au centre de son organisation sociale, orientant les pratiques sociales à travers des structures symboliques qui les définissent, discriminant et excluant ceux dont le mépris est manifeste dans les significations dominantes.

Selon Geertz (1983), c'est l'application des symboles dans des activités sociales déterminées qui leur donne vie, permettant aux membres d'un groupe social donné de percevoir, sentir, juger et agir. Pour cette raison, nous proposons maintenant de tourner notre attention sur phénomène électoral, en fonction de l'impact pratique qui rend visible le contenu symbolique que lui est conféré. Nous considérons que les symboles sont

appliqués par ses principaux organisateurs d'une manière plus contondante lorsqu'ils cherchent à motiver les membres de la société brésilienne par leur sensibilité et jugement emmenant à la plus large adhésion. Le vote ou le choix de vote, sera analysé comme un faire social modelé par la culture, révélateur des significations imaginaires qui valorisent et dévalorisent, structurent et hiérarchisent les éléments qui composent l'univers social brésilien. Nous pensons que ces significations se trouvent imbriquées dans le processus de construction de légitimation politique et déterminent le candidat qui doit représenter la nation.

Chapitre III Le temps de la politique et l'acheminement vers une nouvelle organisation sociale

1. Les moyens de communication confirmant les valeurs qui séparent gouvernants et gouvernés

Le premier moment observé dans ce temps discontinu pour la société brésilienne, *le temps de la politique*, représenté ici par les élections présidentielles, c'est la période de campagne électorale. Le contour anthropologique nous fournira des moyens pour voir ce qui se trouve caché derrière les apparences, nous conduisant à considérer, dans la grande diversité de formes qui réalisent le politique, quels critères le constituent.

Or, même si nous avons parlé plus haut d'un *espace de la politique*, celui-ci reflète la manière dont les membres de la société brésilienne pensent le politique, mais ne correspond pas au mode d'appréhension défini par les artisans de l'anthropologie politique qui considèrent que l'instance politique est le *locus* où les dynamismes sociaux émergent. Selon eux, le vrai terrain de la politique se trouve dans les actions qui cherchent la manutention ou la modification de l'ordre établi. Ainsi, la politique se trouve dans tous les niveaux de l'organisation sociale et le vote nous semble l'une de ses plus visibles expressions car c'est à travers lui que se manifeste le désir de changement ou de permanence des institutions en vigueur.

Parmi les définitions proposées pour l'identification du rite, nous adoptons pour ce premier moment rituel celle fournie par Leach (1971), qui met en évidence des "*conduites de communication*" constituantes d'un système de canalisation qui sert à transmettre des informations selon l'existence de codes culturellement définis. Cette définition trouve son appui dans les travaux de Turner (1968) qui insiste sur les composantes symboliques du rituel. Pour cet auteur, un rite peut être traité comme une unité de stockage qui contient une grande quantité d'informations. Ce rite se présente donc comme un *stock* d'informations enfermées dans des symboles et transmis par des messages chargés d'efficacité mythique.

Ce premier moment du rite suggère par la mise en scène des rôles traduits ici en discours, que chacun doit occuper sa propre place dans la structure sociale, respectant ainsi les codes relationnels d'une hiérarchie au sommet de laquelle le pouvoir revêt une aura sacrée, où il puise les instruments symboliques de la domination.

Célébrant les éléments qui actualisent le mythe d'origine de la nation brésilienne qui a structuré l'ordre social par une hiérarchie considérée naturelle, ce rite place chacun à sa place à travers des symboles exprimés par des objets, des gestes, des mots ou des qualificatifs qui constituent le message transmis, agissant en tant que lien de conceptions ou de significations. Ce rite nous semble souligner les significations associées particulièrement à la classe des gouvernants qui s'attribue la compétence nécessaire pour gouverner, et se présente comme plus capable que tous les autres membres de la société à laquelle ils appartiennent.

Dans la tentative de nous introduire dans l'examen de cette conduite de communication responsable d'un consensus qui établit une codification propre à la société brésilienne, l'objet analysé pour l'appréhension des formes symboliques matérialisées dans ce découpage social du temps sera l'un des représentants des médias, plus précisément de la presse écrite. Ce moyen de communication sera appréhendé ici comme le plus important *locus* de sacralisation des valeurs instituant un consensus. Selon Antônio Rubim, " *les traditionnelles analyses de la conjoncture avant circonscrites au politique et à l'économique doivent être rajoutées à l'analyse conjoncturelle du scénario construit par les médias* " ⁴⁹ .

Cependant, nous ne prétendons pas l'approcher comme un " *instrument de manipulation d'intérêts et d'intervention dans la vie sociale* " ⁵⁰ car cet aspect, malgré son importance et sa pertinence, constitue l'objet de plusieurs autres études qui montrent, non seulement les liens entre des propriétaires de grands groupes de communication et les hommes politiques, mais aussi la manière dont " *la confrontation des paroles, qui expriment des idées et pratiques, permette au chercheur de saisir la signification de l'action de différents groupes qui s'orientent par des intérêts spécifiques.* " ⁵¹

A ce propos, Lima (1993) décrit comment la télévision a construit le personnage idéal aux élections de 1989, garantissant la victoire de Collor de Mello, candidat choisi par des segments de la classe dominante pour la défense de leurs intérêts particuliers. Dans la même perspective, Straubhaar, Olsen et Nunes (1993) racontent à leur tour les détails de l'origine de la relation du pouvoir politique et de la presse audiovisuelle par les subsides offerts par les militaires après le coup d'Etat de 1964. Cette information acquiert de l'ampleur lorsque nous savons que la télévision représente le plus important moyen de communication. Rede Globo couvre environ 99.39% du territoire national, 95% des Brésiliens ont déclaré regarder la télévision régulièrement.

En 1998, à la veille des élections présidentielles, le magazine Carta Capital publie un

⁴⁹ Rubim A.A.C., Comunicação, cultura e política, Diadorim Editora Ltda, 1994 : 77.

⁵⁰ Capelato M.H.R., Imprensa e história do Brasil, São Paulo, Editora Contexto, 1988 : 21.

⁵¹ Capelato M.H.R., Imprensa e história do Brasil, São Paulo, Editora Contexto, 1988 : 34.

article qui explicite les rapports entre la politique et les médias. Selon lui, beaucoup des candidats au gouvernement des Etats fédérés et au Sénat sont propriétaires, eux-mêmes, de chaînes de télévision ou de radio. Une recherche effectuée partout dans le pays a confirmé que neuf familles de brésiliens influents, appartenant à des lignages politiques de plus d'un siècle de tradition, se renouvellent au pouvoir et détiennent toutes de puissants moyens de communication. Cet article, publié à trois jours des élections générales, n'a eu aucune répercussion dans les cercles politiques et médiatiques, n'ayant engendré aucun débat auprès du grand public.

En France, l'acquisition de représentants des médias par des grands groupes industriels a ouvert un vif débat déclenché par le livre du journaliste Serge Halimi (1997)⁵². Il considère que les croissantes imbrications entre les médias et le pouvoir public mènerait le pays à une confrontation de principes du programme rédigé par le Conseil National de résistance qui prévoyait la fin des risques d'amalgames d'intérêts entre les pouvoirs politiques et économiques. Ce sujet a occupé, dans ce pays, les premières pages des grands journaux, revues et émissions de télévisions, les mois suivants, par des discussions qui mettent en cause les risques que de tels phénomènes représentent pour la démocratie. Ils craignent que certains journalistes ne soient plus de simples observateurs et analystes de la vie publique, mais des acteurs et des intervenants déterminants de celle-là.

" Le problème n'est pas que les journalistes soient vendus à l'establishment, mais que, de plus en plus, ils fassent partie de l'establishment. Ou plus exactement, que ceux d'entre eux - une minorité - qui participent à l'élaboration de la pensée dominante soient désormais intégrés à la sphère du pouvoir réel "⁵³

Au centre du débat, les risques encourus par la démocratie qui verrait son information contrôlée par ces hommes, effaçant ainsi le rôle déterminant que les médias doivent jouer en tant que vecteur du débat public. Les médias sont le lien immédiat entre candidats et électeurs.

Or, ces liens sont établis et sus au Brésil, et dépassent très souvent la simple convergence d'intérêts entre journalistes, entrepreneurs et pouvoirs publics. Là, des propriétaires de grands groupes de communications exercent des fonctions politiques importantes, y compris liées au pouvoir suprême. Tel fut le cas de Collor de Mello, ancien Président de la République, propriétaire d'une chaîne de radio et de télévision dans l'état d'Alagoas, mais aussi de Sílvio Santos, propriétaire d'une chaîne nationale de télévision, candidat aux présidentielles de 1989.

La politique est devenue, dans ce pays, une marchandise commerciale comme n'importe quelle autre, selon un article paru dans le journal Folha de São Paulo. Il raconte que des présentateurs de programmes télévisés de grande audience auraient été payés pour défendre la privatisation d'entreprises nationales, tout comme les chaînes elles-mêmes auraient fait payer le temps de parole de ses respectifs présentateurs. Leurs

⁵² Halimi S., Les nouveaux chiens de garde, Paris, Liber-raisons d'agir, 1997 : 32.

⁵³ Magazine Marianne, n° 63, du 6 au 12 juillet 1998 : 10.

textes avaient été rédigés par des publicitaires professionnels.

Nous prétendons donc à travers cette étude, essayer de montrer que ne percevoir les médias que comme un " *pouvoir autocratique subordonné aujourd'hui seulement aux intérêts particuliers de quelques entrepreneurs et politiques* " ⁵⁴ c'est nier l'importance du rôle qu'ils peuvent jouer ou devraient jouer au bénéfice de la démocratie, en tant que vecteur du débat public. Mais nous pensons que pour que ce rôle soit joué, il est fondamental que les membres de la société en question soient autonomes et par conséquent, participatifs. Concentrer toute l'attention sur le rôle joué par les médias les transformant en seuls et uniques responsables du non-fonctionnement de la démocratie réduit, à notre avis, l'importance du rôle que devraient y jouer les individus, comme l'affirme Alvaro Moisés (1989) :

" Représentation et contrôle sont des faces différentes d'un même processus, moyens nécessaires pour rendre l'action des gouvernements compatibles dans une mesure quelconque avec la volonté populaire. " ⁵⁵

En d'autres termes, la surestimation du pouvoir des moyens de communication dans le social est inversement proportionnelle à l'importance donnée à la prise de conscience du pouvoir des individus comme membres actifs de la société à travers leur participation politique.

Or, selon Castoriadis (1975), un sujet hétéronome ne détermine pas pour soi la réalité, mais permet qu'elle soit déterminée par d'autres. Il est ainsi dominé par un imaginaire vécu comme plus réel que la réalité car non su comme tel. Ce discours extérieur au discours de l'individu est celui qui se trouve dans les institutions d'une société qui incarne les significations imaginaires dominantes, parmi lesquelles, les médias. Pour cet auteur, lorsqu'un individu modifie profondément l'enchevêtrement de l'activité-passivité duquel nous sommes tous objets, instaurant un dialogue entre le discours des autres et son propre discours, ce n'est plus le premier discours qui détermine pour l'individu la réalité. Le sujet qui acquiert son autonomie établit une relation réflexive dans son instance décisive à partir du discours des autres, mais ne l'élimine pas totalement, car son élimination totale serait un état non-historique. Il l'objectiverait pour l'élaboration et, par conséquent, pour la transformation du discours en son propre discours. Seulement alors il serait apte à mettre en cause et contester les institutions de la société dans laquelle il s'insère.

Pour cette raison, nous estimons que c'est seulement à partir de l'établissement de l'autonomie des membres d'une société donnée et, par conséquent, de sa totalité sociale, que les moyens de communication pourraient jouer le rôle qui leur aurait été attribué au départ, c'est à dire un rôle de porte-parole des exclus, et de forum de la démocratie vivante.

" La société devrait chercher des manières nouvelles de mise en place des médias sous leur contrôle, en les soumettant à l'activité politique, pensée en tant que modalité de gestion démocratique de la société. La subordination du pouvoir

⁵⁴ Rubim A.A.C, *Comunicação, cultura e política*, São Paulo, Diadorim Editora, 1994 : 78.

⁵⁵ *Moisés J.A., Dilemas da consolidação da democracia, São Paulo, Paz e terra, 1989 : 151.*

des médias aux intérêts de la société et, par conséquent, sa démocratisation, apparaît comme étant essentiel à l'existence et l'approfondissement de la démocratie de nos jours " .⁵⁶

Pour illustrer nos considérations, un exemple advenu en France sera utilisé pour démontrer que ce déplacement de pouvoir du champ de forces communication/participation politique est possible. En 1997, le Premier ministre Alain Juppé lance la proposition d'un plan de réformes de la sécurité sociale qui allait à l'encontre des intérêts d'une grande partie de la classe ouvrière. A ce moment, presque tous les médias se sont manifestés pour le plan, évoquant l'admiration et courage du Premier ministre, célébrant " *le seul et unique chemin possible pour la modernité* ". Malgré la quasi-unanimité de la presse, des milliers de salariés sont entrés en grève, d'autres milliers de citoyens sont descendus dans les rues pour manifester contre le plan. Alain Juppé a " *capitulé* " et, en conséquence, son champ politique, dont son parti, ont subi une importante défaite dans les élections législatives subséquentes, engendrant la perte de la majorité parlementaire et un changement de politique générale.

Partant de ces considérations, l'analyse du discours de l'un des représentants des médias sera ici incorporé comme un " *moment indispensable de réalisation du politique* ", corroborant Rubim (1994). Nous conférons aux médias un rôle central dans le processus de construction de légitimation politique qui agit, à notre avis, simultanément, en tant qu'agent travaillant au bénéfice du pouvoir institué et véhicule diffuseur d'un consensus.

Cependant, nous ne considérerons pas les médias comme le *locus* d'un " *processus symbolique au travers duquel la réalité est produite, maintenue et transformée* " ⁵⁷ , encore moins comme un " *simple conducteur neutre à travers lequel les informations arrivent aux spectateurs* " ⁵⁸ . Mais le discours qu'ils véhiculent sera appréhendé en tant que mise en scène et support de valeurs qui les antécèdent et qui orientent leur propre constitution. Nous considérons que ces valeurs sont orientées par les significations imaginaires instituées par le social-historique. Or, lorsque M^a das Graças Rua (1995) travaillant sur l'émission et réception de l'information qui circule autour de la politique attire notre attention sur le fait que les individus exposés aux médias possèdent des valeurs, des attitudes, des opinions et des préférences qui affectent la réception de l'information, nous prétendons souligner le fait que ceux qui la produisent possèdent aussi des valeurs, des attitudes, des opinions et des préférences qui orientent leur émission. Leur fonction instrumentale de manipulation d'intérêts et intervenante dans la vie sociale devient, pour nous, un présupposé évident pour la construction du politique dans la société brésilienne. Nous considérerons outre cet aspect, que les choix et/ou tendances appréhendés dans le discours de ceux qui le construisent dépassent l'intérêt purement économique mais sont, par-dessus tout, un produit de l'imaginaire social institué, car selon Castoriadis " *l'imaginaire individuel trouve sa correspondance dans un imaginaire social qui se trouve incarné dans les institutions.* " ⁵⁹

⁵⁶ Rubim A.A.C., *Comunicação, cultura e política*, São Paulo, Diadorim Editora, 1994 : 78-79.

⁵⁷ Newcomb et Hirsch (1994) in Porto M.P., *Comunicação e política*, Rio de Janeiro, Cebela, 1995 : 58.

⁵⁸ Capelato M.H.R., *Imprensa e história do Brasil*, São Paulo, Editora Contexto, 1988 : 21.

Partant de cette affirmation, nous croyons que les médias agissent en tant que véhicule qui affirme un consensus des significations imaginaires instituées qui deviennent par conséquent institutantes, car confirment et renforcent le symbolisme qui codifie et justifie l'ordre. Les textes sur lesquels nous travaillerons seront utilisés en tant que support et reproducteurs des discours sociaux dominants.

Malgré l'importance des moyens de communication audiovisuels dans la vie socio-politique du pays, la presse écrite agit également d'une manière décisive dans la scène médiatique. Un nombre impressionnant de publications ne doit cependant pas cacher l'uniformité du contenu de ces publications, surtout pour ce qui concernent les parutions nationales. A ce niveau, plus de 80 magazines sont distribués toutes les semaines sur tout le territoire national, mais appartenant toutes à seulement quatre maisons d'éditions différentes, qui appartiennent, à leur tour, à des grands groupes de communication ayant des intérêts économiques dans divers domaines. Cela représente un quasi-monopole de l'information dans la presse écrite distribuée dans le pays. Au Brésil, ces magazines n'affichent pas clairement leur positionnement politique ou leurs tendances idéologique et revendiquent impartialité dans leurs informations. Nous considérons que cette neutralité supposée agit d'une manière pernicieuse car elle dégarrit l'électeur d'un positionnement critique à la réceptivité des textes en question. Le magazine le plus lu dans tout le pays, Veja, s'attribue le rôle d'intermédiaire légitime entre le peuple et le pouvoir, indispensable même pour le système éducatif brésilien (ver illustration page 121). Cette idée peut être perçu par sa propre publicité : "*Même étant impartial et non lié à des partis politique, Veja a déjà plus changé l'histoire du pays que beaucoup de ceux qui se disent révolutionnaires*".

Ainsi, les articles que nous analyserons appartiennent principalement à ce magazine, et aussi à des journaux *cariocas*. Ces articles traitent directement ou indirectement des deux principaux candidats à la présidence. Comme ces deux candidats sont les mêmes en tête des élections de 1994, nous utiliserons également des articles publiés pendant cette année-là. Nous essaierons d'appréhender la manière dont la construction de l'image de chacun révèle les significations imaginaires instituées et institutantes des valeurs dominantes, orientant le comportement des électeurs, dirigeant par conséquent, leur vote.

En 1994, deux mois avant l'élection, le magazine Veja a publié un article intitulé "*L'enfance d'un vainqueur - comment a vécu jusqu'à l'adolescence le prochain président du Brésil*". Le reportage place tour à tour des morceaux de l'histoire de la vie de tous les candidats aux élections, entrecoupés de leurs photos avec la légende : "*Cet enfant sera un jour un président*".

Nous considérons avec Georges Balandier (1992) que le langage est le principal créateur de mondes sociaux. Dans ce sens, le langage du pouvoir contribue nécessairement à rendre manifeste les différenciations qui distinguent les univers qui composent une société donnée, en particulier, ceux qui séparent les gouvernants des gouvernés. Telle réflexion nous mène à croire que le magazine Veja, agissant en tant qu'organisateur du rite de passage implicite dans les élections présidentielles, se place au service du pouvoir institué, contribuant à l'approfondissement de la distance existant entre

⁵⁹ Castoriadis C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975 : 150.

l'univers des hommes (pré)-destinés au pouvoir (" *Cet enfant sera un jour un président* ") et l'univers des simples citoyens.

Le texte du journaliste Roberto Pompeu Toledo consacré au candidat Cardoso commence en le positionnant dans l'espace géographique de valorisation sociale qui consigne le groupe d'appartenance de ceux qui *ont*, le quartier de Botafogo, dans la zone noble de Rio, symbole de réussite. Le mot *varão* (mâle), invoque la virilité, matérialisant l'idée de noblesse renforcée par le positionnement du garçon dans la continuité d'une dynastie, les Cardosos. Le ton héroïque qui persistera tout au long du texte est utilisé pour la construction du milieu affectueux et protecteur, donc, équilibré et stable où le garçon est né. Ayant participé indirectement à d'événements historiques à travers les narratifs des membres de sa famille comme " *le combat des rebelles* ", le journaliste le place du côté de l'ordre. Le succès du lignage Cardoso est souligné par les constantes allusions à l'ascendance de l'officier de l'armée, Monsieur Leônidas, le père du candidat. Très tôt le garçon a participé aux discussions sur les révolutions. Il est présenté comme prédestiné " *à la chose politique* ", ayant grandi parmi des militaires et des ministres. L'héroïsme, la culture et la sophistication sont représentés par les fréquentes sorties à l'opéra de la famille et par la lecture de classiques français qui confirment la précocité intellectuelle de celui qui, déjà à l'adolescence, était un érudit. Nous identifions dans ce texte, matérialisés par des lieux, des attitudes, des gestes et des mots, des symboles qui constituent le savoir, l'héroïsme, la dignité et la noblesse, c'est à dire des éléments qui composent, selon les valeurs dominantes, l'*ethos* de l'univers des *personnes* qui se trouvent en haut de la pyramide sociale brésilienne.

En nette opposition, nous retrouvons dans la description de l'enfance du candidat Lula, un espace géographique de dévalorisation sociale qui consigne le groupe d'appartenance de ceux qui *n'ont pas*. En effet, son enfance se déroula dans une ville perdue dans le nordeste brésilien et le journaliste souligne la pauvreté de ce candidat par l'utilisation de qualificatifs dépréciatifs parmi lesquels le superlatif " *paupérrimo* " (trop pauvre) qui symbolise l'échec. Cette idée est renforcée tout au long du texte par le choix de mots chargés d'une forte connotation négative qui est perçue avec plus de visibilité lorsque l'auteur fait référence à la maison de Lula, appelée *barraco* (taudis), ainsi qu'à sa naissance, car contrairement au *varão* (mâle) Cardoso, Lula " *sort du ventre de sa mère* ". L'enfant Fernando appartient " *à une nouvelle génération des Cardoso* ", Lula, quant à lui, appartient " *à une nouvelle série d'enfants fabriqués par son père* ".

Par l'énumération des habitudes alimentaires et des difficultés de la vie quotidienne de la famille Silva, y compris par le comportement indigne du père du candidat, sont présentés les éléments qui composent l'*ethos* de l'univers des *individus*, dont le comble du mépris est matérialisé par l'arbre de mulungu, symbole du ridicule qu'il lui prétend inculquer. Ceci peut être confirmé par les deux derniers paragraphes, mis côte à côte :

" Fernando Henrique Cardoso, tellement entouré de militaires dans son enfance, fut destitué dans l'université et forcé à l'exil pendant le régime instauré par ceux-là en 1964. " " Luis Inácio da Silva est retourné en 1979, pour la première fois, au lieu où il est né et a subi une grande frustration lorsqu'il s'est aperçu que l'arbre de mulungu devant sa maison était beaucoup plus petit qu'il ne croyait. "

Dans la continuité de ce processus qui divise symboliquement l'univers en deux groupes :

ceux prédestinés à gouverner et les hommes ordinaires, un article de dix-huit pages a été publié dans le même magazine *Veja*, consacré à l'épouse de Cardoso, intitulé "*Ruth, la nouveauté entre en scène*", à moins de deux semaines avant les élections. Celui-ci est suivi d'un article de deux pages consacré à Marisa da Silva, épouse de Lula, ayant reçu le sous-titre de "*Marisa, la mamma du PT*" (PT = parti des travailleurs).

Nous nous apercevons dans ces articles que la scène où se situe la vie collective se trouve reproduite dans l'espace médiatique lorsque, à travers un texte qui vit et qui travaille sous l'effet des circonstances, se reproduit le jeu des apparences qui, comme nous montre Balandier (1992), agit dans le fonctionnement de n'importe quelle société.

Le rite, par le langage, sépare des catégories sociales à travers des symboles matérialisés par des gestes, des mots et des lieux, contribuant à la valorisation des positions sociales qui permettent à ses personnages principaux de s'exprimer sous leur meilleur jour, accentuant ainsi l'effet de sacralisation opéré par les médias et la diffusion de leur effigie. Retrouvant dans le candidat Cardoso le personnage qui incarne les symboles inhérents à la figure du souverain, lui et tout ce qui existe autour, y compris sa famille, sont présentés de manière positive, confirmant l'affirmation d'Abélès (1990), pour qui "*les manifestations du pouvoir s'accrochent mal de la simplicité*"⁶⁰.

Ainsi, nous observons que les mêmes éléments discursifs ont été utilisés pour reproduire, dans tous les articles analysés, des critères qui délimitent l'*ethos* de l'univers valorisé des *personnes* en opposition à ceux qui composent l'*ethos* dévalorisé des *individus*. Nous retrouvons dans la trajectoire de Ruth Cardoso le même héroïsme attribué à son mari Fernando. Elle est aussi présentée comme militante dans les "*mémorables luttes contre le régime militaire*". A travers l'énumération des livres lus, des événements artistiques auxquels Madame Cardoso a participé, ainsi que ses activités professionnelles, se matérialisent la culture et le savoir, ingrédients indispensables à ceux qui aspirent à être intégrés dans la sphère auréolée du pouvoir. Cependant, il est rajouté un important aspect parce qu'il s'agit d'une femme, à savoir le sens du devoir familial. Ensuite, la comparant avec la première-dame par excellence Hillary Clinton et en les plaçant côte à côte en photos, il est conféré à Ruth Cardoso, l'identification avec le politique qui lui manquait. La même symbolique de réussite et de droiture est ainsi plutôt nette, mise en valeur par l'ensemble des éléments présentés, c'est à dire à travers le succès professionnel d'une mère de famille issue d'une digne famille traditionnelle.

Or, débutant l'article concernant Marisa da Silva par sa souffrance et ses difficultés, l'identification avec le quotidien commun à la plupart des Brésiliens est immédiate. Elle est ainsi inscrite d'emblée dans l'univers des *individus*. Cette image est ensuite renforcée par des expressions comme "*situation dure*" et "*très dure*", et d'autres qui ponctueront l'article. L'emprisonnement de son mari Lula, contrairement à celui héroïque de Cardoso, est présenté comme un fait banal dans une vie marquée par des tragédies. Cet emprisonnement est vulgarisé par l'expression "*en taule*", alors que les motifs sont tout aussi politiques. En nette opposition avec l'intellectuelle Ruth Cardoso, Marisa est présentée comme la fille d'une mère excentrique. Ses fautes de portugais sont accentuées comme celles de son mari. Le journaliste énumère certaines habitudes de

⁶⁰ Abélès M., *Anthropologie de l'Etat*, Armand Colin, 1990.

Marisa comme s'éclaircir les cheveux, enlever ses chaussures en public, lire l'horoscope et fréquenter les couturières de quartier, désignant à travers ces attitudes, l'*ethos* des *individus communs*.

Le traitement distinct conféré à chacune d'elles peut être observé lorsque le sujet concerne un thème unique, comme, par exemple, défendre la famille. Ruth est présentée comme " *la gardienne de tout et de tous* ", Marisa comme celle qui " *met le feu et devient une louve pour protéger sa tribu* " ; de la même manière, Ruth Cardoso est " *pondérée* " alors que Marisa est " *têtue* ". Pour ce qui concerne l'appui donné par chaque épouse dans la campagne de leurs maris respectifs, Ruth Cardoso " *agit éventuellement* " et Marisa " *assume la corvée* ". Ci-dessous, nous avons reproduit deux paragraphes considérés comme significatifs car révélateurs de la différenciation de traitement. Ils montrent que pour Ruth Cardoso, ne pas habiter Brasilia est considéré comme une attitude innovatrice, alors que ce même fait est considéré pour Marisa da Silva, comme une attitude est gênante :

" Comment imaginez-vous la vie à Brasilia, en première-dame ? " Vraiment, je ne sais pas comment est l'espace officiel, mais je vais certainement le découvrir. Ces choses là arrivent avec la pratique " (...) Seulement plus tard Ruth Cardoso décidera si, en cas de victoire de son mari, elle habitera Brasilia. Détail : elle prétend garder l'appartement à São Paulo et voyager fréquemment, protégeant autant que possible sa vie professionnelle et personnelle. Considérant qu'il y a deux siècles l'Américaine Martha Washington n'a pas cru nécessaire de quitter sa propriété en Virginia pour comparaître à la cérémonie d'investiture de son mari, George, comme premier président des Etats-Unis, toutes les innovations sont possibles dans ce terrain. " " Têtue, Marisa a l'habitude de dire qu'en cas de victoire elle ne prétend pas " prendre le thé avec les dames de la LBA (Légion de la Bonne Volonté)" , encore moins déménager à Brasilia, ville qu'elle n'aime pas. Pour la femme d'un dirigeant de parti qui aime rester à la maison garder ses enfants, les plantes et les animaux, c'est une attitude sympathique. Pour la femme d'un chef d'Etat, elle crée une situation politiquement gênante. "

Par l'analyse des articles que nous venons d'effectuer, nous constatons que le magazine *Veja*, à travers des symboles matérialisés par des lieux, des gestes, des mots et des objets, consigne le statut social de chaque candidat et de ceux qui l'entourent dans les limites de son propre groupe d'appartenance. Or, lorsqu'il attribue des concepts abstraits tels que le prestige pour l'un et le mépris pour l'autre, il actualise le mythe fondateur de la vie politique brésilienne, nourrissant ainsi l'imaginaire qui compose le système conceptuel à partir duquel la société se pense. Dans ce temps fondateur qui a donné un sens organisateur à l'espace chaotique colonial, la marque enregistrée des gouvernants était l'éducation et la noblesse, ceux-ci étant placés symboliquement au-dessus des citoyens communs, composés en grande majorité d'analphabètes (Carvalho, 1996).

Ce rite, consacrant et légitimant l'ordre social engendré par le mythe fondateur de la nation, sépare l'univers des gouvernants de l'univers des gouvernés et introduit devant ses participants, acteurs ou spectateurs, la conduite d'évitement incarné dans l'idée de transgression par le dépassement de cette ligne de division. Les derniers paragraphes décrits nous ont incités à considérer que la simple possibilité pour un *individu* de s'introduire dans l'univers des personnes, même si elle est acceptée en apparence par la

société, c'est en réalité comme révoquer un tabou. La prétention d'un citoyen commun à intégrer l'univers sacré du pouvoir suprême est un sacrilège, une contradiction qui, selon DaMatta (1997), provoque un malaise.

Cette séparation se trouve prolongée dans la distinction entre le *peuple* et *les autres*. Le premier représentant l'univers massifié des *individus* qui comprend le travailleur, le pauvre et ceux qui *n'ont* pas de privilèges, qui n'ont pas d'études et qui n'ont pas de diplômes, et *les autres*, représentant l'univers des *personnes*, les docteurs et détenteurs des savoirs, cautionnés à s'introduire dans *l'espace de la politique*.

2. Le sacré moderne et les raisons inconscientes de l'ordre social et politique

Maintenant nous analyserons un moment fondamental pour la période de succession présidentielle. C'est là que se détermine la forme que la nouvelle situation sociale va adopter et constitue le deuxième découpage qui compose, ici, le rite de passage. Nous parlons du choix du vote de l'électeur proprement dit, où nous croyons trouver manifestés les sens organisateurs de la société brésilienne. Nous considérons que les 106.101.067 Brésiliens qui se trouvent normalement dans le rôle de spectateurs du rite se retrouvent, en ce moment, protagonistes, face à leurs propres décisions et convictions, personnelles et infranchissables. Ceci signifie que, ayant devant soi le choix entre plusieurs candidats, l'électeur a la responsabilité de décider à qui il donnera son vote, sous la contrainte que la loi électorale brésilienne impose.

Pour DaMatta (1978), dans ce découpage social du temps, *l'individu " massifié "* devient une *personne* par le pouvoir que le vote lui confère. Ce changement serait attribué par les promesses de considération faites par les autorités qui participent à ce processus. Nous ne sommes cependant pas d'accord avec cette affirmation. Nous pensons que *l'individu* et la *personne* se voient, tous les deux, comme des Brésiliens, pouvant mesurer leurs capacités individuelles de choix car, dans ce processus, ils possèdent tous la même force décisive. Cependant, même si le vote de l'individu et celui de la personne ont le même poids, la distinction entre le peuple et les autres n'est pas abolie dans la manière dont la société se pense et dont les autorités du pays le pensent. Considérons que cette distinction est renforcée par les propagandes électorales réalisées par les partis politiques. Dans la propagande électorale des partis, cette distinction se manifeste à travers la construction de l'image de leurs propres candidats. Là se distinguent leurs respectifs groupes d'appartenance sociaux selon le schéma représenté par les médias.

Ainsi, nous appréhendons dans les programmes électoraux des partis, des éléments qui renforcent et donnent continuité aux significations qui divisent et discriminent les membres de la société brésilienne. Les programmes font alors systématiquement référence au peuple des banlieues et aux habitants de la zone sud (dans la ville de Rio), renvoyant chacune des ces catégories au lieu de résidence consigné par le groupe d'appartenance social. Ceci exclut donc les habitants de la zone sud de Rio de la masse uniformisée des banlieusards.

Lorsque le *jingle* de la campagne de la coalition União do Povo Muda Brasil (qui soutient le candidat Lula) affirme que " *Lula c'est moi, Lula c'est nous* ", il place le candidat Lula à côté du peuple, idée confirmée par le narrateur du programme qui affirme que Lula " *reste un homme simple, un homme du peuple* " .

Dans ce même registre, mais se plaçant cependant du côté opposé la propagande électorale de l'alliance União, Trabalho e Progresso (qui soutient le candidat Cardoso), tient à distinguer, dans son *jingle*, le candidat Cardoso de la masse : il n'est pas " *un homme du peuple* " mais quelqu'un qui est préparé, qui possède la compétence nécessaire pour occuper la fonction de président. Ainsi, Cardoso **n'est pas** le peuple, il est **avec** le peuple.

Maintenant, dans la tentative de nous introduire dans les significations imaginaires qui, nous le croyons orientent le choix du vote de l'homme commun, nous déplaçons notre attention vers le comportement de l'électeur *carioca* à travers l'analyse de son discours.

Nous ne chercherons pas à construire un idéaltype de l'électeur brésilien comme l'a fait Flávio Silveira, mais à trouver derrière la diversité des critères de choix de vote (Silveira en distingue 23) les aspects invariables. En d'autres mots, nous chercherons les éléments qui sont présents dans tous les discours ou, du moins, dans le discours de la grande majorité des personnes interviewées. Nous croyons que la propre variété de raisons est constituante des éléments qui nous aident à percevoir de quelle manière les significations imaginaires orientent la manière dont les membres de la société brésilienne se pensent et pensent leur organisation sociale.

Dans la recherche effectuée, le vote des personnes interviewées allait en grande majorité au candidat Cardoso. Cet échantillon ne correspond cependant pas au résultat final de l'état de Rio, lieu de notre recherche. Là, le candidat Lula fut celui qui eut la plus large adhésion. Cette donnée soulève une discussion que nous croyons fondamentale pour l'étude du comportement électoral en Sciences Sociales et concerne la fragilité des résultats obtenus seulement à travers les données statistiques.

Par exemple, le 21 septembre 1998, le magazine Época publie un article intitulé " *Oui, les Brésiliens savent voter* ". Cette conclusion fut obtenue à partir d'un questionnaire qui demandait de répondre oui ou non à plusieurs questions. Le président de cet institut, Marcos Coimbra, est interviewé par le journaliste Bernardes, de Veja. Dans cette interview, nous apprenons que son institut va faire un bénéfice de 20 millions de dollars l'année en cours, par la prestation de services rendus à des entreprises, à des partis politiques ainsi qu'à certains médias. Sa principale carte de visites sont les travaux effectués pour le candidat Collor en 1989 et pour le candidat Cardoso en 1994 aux présidentielles.

Ces informations confirment un fait notoire, à savoir, que les sondages sont commandés par des entreprises, des partis politiques etc. Pour cette raison, pour que la tendance des questions formulées soit mesurée, ainsi que les conclusions obtenues, il est fondamental de connaître pour qui tel sondage fut réalisé.

Nous ne prétendons à aucun moment, à travers ces considérations, éliminer les données statistiques des analyses des études en Sciences Sociales, mais suggérer la prudence aux interprétations fondées seulement sur des données quantitatives. Pour

cette raison, nous avons effectué une analyse qualitative des réponses fournies par les personnes interviewées essayant de saisir, derrière les apparences, les significations qui orientent l'acte de voter. En outre, nous avons cherché dans des études précédentes, des données empiriques et des analyses de professionnels du même thème qui puissent corroborer nos considérations.

Pendant les interviews, deux constatations principales ont été effectuées. La première consiste à dire que les discours qui spécifient les critères de choix de vote, que ce soit pour l'un ou pour l'autre candidat, sont absents d'une prise de position idéologique quelconque. Ils ne sont pas non plus orientés par d'intimes convictions politiques et ce, indépendamment du niveau de scolarité ou de la classe sociale à laquelle les personnes interviewées appartiennent.

Ces réflexions nous ont conduit à réfléchir sur le fait que le candidat Lula ait obtenu la plus large adhésion dans la ville de Rio, ainsi que sa deuxième position au niveau national. Que représente le vote donné à ce candidat ?

Or, les personnes qui votent pour Lula ne le choisissent pas parce qu'il appartient à un parti de gauche ou parce qu'il prétend défendre les intérêts des travailleurs. Beaucoup d'électeurs ont dit voter pour lui " *parce qu'il a entendu dire qu'il était gentil pour les pauvres* ", " *parce qu'il paraît que si on vote pour Lula on est des prostituées et les hommes sont des pédés* ", entre autres raisons similaires. Certains, encore, confondent le parti et le candidat ou bien le candidat avec le scrutin.

Sans doute, son placement est significatif, mais peut-être pas pour la raison que l'on peut supposer. Pour ce qui concerne cette étude, nous avons relevé deux facteurs pour l'analyse que nous considérons plus significatifs. Le premier est le fait que le candidat Lula ne représente pas le choix de la grande majorité de la population brésilienne, même si elle est composée en grande majorité de travailleurs salariés. Le deuxième est le fait que le choix pour ce candidat ait été dicté par d'autres. Nous y reviendrons.

Quant au candidat Cardoso, il est identifié par les personnes interviewées comme étant le plus préparé et le plus qualifié intellectuellement parce qu'il est un sociologue de renommée. Etant " *supérieur* ", il est celui qui " *a le profil satisfaisant et désirable pour conduire une nation* ". En contraste avec ces allégations, il y a la raison pour laquelle ces mêmes personnes n'ont pas voté pour Lula. Celui-ci était identifié comme étant l'anti-modèle du personnage capable d'occuper la place suprême car il n'est pas préparé, il n'a pas fait d'études, il est analphabète, il ne sait pas bien parler, il n'a pas de connaissances, bref, c'est un " *mec commun* ", un stupide, " *il n'est pas possible de l'avoir comme président* " .

Nous ressentons un malaise engendré par un conflit entre " *vouloir voter pour lui* " et " *il ne correspond pas à l'image d'un président* ", ce qui nous semble confirmer les contradictions qui se trouvent représentées par le choc symbolique entre un simple citoyen et le faste attribué au pouvoir. Ces contradictions, selon DaMatta (1997), sont intolérables lorsqu'elles concernent l'ordre hiérarchique qui constitue l'espace ordonné de la *maison*, comme nous montre cette partie d'une interview :

" Pour un président, il faut que la personne ait une culture, qu'elle soit intellectualisée parce qu'elle va représenter notre pays dans le monde. Cardoso a

beaucoup de choses dans sont mandat qui ne me plaisent pas, mais on ne peut pas nier qu'il est un homme qui a des influences dans le marché étranger. Je critique beaucoup le gouvernement FHC, des milliers de critiques. En même temps, je pense qu'il a une bonne influence, qu'il représente bien le pays, il est docteur et peut ainsi discuter le problème du pays à l'étranger. Je pense qu'un président doit être une personne intellectualisée, plus éclairée. C'est le président, dis donc !! C'est le premier homme du pays. Lula a des qualités, mais... je ne sais pas expliquer... il ne me convainc pas, comment peux-tu imaginer un ouvrier à la présidence ? Il est très grossier. (Tânia Bernardi, 36 ans, formatrice en multinationale)

L'essai pour changer l'image du candidat Lula, effectuée par le marketing politique de son parti à la fin de la campagne, le présentant comme " *un homme préparé, capable, fort* ", ne s'est pas ajusté à l'image que ce candidat possédait déjà. En effet, son image ayant été construite en fonction de l'histoire de sa vie et de sa trajectoire professionnelle, elle était connue de tous et était d'emblée incompatible avec le pouvoir suprême. Il nous semble que se trouve confirmé le fait que les significations imaginaires instituées qui attribuent un ensemble de qualificatifs à la catégorie sociale représentée par Lula, dépasse le travail effectué par les professionnels du marketing politique de son parti. Il reste ainsi l'idée que le principal problème de Lula est, selon Jorge Martins, 34 ans, gendarme, " *qu'il est un mec normal, comme toi et moi* ". La manière de l'identifier devient alors plus contondante lorsque ce candidat est placé en face de son principal adversaire, Cardoso, associé lui à l'image d'un candidat préparé et compétent, apte à diriger le pays.

La distinction entre ceux qui doivent occuper la place suprême et la masse d'individus paraît être un des éléments déterminant pour le choix du vote, comme nous le montrent Goldman et Sant'anna :

" L'apparent court-circuit logique cache un processus d'identification et distinction très clair : identification avec un candidat que réalisait en supposition des valeurs perçues comme supérieurs et auxquels l'informateur lui-même croit ne pas y avoir accès ; distinction entre la masse d'égaux représentée dans la figure de l'autre candidat " ⁶¹ .

En se plaçant dans une posture d'infériorité quant à ceux qui se situent " *là-haut* ", les électeurs communs considèrent ceux " *du sommet* " comme détenteurs de vérités indiscutables. Cela se voit à travers des expressions telles que : " ***qui suis-je pour juger ? Ceux du haut sont ceux qui savent !*** " (Kátia de Almeida, vendeuse, 30 ans).

Dans la continuité de cette pensée, nous percevons une grande condescendance par rapport aux fautes commises par Cardoso en particulier (" ***il n'a pas eu le temps de faire ce qu'il voulait*** " , " ***il fait ça parce qu'il ne gouverne pas tout seul*** ") , comme si une justification était toujours trouvée pour ces actes erronés, ainsi que pour la classe dirigeante en général (" ***nous avons besoin des entrepreneurs pour nous donner du boulot*** " , " ***sans les riches le pays va s'effondrer*** " , " ***comment peux-tu gouverner sans le PFL*** " , " ***ce n'est pas facile d'être entrepreneur, maintenir toute une structure, il ne peut absolument pas être pénalisé parce qu'il crée des emplois*** ").

Nous constatons que les gouvernants mais aussi les représentants des segments de

⁶¹ Goldman M. et Sant'anna R. dos S., *Antropologia, voto e representações políticas*, RJ, Contra Capa, 1996 : 27.

la classe économique dominante sont présentés comme indispensables au bon fonctionnement de la société. Leur présence supérieure " *en haut* " transmet un sentiment de sécurité, alors que les fautes commises par Lula, même si elles sont sans aucun lien avec la vie publique sont soulignées (" *imagine-le à l'ONU disant bicyclette* " , " *il ne peut même pas compter jusqu'à dix car il n'a que neuf doigts* "), étant citées comme inacceptables et impardonnables. En outre, il est souvent associé au radicalisme. Cette idée se trouve dans le discours de la grande majorité des personnes interviewées, chargé d'un sentiment d'insécurité concernant une possible victoire de Lula (" *j'ai peur que ça devienne une pagaille* " , " *je ne serais pas sûre avec Lula, absolument pas* " , " *si Lula l'emporte, ça va barder* " , " *les extrémistes [comme Lula] me font peur* ").

Nous nous trouvons ainsi devant les significations qui sont matérialisées par le symbolisme utilisé par les moyens de communications analysés. Ces significations qui séparent et discriminent des univers sociaux, limitant l'accès à *l'espace de la politique*, surtout pour ce qui concerne la place suprême, uniquement aux détenteurs des qualificatifs socialement valorisés, excluant de cet espace ceux qui sont identifiés comme citoyens communs, jugés incompatibles avec le pouvoir suprême.

Nous proposons alors que ces significations sont celles qui attribuent au candidat Cardoso, par un ensemble d'aptitudes et compétences, " *les attributs nécessaires* " pour occuper la place suprême, alors que pour le candidat Lula, sa vie pleine de manques l'intègre aux limites du statut de l'homme commun et renforce son incompatibilité avec l'univers particulier, réservé exclusivement aux hommes politiques, inaccessible aux simples citoyens.

Or, l'existence d'un *espace de la politique* spécifique et isolé avait été perçu par des chercheurs dans des études effectuées antérieurement, comme celle de Nara Magalhães (1998) pour qui " *le monde des politiques apparaît comme une sphère distante du quotidien des électeurs* " ou encore par les affirmations de Velho (1988) qui le distingue comme " *quelque chose de distant et mystérieux auquel ils [Velho désigne les citoyens communs dans son livre comme des citoyens de deuxième ou troisième classe] n'ont pas d'accès, ne faisant donc pas partie de leurs vies* " .

Toutes ces considérations nous emmènent à proposer que la politique, outre le fait qu'elle se situe dans un espace social à part, distant et inaccessible à la grande majorité des individus, est aussi exercé par des personnes à part, confirmant l'idée d'un profil pré-modélé par un ensemble de qualités plus ou moins définies, en tout cas valorisées. Ce profil pré-modélé est établie pour celui qui doit occuper la place suprême. Cette affirmation rejoint les conclusions de Magalhães (1998) : " *Il m'a semblé que les gens ont une image formée de comment doit être un président et évaluent les candidats à travers ce filtre* " ⁶² .

Nous pouvons rajouter une autre observation, quasi-unanimé dans les instituts de recherche, dont les données empiriques que nous avons recueillies confirment. Ces élections ont présenté comme principale marque la démobilisation des électeurs, confirmant l'idée de Lattman-Weltman qui pense " *qu'il y a eu, dans le pays, une*

⁶² Magalhães N., *O povo sabe votar*, Petrópolis, Editora Vozes, 1998 : 96.

croissante dépolitisation de la population "⁶³.

Il nous semble qu'il y a eu un " *refroidissement* " des campagnes électorales par rapport à celle effectuée en 1994. D'une manière générale, l'intérêt des électeurs diminue progressivement depuis les manifestations des " *Diretas-Já* " .

Confirmant cette observation, un sondage réalisé par Datafolha en 1989 affirme que si le vote était facultatif, 46% de l'électorat ne voterait pas. Ce pourcentage est monté à 49% en 1994 et 54% en 1998. Dans les rues, les gens ne parlaient pas de politique à la veille du scrutin, malgré les immenses affiches étalées dans les rues. A la télévision, peu d'émissions avaient les élections comme thème, à part le programme électoral gratuit. A ce propos, l'institut de sondage IBOPE a confirmé que l'audience télévisuelle a chuté immédiatement après le début de leur transmission, atteignant des indices très bas. Il n'y a eu aucun débat entre les divers candidats aux élections.

Cet aspect représente une invariable dans les interviews que nous avons effectuées. Bruno Mota, 21 ans, forgeron, considère plus commode de vivre sous la dictature militaire : " ***Je trouverais plus chouette si le pays était commandé par les militaires. Ces histoires de politique, d'élection, de président, tout ça allait finir. Ne pas avoir d'élection. Que tout soit commandé par les militaires*** " .

D'une manière ou d'une autre, même si la plupart des personnes interviewées ne présentaient pas une opinion si explicite que la déclaration de Bruno Mota, nous avons perçu, chez elle, une grande gêne, d'abord lorsque nous donnions le sujet des interviews, considéré comme compliqué (" *Ce truc d'élection est très compliqué* " - Luci Carvalho, 32 ans, vendeuse). Ensuite, beaucoup parmi eux ont préféré " ***rester à l'écart en ce moment " car " le jour du vote m'angoisse beaucoup, le mieux est de ne pas se compromettre*** " (Zoelete Brito, 45 ans, infirmière).

Des données statistiques confirment ce désir d'omission ou de non-vote. Dans les élections présidentielles de 1989, les premières après 25 ans de jeûne, 17,60% de la population n'a pas voté ou alors les votes ont été annulés. Ce pourcentage a doublé en 1994, passant à 33,15% du nombre des électeurs qui n'ont pas manifesté leur volonté. En 1998, ce chiffre était de 40,19%.

Nous observons ainsi non seulement à travers l'analyse des interviews, mais aussi grâce à l'appui des données statistiques et du résultat d'études antérieures, qu'il y a un désintérêt croissant pour la politique d'une grande partie de la population brésilienne. Le choix politique représente pour eux un poids, une responsabilité dont on souhaite se débarrasser, cherchant dans d'autres indéfinis (" on l'a dit ") ou définies ("le pasteur, la mère, Dieu") le partage de cet acte vécu comme un devoir plutôt que comme un droit.

Nous croyons, dans ce sens, que nous nous retrouvons devant deux importants traits marquants de la société brésilienne révélés dans ce temps discontinu des élections : le premier trait est le grand malaise engendré par le fait que l'on doit choisir un candidat parmi les douze qui se sont présentés à la course. Ce choix n'impliquant cependant pas la prise de conscience du pouvoir décisif et déterminant que les votes possèdent, corroborant ainsi Moisés, pour qui les électeurs " *ne reconnaissent pas dans les*

⁶³ In *Jornal do Brasil*, le 4 octobre 1998.

*mécanismes de fonctionnement d'une démocratie un moyen utile de réalisation de changements capables d'affecter leurs vies, restant indifférents aux directions prises par la compétition qui atteint la chance de la société "*⁶⁴.

Plusieurs personnes interviewées se sont positionnées complètement à part du processus électif, comme Kátia de Almeida, vendeuse de 30 ans : **" je vote toujours en blanc, ainsi mon vote va où ils veulent bien le placer, c'est leur opinion, ce n'est plus la mienne "**. Ou encore le maçon Paulo Costa, 40 ans : **" peut-être si Lula gagne, je pourrais voter pour lui "**.

Le deuxième trait marquant confirme l'existence d'un profil pré-défini qui détermine **" comment doit être un président "**. C'est une image construite par des attributs et qualificatifs socialement valorisés, dont les éléments constitutifs sont absents d'une conviction politique quelconque mais ne sont pas non plus nourris par des tendances idéologiques.

Nous considérons que ces deux caractéristiques sont complémentaires car supposent que ce sont les lois des autres qui orientent le choix du vote, que ce soit pour un candidat ou pour un autre : d'autres définis tels que Dieu, la mère, l'équipe de foot, les militaires etc. ; et d'autres indéfinis qui se trouvent dans les institutions sociales, orientées par les significations imaginaires qui définissent pour le sujet la réalité.

Nous proposons que ces caractéristiques principales nous aident à démontrer que c'est le discours des autres, un discours étranger, extérieur au discours du sujet lui-même, qui le domine. Cela montrerait que ce sont les significations imaginaires qui orientent le *faire social* d'une partie des individus qui composent la totalité sociale, confirmant donc leur non-autonomie.

Or, n'étant pas autonomes, ces individus cherchent dans le discours des autres la détermination de leurs choix car nous croyons, avec Kant, qui aborde le concept d'autonomie comme équivalant à celui de liberté, qu'il est beaucoup plus simple de dépendre des autres plutôt que de penser, juger et décider par soi-même. Pour ces individus, la liberté de choix, de décision et de jugement est vécu moins comme un privilège que comme un poids. Pour cette raison, ils ont recours aux mythes qui leur fournissent des réponses **" toutes prêtes "**, les débarrassant de toutes et leurs responsabilités personnelles individuelles.

" Je considère la liberté, dans le sens cosmologique, la faculté de commencer par soi-même un état dont la causalité ne se trouve pas subordonnée, à son tour, obéissant à la loi de la nature, à une autre cause qui la détermine (...) Dans un sens pratique, la liberté est l'indépendance de la volonté propre par rapport à la coercition des inclinations de la sensibilité "⁶⁵.

Ainsi, nous pensons que les principes de sensibilité, d'intuition et de goût qui, selon Silveira (1998), définissent un candidat comme étant l'authentique détenteur des caractéristiques symboliques valorisées, obéissent aux orientations dictées par les

⁶⁴ Moisés J.A., *Dilemas da consolidação da democracia*, São Paulo, Paz e terra, 1989 : 131.

⁶⁵ Kant E., *Critique de la raison pure*, Paris, Puf, 1963 in Comte-Sponville A., *Pensées sur la liberté*, Paris, Albin Michel, 1998.

significations imaginaires instituées lors de la naissance de la nation. Pendant ce rite politique de succession présidentielle, exerçant leur rôle de légitimateur du pouvoir, ses détenteurs célèbrent par des symboles, un ensemble d'attributs transformés en aspects positifs. Ils établissent avec ceux-ci une hiérarchie de valeurs qui évoquent, en opposition, la dévalorisation d'autres et orientent l'action et, par conséquent le choix des électeurs.

Dans cette mise en scène rituelle qui constitue la campagne électorale se trouvent actualisées les qualités qui constituent la figure du souverain au moment de l'instauration de l'ordre social, engendré par le mythe fondateur de la vie politique brésilienne. Ces qualités sont représentées magnifiées à travers l'image de Cardoso qui emmène la plus large adhésion. Ce candidat surgit comme l'évidence même de tous les attributs considérés comme des critères prédéterminés pour celui qui doit occuper la place suprême, car il renvoie à la figure du souverain par excellence, figure engendrée par le mythe d'origine de la nation brésilienne.

L'actualisation du mythe fondateur suggère à chacun des participants du rite que la sécurité parfaite consiste à rester "*chacun à sa place*", respectant les codes qui établissent la relation hiérarchique de la société en haut de laquelle le pouvoir se trouve glorifié. Pour cette raison, Lula apparaît comme le représentant du désordre et du radicalisme. Lorsque Lula se présente comme candidat au pouvoir suprême, il suggère une inversion de la pyramide sociale dont la verticalité et la hiérarchie sont vécues et acceptées comme "*naturelles*".

Nous nous trouvons ainsi dans ce que Claude Rivière (1988) considère comme constitutif du caractère sacré de la modernité, non pour une éventuelle ferveur qui caractériserait une forme de religiosité concernant le politique, car celle-ci, comme nous l'avons vu, ne se vérifie pas, mais surtout parce que le politique surgit comme "***si nous faisons référence à un domaine qui ne peut être exercé que par quelques-uns et non par l'ensemble de la société***"⁶⁶.

En d'autres mots, le sacré moderne serait la mise en place du pouvoir politique dans un espace réservé et préservé par la fascination exercée par ce que l'individu juge supérieur à lui et, par conséquent, par la peur de coercition en cas de tentative de transgression. De cette manière, une légitimité indubitable lui est attribuée, transportant à l'inconscient les raisons qui justifient l'ordre social.

Nous considérons que la progressive démobilisation politique de la grande majorité des Brésiliens est proportionnelle à la croyance en la consolidation de la démocratie dans le pays, qui marche, à son tour, avec l'affirmation du candidat-président Cardoso dans la scène politique nationale. Transformé en symbole de la nation par excellence, il réunit à travers son image modelée par ses qualificatifs et attributs célébrés, les angoisses généralement engendrées pendant la période de succession, car il est en accord avec les significations valides dominantes.

Cardoso s'attribue le rôle de véhicule qui mènera à la modernité et de représentant légitime d'un régime démocratique en cours, participant à la construction d'une société officielle. Ceci signifie cependant dans la pratique qui se manifeste dans le comportement

⁶⁶ Rivière C., *Les liturgies politiques*, Paris, Puf, 1988.

des principaux acteurs sociaux qui le sanctionnent qu'il représenta au contraire la continuité des valeurs coloniales fondatrices. Or, c'est à travers la reproduction de son accès au pouvoir que les valeurs instituées se perpétuent.

Pour cette raison, il nous semble que ces mêmes significations, celles qui discriminent et séparent les gouvernants des gouvernés, se retrouvent intériorisées, rappelant à ces derniers leur condition de dominés, acteurs passifs, simples spectateurs de leur histoire.

Nous aimerions alors proposer que la source de la légitimation politique se trouve dans l'imaginaire social institué et, comme nous l'avons vu, encore instituante, attribuant le sens qui nourrit les raisons indubitables d'un ordre social hiérarchique et inégal qui se maintient immuable, malgré l'apparente et supposée modernité démocratique en cours.

3. La croyance en l'avenir révélant le décalage entre la société officielle et la réalité sociale

Le prochain moment que nous allons analyser dans ce temps discontinu de la politique est celui du discours du candidat qui a eu la plus large adhésion réunissant, à travers lui, tous les membres de la société brésilienne sous un groupe d'appartenance unique : la nation brésilienne. Le candidat élu est celui qui assume, par le choix du vote de la plupart des électeurs, le rôle de celui qui les mènerait à une nouvelle situation sociale.

L'analyse du discours du candidat vainqueur s'impose dans cette étude car c'est à travers lui, en complémentarité avec les aspects commentés ci-dessus, que nous pourrions distinguer sur quel processus idéologique, pour utiliser les mots de Ricoeur, les membres de la société brésilienne assoient leurs propres motivations par rapport au pouvoir. En d'autres mots, nous tenterons de saisir quels éléments ont été utilisés par le candidat Cardoso pour la construction de la légitimation. Nous verrons qu'elles sont les éléments qui " *s'ajustent* " aux croyances qui circulent dans la société, créant la liaison qui soutient le système d'autorité établi, renouvelé à travers le vote.

Le candidat Cardoso a emmené l'adhésion de 50.29% des électeurs votants, ce qui lui a assuré sa victoire dès le premier tour. Pour cette raison, à travers l'analyse du discours utilisé par ce candidat, nous essaierons de montrer que la construction du message transmis a fourni des éléments qui lui ont donné la légitimité politique, permettant *l'ajuste* entre l'action de ceux qui prétendaient à la légitimation et l'action de ceux qui la lui ont conférée, par l'attribution de l'image de " *comment doit être un président* ". Ces significations qui lui fournissent cette image ayant surgi simultanément avec le fait historique fondateur, elles représentent la source de ce qui s'offre comme sens indubitable dans l'ordre social et politique (le quand, l'où et le comment, selon Castoriadis).

Les élections réalisées au Brésil en 1998 présentent une grande particularité, un fait inédit dans ce pays, obtenu par la modification de la Constitution de 1988 qui rend possible la représentation d'un Président de la République comme candidat à sa propre place.

Ainsi, le vainqueur de ce scrutin ayant été celui qui se trouvait déjà à la présidence renouvelant dans ce *temps de la politique* son accès au pouvoir, son discours nous permettra d'entrer dans le processus de construction de légitimation utilisé par ce candidat, qui nous intéresse particulièrement par l'aspect que nous considérons paradoxal, à savoir : la manière dont sera véhiculée la promesse d'une nouvelle situation sociale, présente dans les programmes électoraux des divers candidats, par celui qui incarne en même temps la continuité des institutions établies.

Nous avons proposé, au début de cette étude, que l'indépendance du Brésil constitue l'événement historique devenu la narration mythique d'un temps original, car il fut celui qui a fourni un sens à l'espace profane colonial, créant un centre à partir duquel la vie politique brésilienne s'est construite. De la même manière, le personnage historique Pedro I, auteur du *Cri de l'Ipiranga*, est devenu le héros primordial qui a instauré l'ordre social et politique au Brésil, introduisant des qualificatifs et critères spécifiques depuis lors considérés inhérents à la figure du souverain, créant un modèle auquel celle-ci devrait se référer. Ce mythe paradigmatique qui transforme le monde chaotique en notre monde cosmisé révèle, à travers les sens qui lui ont été attribués, des significations plus larges qui non seulement définissent les critères autour de l'image du souverain, mais orientent aussi les idées politiques déterminant leurs valeurs et les formes adoptées.

Parmi les diverses significations qui constituent *l'espace de la politique*, l'une nous paraît omniprésente dans notre histoire. Elle se transforme et s'actualise, mais son fondement se maintient en tant qu'agent dynamisateur d'un système d'autorité déterminé, car il joue un rôle qui comme nous aimerions le démontrer, permet aux hommes politiques d'établir une domination durable. En effet, nous nous sommes aperçus qu'il existe, tout au long de notre histoire politique, la quête d'un destin glorieux, engendrant l'idée sus-jacente d'un futur idéalisé propagée par l'écrivain autrichien Stefan Zweig dans les années 1940 à travers son livre "*Brésil, pays du futur*".⁶⁷ Nous pensons cependant que ce projet est présent depuis la naissance de la nation.

Pendant notre recherche, plusieurs éléments nous ont permis de percevoir que depuis la période initiale de la colonisation, ce territoire acquérait des contours dans la pensée de ses premiers observateurs qui vont au-delà de ceux communément attribués aux colonies par les rapports imposés dans le mercantilisme colonial ; rapports qui réduisaient la colonie à une "*factorerie destinée à enrichir la métropole*". Cette colonie là représentait pour l'un de ses premiers théoriciens, le Père Antônio Vieira, plus qu'un rôle de fournisseur de matières-premières. Ayant beaucoup écrit sur ce territoire nouvellement conquis, ces terres représentent, à ses yeux, l'objet qui confirmerait la grandeur du Portugal et qui constituerait, avec la métropole l'Empire Portugais, imputant en même temps aux portugais-conquistadores le rôle d'instrument utilisé par Dieu pour une nouvelle création du monde où le christianisme régnerait victorieux :

" C'est pour cette raison que Dieu a choisi notre nation parmi toutes les autres, pure dans la foi et aimée par notre pitié : ces gens étranges sont ceux vers où nous avait promis de nous emmener sa Sainteté : cet empire est le vôtre, qu'à travers nous a voulu amplifier et en nous établir ; c'est cette foi, et sera toujours

⁶⁷ Zweig S., *Brasil, país do futuro*, Rio de Janeiro, Editora Guanabara, 1941.

la plus grande et la plus noble gloire de la valeur, du soin, de la religion et de la chrétienté portugaise " ⁶⁸ .

D'autres recherches confirment la permanence de l'idée d'un projet futur, d'un destin idéalisé qui construirait lentement une forme d'idéalisme politique, initié dans la période coloniale. La première recherche dont nous parlerons est la thèse de doctorat réalisée par Oliveira (1992), qui croit que cette idée a engendré un mythe, le mythe de la nation qui est, selon lui, l'un des éléments constitutifs de l'histoire du Brésil. Pour Oliveira, ce mythe se manifeste dans l'histoire de longue durée par un constant recommencement et une éternelle construction du pays, réactualisant ainsi les mythes chrétiens fondateurs du Nouveau Monde institué par les Portugais depuis la colonisation. Ceux-ci désiraient, comme le Père Vieira, construire un Nouveau Portugal. Ce mythe se serait re-affirmé après la naissance de la nation car celle-ci, ne possédant aucun passé ou traditions auxquelles se référer, aurait été créée à travers son projet de construction, au contraire, des objectifs à atteindre. En d'autres termes, la construction de la nation représente un désir de construire un futur plus grandiose plutôt que de préserver un passé duquel nous ne sommes pas fiers et qui est considéré comme une succession d'échecs.

Illustrant cette idée, nous retranscrivons un vers de la musique Fado Tropical de Chico Buarque de Holanda et Ruy Guerra :

" Oh ! Muse de mon fado, Oh ! Ma mère gentille, je te laisse consternée dans ce premier avril. Mais ne sois pas si ingrate, n'oublie pas celui qui t'a aimé et que dans ta dense forêt s'est perdu et s'est retrouvé. Ah! cette terre va un jour accomplir son idéal, elle deviendra un immense Portugal "

La deuxième étude traitée ici concernant ce thème fut celle développée par Florestan Fernandes (1981). Il analyse la période de transition entre la " *gestation* " et la " naissance " du Brésil. Il nous montre que les élites natives voyaient mise en œuvre des appareils de l'Etat dans cette phase de transition comme un moyen d'internalisation du centre de décision politique jusqu'alors réalisé par la métropole. Pour ce faire, ils ont absorbé le libéralisme non seulement comme une idéologie qui fournirait des éléments justificatifs pour l'émancipation de la tutelle coloniale mais aussi en tant qu'une utopie qui fournirait les idéaux " *qui projetaient l'Etat et la société nationale comme un destin à conquérir dans le futur* " ⁶⁹ .

Cependant, alors que Florestan Fernandes nous parle des difficultés interprétatives qui découlent de la prétention à distinguer ce qui est idéologique de ce qui est utopique dans ce processus historique, nous proposons que cette séparation n'est pas nécessaire pour la compréhension de l'aspect que nous prétendons démontrer ici, suggérant qu'aussi bien l'idéologie dominante que les valeurs utopiques présentes dans les idéaux politiques de ces groupes sont le produit des significations imaginaires instituées et instituant dans ce moment-là car elles servent d'appui et de justificatifs à ceux qui cherchent à confirmer leur accès au pouvoir.

Ce qui nous intéresse surtout ici est de démontrer que le processus historique qui a

⁶⁸ Vieira Pe A., Sermões, Editora Lello & Irmão, édition 1959 : 5.

⁶⁹ Fernandes F., A revolução burguesa no Brasil, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 35.

engendré la nation brésilienne a converti l'utopie déjà présente dans les projets coloniaux en condition de formation et de consolidation de la société nationale, en fournissant en outre des justificatifs aux groupes dirigeants natifs au moment de l'émancipation politique, comme un idéal à atteindre.

" Cette utopie émergeait comme impératif de certaines conditions économiques du présent, avec des implications juridiques, politiques et sociales infranchissables. Mais elle présupposait une considération attentive du futur, voire un futur lointain, car seulement dans l'avenir ces conditions là pouvaient advenir comme configuration de la destinée historique prévue à la lumière de l'expansion extérieure du capitalisme (...) Les cercles humains qui ont su observer, dans les limites de leurs intérêts immédiats, les innovations imposées par le présent, se sont aussi montrés sensibles à leurs conséquences, comme " quelque chose qui adviendra " . De cette perspective, le cadre institutionnel et politique dans lequel la Monarchie constitutionnelle émerge et se développe la démocratisation du pouvoir au niveau de la société civile, n'avait rien d'artificiel. Il n'a pas été construit en fonction du présent mais du futur que ce présent semblait exiger " ⁷⁰ .

Partant de ces considérations, nous suggérons que l'idée d'un " *Brésil promis* " engendrée pendant la période coloniale se confirme au moment de la naissance de la nation, car même niant le présent en tant que continuation du passé colonial, elle devrait néanmoins, " *mettre l'accent sur les aspects de la situation historique qui liaient le présent au futur, tournée vers l'avant et vers le développement ultérieur de la société brésilienne* " ⁷¹ . Nous considérons donc que ce sens hérité de la situation coloniale constituerait les jalons des valeurs politiques fondatrices de la nation, sur lesquelles les membres de la société civile assoieraient leurs propres motivations par rapport au pouvoir.

Or, dans ce même élan, nous nous demandons si ne serait pas celui-ci l'un des facteurs qui rendrait la doctrine positiviste d'Auguste Comte si proche des propos des groupes dominants au pouvoir à la fin du XIX siècle. Celle-ci serait l'idée qui allait non seulement justifier les stratégies pour la prise du pouvoir, mais aussi, et par-dessus tout, correspondrait aux significations imaginaires dominantes au point de déterminer les principes républicains adoptés dans ce pays, remodelant avec eux la République Brésilienne elle-même.

Jacques Julliard (1997) corrobore cette pensée lorsqu'il fait référence à l'émergence de ce qu'il appelle la philosophie du progrès dont les origines se trouvent dans la pensée judéo-chrétienne, qui introduirait la notion capitale, selon lui, d'un temps orienté, partant d'un point pour arriver à un autre, en contradiction avec la conception circulaire du temps dominant dans l'Antiquité. Ainsi, la vision chrétienne fondée dans l'Ancien Testament qui a sa continuité dans le Nouveau Testament, proposant un avant et un après Christ, instaure une évolution irréversible, une nouvelle manière de concevoir l'histoire de l'homme elle-même.

Selon Julliard, le fait que cette histoire sainte ait cohabité avec l'histoire de la pensée

⁷⁰ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 49.

⁷¹ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 51.

occidentale rend absurde l'attitude de ceux qui sous prétexte de la laïcité ont prétendu les séparer, éliminant ses racines religieuses. Il considère que ce fut seulement au XII^e siècle que l'idée de progrès a commencé à s'émanciper de l'espace théologique lorsque Joachim de Flore a proposé la tripartition de l'histoire humaine, fondée sur la trinité divine, annonçant qu'après le Père, qui correspond à l'histoire racontée dans l'Ancien Testament, a succédé l'histoire du Fils, le Nouveau Testament, et que le troisième temps qui la compose serait celui du Saint Esprit marquant alors l'avènement d'un évangile éternel.

A partir de cette nouvelle manière de voir et de concevoir l'histoire humaine, l'idée d'exaltation d'un nouvel âge à venir se construit, où la justice régnerait, y compris la justice sociale, dont les fondements donneraient plus tard deux formes distinctes de savoir, qui sont le millénarisme mystique et la subversion sociale égalitaire. Ici débute, selon Julliard, la sécularisation d'un message à l'origine religieuse. Cet auteur montre que ce fut plus tard, avec Condorcet, que la notion de progrès acquerrait un statut philosophique majeur, autonome et libre de tout aspect religieux. Pour Julliard, la pensée chrétienne engendre indépendamment de sa volonté, une philosophie laïque, qui se répandrait largement quelques siècles plus tard : la philosophie du progrès. Avec elle, le progrès assume un rôle déterminant dont la manifestation trouverait une grande résonance dans le XIX^e siècle, devenant " *non seulement une vérité scientifique, mais aussi une idéologie de la science, et, donc, une nouvelle religion civique* " ⁷² , véhicule d'un nouvel âge et incarnation d'un futur radieux.

Ce fut à partir de ce contexte socio-historique qu'Auguste Comte a construit sa philosophie positiviste, qui définit une méthode et une doctrine opposées au rationalisme abstrait des adeptes du libéralisme lié au droit naturel hérité du siècle des lumières. Il défend par ses dogmes, le scientisme social. Comte était convaincu des bénéfices apportés par le progrès continu.

João Ribeiro Jr. (1982) affirme que cette méthode propose un examen fondé seulement sur la certitude rigoureuse des faits observables et expérimentaux en tant que fondement des constructions théoriques. Cette doctrine se présente comme la révélation de la science, constituant la signification générale de la mécanique et de la dynamique de l'univers. De cette manière, son auteur " *préconise l'emploi de nouvelles méthodes dans l'examen scientifique des problèmes sociaux, remplaçant les interprétations métaphysiques et établissant l'autorité et l'ordre public contre les abus de l'individualisme de l'Ecole Libérale* " ⁷³ .

Ainsi, pour Comte, l'ordre et le progrès seraient les deux principales sources de tout système politique, affirmant aussi qu'elles sont les deux principales fonctions du pouvoir. L'ordre est conçu par lui comme un consensus fondé sur la solidarité des membres d'une société donnée. L'homme dans son individualité n'existe qu'en tant que partie intégrante d'un groupe et, pour cette raison, les volontés individuelles liées au droit naturel (qu'il considère surnaturelles) sont incompatibles. Le progrès serait, selon lui, la dynamique sociale qui part de l'ensemble vers les particularités, c'est à dire la spécialisation de la

⁷² Julliard J., La faute aux élites, Paris, Gallimard, 1997 : 156.

⁷³ Ribeiro Jr. J., O que é positivismo ? , São Paulo, Brasiliense, 1982 : 15.

connaissance de chacun étant est mise au service d'un perfectionnement qui cherchait l'évolution fondée sur l'étude scientifique. Pour Comte, le seul droit de l'homme est celui d'accomplir son devoir, qui résulterait dans une réelle harmonie entre tous les membres de la société, ceux-ci devant agir solidairement pour le progrès de l'humanité.

Cependant, pour Lapierre (1969), ces deux fonctions sont antinomiques, car il lui paraît difficile de maintenir, ensemble, l'aspect dynamique et l'aspect statique d'une même réalité sociale. Il pense que cette antinomie présente, dans la pratique sociale, des questions qui rendront impossible sa mise en place théorique. Il la considère comme un vrai dilemme, même si un jour cette doctrine aurait été mise en pratique et exercée avec le seul objectif d'accomplir cette fonction. Pour lui, si le progrès consiste dans l'acquisition de la connaissance sociologique qui découvre des lois naturelles de l'ordre social construisant les lois de ce même ordre, on voit alors la manifestation d'une tendance à soumettre le progrès à l'ordre ou bien à fonder le progrès sur l'ordre, inévitable problème que Comte prétend résoudre par la soumission du progrès à l'ordre, sous un consensus qui ne laisserait la place à aucune des volontés individuelles du libéralisme politique.

Or, pour Lapierre, tout ne semble pas si simple. Il considère que le problème pratique qui doit être réglé est celui des passions individuelles et collectives. Selon lui, le progrès exige toujours la satisfaction de revendications à travers lesquelles se manifeste la non-adaptation croissante des institutions juridiques, idéologiques et, parfois même, religieuses qui régulent les rapports sociaux, facteurs d'innovation sociale. Considérant que l'ordre établi comporte toujours des privilèges qui ont été légitimés lors de son instauration, au moment même de sa fondation, par des services rendus ou bien par le besoin de satisfaire des revendications considérées justes par ses membres, celles-ci deviennent obsolètes dans la mesure où les relations sociales, actives et spontanées, évoluent.

A partir de ces considérations, il nous semble que le Brésil apparaît comme un champ approprié à l'observation du dilemme présenté par Lapierre, car l'apogée de la philosophie du progrès. Dans cette philosophie lui sont attribuées des valeurs propres et même, comme l'affirme Julliard, un rôle politique. Son apogée coïncide avec un événement historique dans ce pays, s'affirmant au moment où les idées républicaines commencent à prendre forme et où les républicains brésiliens cherchaient des justificatifs importants qui puissent servir de fondement, théoriquement, à la substitution du gouvernement impérial par un autre qui réponde mieux à leurs intérêts particuliers.

Ainsi, assumant mieux que n'importe quel autre pays sa vocation " *d'exportateur de matières-premières et d'importateur d'idées et d'institutions* " ⁷⁴, comme l'affirma Carvalho (1991), le Brésil épousera le positivisme de telle manière que cette doctrine servira de référence constante à la vie politique brésilienne après la proclamation de la République en 1889. Doctrine dont les fondements sont en permanence rappelés à travers son drapeau national, symbole de la nation par excellence, où se trouve imprimé la devise positiviste " *Ordre et Progrès* ".

Cependant, alors qu'en Europe, berceau du positivisme, cette doctrine justifie les

⁷⁴ Carvalho J.M.de, *A formação das almas*, São Paulo, Companhia das Letras, 1990 : 18.

nouvelles attitudes de la bourgeoisie en sa foi dans le progrès linéaire de l'humanité, fondée sur leurs propres tendances transformatrices des structures en vigueur après la Révolution, au Brésil, elle serait utilisée en réponse à la préoccupation centrale du moment historique. Celle-ci consistait dans la préservation de l'ordre public menacé depuis l'abolition officielle de l'esclavage, en 1888. De cette manière, au Brésil, les aspects idéalistes solidaires ou rationalistes de la doctrine positiviste sont atténués par rapport à la manière dont elle était pratiquée en Europe à cette époque là, étant adopté et adapté surtout l'idée centrale du positivisme qui considère que le progrès doit être soumis à l'ordre, celui-ci étant représenté par un fort pouvoir central qui s'obtiendrait avec l'instauration d'une dictature républicaine. C'est là, pour nous que doit être placé le dilemme présenté par Lapierre concernant les passions individuelles et collectives, introduisant la question de la construction de la légitimité du pouvoir.

Or, selon Carvalho (1990), le phénomène qui consiste à chercher des modèles extérieurs est universel, mais il peut être très utile pour comprendre une société particulière car "*quelles idées adopter, comment les adopter, quelles adaptations en faire, tout ceci peut être révélateur des forces politiques et des valeurs qui prédominent dans la société importatrice*"⁷⁵.

Pour cette raison, nous tenterons de montrer ici, les formes particulières à travers lesquelles de telles doctrines ont été adoptées dans ce pays. Nous croyons que c'est à travers la manière dont la construction de la légitimité fut effectuée dans ce pays que les passions individuelles et collectives sont contrôlées. Cet aspect serait révélateur de la vision politique que possédaient les républicains brésiliens qui, selon Carvalho, ne cherchaient qu'une position de plus grand prestige et de pouvoir, confirmant par-là leur caractère autoritaire. Mais il révélerait peut-être des valeurs fondamentales qui constituent le sens dominant qui se trouve renouvelé. Il exprime que le héros primordial est le fondateur de la nation, mais aussi l'agent qui emmènera au Brésil promis, étant celui qui symbolise la marche en avant du pays, vers son destin glorieux. Ainsi, malgré le paradoxe apparent, nous croyons qu'au Brésil la dynamique manifestée dans sa vie politique représente, de façon concomitante la permanence et le renouvellement des valeurs fondatrices.

Or, après la déclaration d'indépendance et l'instauration d'un sens qui portait en lui les idéaux qui projetaient un destin à conquérir dans le futur, ce n'est pas la République qui va représenter, en soi, les valeurs re-fondatrices de la nation brésilienne. Mais nous considérons que si elle fut instaurée d'une manière si définitive c'est parce qu'elle a su actualiser et renforcer les aspects utopiques dont nous avons traité ci-dessus et pensons avec Carvalho que les formes adoptées par la République ont transformé ce régime en véhicule qui mènerait la société à un nouvel âge d'or par la mythification de la notion de progrès. Nous croyons que cet aspect est constituant du sens dominant engendré à la naissance de la nation.

Pour cette raison, il nous semble que malgré tous les efforts inutiles de construction de symboles propres à la République, car la nation était déjà associée aux symboles liés à l'indépendance, ce régime s'y est établi et s'y maintient encore car il n'a pas altéré les

⁷⁵ Carvalho J.M.de, *A formação das almas*, Companhia das Letras, 1990 : 22.

institutions imaginaires sociales. Il transporte avec lui les significations dominantes qui contribuent à la confirmation du caractère transcendant attribué aux détenteurs du pouvoir, justifiant l'ordre social établi, car ceux-là incarnent, comme le héros primordial Pedro I, le rôle d'agent qui emmènerait le Brésil à un futur grandiose.

Partant de ces considérations, nous proposons avec Claude Rivière (1988), que les rites politiques sont un mode extérieur de renfort d'un régime qui évoque le *forcing* des consciences, car ils supposent qu'en chaque société existe une dimension religieuse à travers laquelle elle interprète sa propre expérience historique, attribuant un objectif transcendant au processus politique, et s'exprime par la transmission de croyances comme par exemple des nations qui se voient comme étant choisies par Dieu ou la championne des droits de l'homme, entre autres. En se définissant aussi bien par leur finalité que par leur morphologie, les rites cherchent à réitérer et renforcer des liens exprimant des conflits pour, en même temps, présenter leurs organisateurs comme les seuls à avoir la capacité de les surpasser, renouvelant et revivant des croyances originelles.

Dans le cas du Brésil, nous suggérons que c'est la croyance dans le fait que ce pays se réalisera pleinement dans l'avenir qui se trouve, encore de nos jours, actualisée à travers les rites politiques effectués par ceux qui prétendent renouveler leur accès au pouvoir, se manifestant en constante évolution vers sa destinée historique idéalisée.

Selon Márcio Oliveira (1992), le syndrome de la nation "*absente*" semble suivre de près l'histoire du Brésil depuis l'indépendance, le désir de construction d'une nation s'étant manifesté tout au long de l'histoire de la pensée sociale brésilienne, évoluant, cependant, selon la mode, l'idéologie et/ou les découvertes scientifiques les plus diverses. Ceci a pour conséquence, malgré les difficultés par lesquelles le pays est passé, la certitude du futur grandiose qui l'attend.

Nous essayerons alors de saisir, dans les discours et dans les idéaux transmis par les détenteurs du pouvoir pendant les moments qui ont le plus marqués l'histoire politique du pays, l'idée de promesse d'un futur meilleur. Nous pensons que cette idée se trouve au centre du processus idéologique dans lequel les membres de la société brésilienne placent leurs propres motivations par rapport au pouvoir, motivations conforme aux significations imaginaires dominantes. Nous croyons que cette relation fonctionne comme affirmation et appui d'un régime imposé, non seulement dans les moments où le peuple n'a pas été consulté, mais elle est aussi présente en tant que l'un des éléments utilisés dans la construction de la légitimation politique par ceux qui cherchent à renouveler leur accès au pouvoir par le vote.

Nous nous sommes aperçu que les détenteurs du pouvoir ou ceux qui le prétendent, cherchent à dévier le regard des membres de cette société du moment présent, proposant que l'on doive toujours "*regarder droit devant*", avec la double tendance "*à supporter le présent possible, en rêvant indéfiniment (voire se battre) pour un futur meilleur*"⁷⁶. Les détenteurs du pouvoir ou ceux qui prétendent renouveler leur légitimation politique s'attribuent le rôle de conducteur qui mènera la nation à sa destinée glorieuse et se

⁷⁶ Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1981 : 51.

présentent comme les seuls et uniques agents possédant des garanties pour le faire, soit à travers la notion de progrès, de modernisme, de " *développementisme* " ⁷⁷ , y compris par la prétention d'inclure le pays dans le sélect club des pays les plus riches du monde, car la mondialisation est présentée en tant que promesse d'une conquête.

Pour Florestan Fernandes (1981), l'indépendance elle-même surgit imprégnée d'idéaux qui projetaient le pays vers un avenir à conquérir, lorsque l'utopie libérale remplissait sa fonction qui consiste à forcer la transformation de la réalité historique et devient la condition qui dynamiserait la formation de la société nationale, servant de base psychosociologique pour ceux qui cherchaient, en dernière instance, l'appropriation des moyens d'organisation du pouvoir. Cet idéal se retrouverait dans l'hymne qui symbolise la naissance du Brésil, devenu depuis l'hymne national brésilien :

" Géant par sa propre nature, tu es beau, fort, hardi et colossal. Si ton futur reflète cette grandeur, terre adorée, parmi des milliers tu es, Brésil, ma patrie aimée " .

Ainsi, le futur se trouve, selon Florestan Fernandes, modelé comme mesure de valeur des processus historiques, définissant la capacité à affronter les exigences du présent comme la seule garantie valable du " *futur de la nation* " . Cette configuration serait pour nous la forme de domination non-coercitive employée par les groupes ascendants au moment de la formation et postérieurement à la consolidation de la société nationale après l'indépendance. Les Républicains brésiliens se sont approprié cette forme de domination à travers la philosophie positiviste, garantissant par-là le passage du régime monarchique au régime républicain.

Selon Carvalho (1996), avec la chute de la monarchie, de nouveaux idéaux devraient remplir le vide laissé par la force des symboles de noblesse, pour justifier la substitution de ce gouvernement. Ce serait alors l'idée de progrès qui servirait d'instrument de légitimation du nouveau régime, sans avoir pourtant renforcé l'utopisme des libéraux de l'indépendance car les aspects économiques que cette forme de libéralisme adoptait, mettait l'accent sur le contrôle de la main invisible du marché, défavorable au centralisme qui caractérisait ce gouvernement. Mais, au contraire, le nouveau régime faisait émerger *les " ingrédients utopiques d'une manière encore plus visibles "*apportés par le positivisme de Comte, dans lequel " *la république était vue à travers une perspective plus large qui postulait un futur âge d'or* " ⁷⁸ .

Cette idéologie du progrès allait, selon l'étude de Martins (1992), gérer le mythe de la modernité dans toute l'Amérique Latine et en particulier au Brésil, dont la plus grande expression était le *développementisme* économique, qui créait une solidarité entre les détenteurs du pouvoir et la bourgeoisie industrielle. En effet, elle engendrerait une justification politique pour la réalisation d'objectifs économiques, nés surtout avec l'industrialisation. Selon cet auteur, dans la production de ce discours, le contenu de la philosophie positiviste se renouvellerait. Ainsi, le " *développement avec sécurité* " serait une révision actualisée de la devise positiviste " *Ordre et Progrès* " .

⁷⁷ Nous appelons *développementisme* l'idéologie construite autour de l'idée de progrès manifestée dans les projets de développement au Brésil surtout dans le gouvernement Kubtschek poursuivie par les militaires en 1964.

⁷⁸ Carvalho J.M.de, *A formação das almas*, São Paulo, Companhia das Letras, 1998 : 9.

Or, avec le déclenchement de l'industrialisation brésilienne et l'urbanisation croissante dans le pays dans les années 30, la sous-jacente émergence d'une classe ouvrière faisait aussi surgir des mouvements revendicateurs plus larges de participation politique. Pour cette raison, le discours fondé sur le *développementisme* en tant qu'objectif national permettait la justification de l'intervention de l'Etat comme le principal moyen d'éliminer les incertitudes produites par les mouvements populaires. C'est la dictature de Vargas en 1945 qui, selon Martins, l'illustrerait le mieux.

Pendant le deuxième gouvernement Vargas, il émergeait une forme de nationalisme produite en partie comme l'un des résultats du mouvement moderniste réalisé par les intellectuels brésiliens des années 20. Le nationalisme serait cependant approprié par les idées politiques dominantes qui associeraient depuis la modernité au *développementisme* économique, attribuant à la première un caractère à prédominance technique et économique, pour la recherche de la construction du futur du pays. Cette idée est corroborée par Amaral :

" Cette période, d'inéquivoque affirmation politique et idéologique du nationalisme par la gauche commence, à notre avis, dans le deuxième gouvernement Vargas (...) Notre objet, pourtant, c'est une saga qui avait déjà excitée des émotions dans la campagne pour l'entrée du pétrole dans le pays après la guerre contre l'Axe, ravivée par la campagne du " le pétrole est à nous " et, enfin, par la création et la consolidation de la Petrobrás ⁷⁹ . Derrière ce nationalisme - émotion et raison - il y avait ce que, peut-être, nous pouvions appeler l'idée-motrice : l'industrialisme, mais l'industrialisme comme le mot magique pour l'ouverture du développement national, avec toutes les conséquences immanentes, à savoir, la richesse, le bonheur, le bien-être, voire, une société juste. Ou, sinon, moins injuste ". ⁸⁰

Ce fut un peu plus tard, dans la deuxième moitié des années 50, que le *développementisme* national marquera d'une manière plus vive les formes que la politique gouvernementale brésilienne adoptera, retrouvant un énorme succès dans l'image du président élu, Juscelino Kubitschek et son programme de buts, dont le principal objectif était l'élévation du pays au même niveau que les pays les plus riches du monde, imposant cette idée comme une condition *sine qua non* de l'existence du Brésil en tant que nation.

Pour cette raison, Márcio Oliveira (1992) considère que Brasilia apparaît comme la centralisation physique du progrès lui-même. Dans cette même perspective, Mendonça (1998) propose la construction de la capitale comme étant le but-synthèse, le symbole de toutes les réalisations inhérentes à ce que l'on considérerait comme la construction d'un Nouveau Brésil. Ces deux auteurs considèrent la capitale comme la réactualisation des mythes chrétiens fondateurs du Nouveau Monde (ou du Nouveau Portugal), présents dans toute l'histoire de la pensée brésilienne, mais qui trouveront dans les discours de JK leur plus nette expression. Le président Kubitschek lui-même confirme cette idée :

" Et, enfin, à l'instant où je commence à voir notre pays à distance, je veux remémorer (...) la phrase qui a servi de devise à mon Gouvernement et qui,

⁷⁹ La Petrobrás est l'entreprise nationale d'exploitation, de raffinement et de distribution du pétrole.

⁸⁰ Amaral R., *Comunicação e política*, vol.1, n° 3, Rio de Janeiro, Editora Cebela, 1995 : 11.

aujourd'hui plus que jamais, me donne satisfaction de l'avoir formulé : - Développer pour survivre " ⁸¹ .

Cette phase d'euphorie *développementiste* serait atténuée par les problèmes politiques engendrés par l'élection, l'investiture et ensuite la démission du président Jânio Quadros qui a succédé à JK en 1960. Celui-ci fut remplacé par son vice-président, João Goulart, après sa destitution en 1961 et fut victime en 1964 du coup d'Etat militaire qui le destitua.

Cependant, peu après l'installation des militaires au pouvoir, les auteurs du coup d'Etat adoptaient le *développementisme* économique comme support de leur domination politique, sous la doctrine " *sécurité et développement* ". Dans un discours prononcé pendant son investiture, le premier président-militaire, le général Humberto Castelo Branco, affirme la même vocation à la recherche du futur lorsqu'il prétend que nous " *marcherons toujours vers l'avant* " .

Motivés par les plus hauts indices de croissance économique de toute l'histoire du pays, les militaires proclameront le " *miracle brésilien* ", instaurant en même temps le nationalisme glorieux du " *Brésil grand* " à travers une propagande autour de *slogans* du type " *Brésil, aimez-le ou quittez-le* " ou encore " *Allez de l'avant, Brésil* " .

Selon Teixeira da Silva (1990), le nationalisme glorieux instauré par les militaires se fondait sur la projection de la " *réalisation de la vocation nationale à devenir une grande puissance* " .

Avec la fin de la dictature et l'élection indirecte (par un collège électoral) d'un président civil en 1985, l'instauration des élections directes pour la présidence de la république engendrerait la première campagne électorale présidentielle post-1964 en l'année 1989, dans un contexte très différent de celui de 1960, date des dernières élections directes ayant eu lieu dans le pays.

Cette année-là, 48,2% de 12.586.354 électeurs brésiliens emportaient Jânio Quadros au pouvoir suprême. Cependant, le nombre d'électeurs comptabilisait moins de 25% de la population totale. Le pays se trouvait encore en phase d'urbanisation, la population rurale représentait, au début de cette décennie, environ 60% de la population totale du pays. L'industrialisation déclenchée dans les années 30, emmena le pays à des taux de croissance économique qui connurent leur sommet dans les années 70 avec le " *miracle économique* " (une moyenne de 10% par an).

En 1989, le Brésil était un pays à prédominance urbaine, inversant radicalement la relation campagne/villes du contexte précédant, mais il se trouvait cependant en pleine crise économique-financière due au collapsus de la politique économique appliquée par les militaires, extrêmement concentratrice du revenu et, en outre, le gouvernement faisait l'objet de graves accusations de corruption en son sein.

De plus, le phénomène électoral revêtait de proportions jamais vues : d'un côté, par l'instauration d'un autre phénomène, le médiatique, qui marquait, selon divers chercheurs, les élections de 1989 ; d'un autre, par l'universalité que le suffrage acquerait par des changements constitutionnels effectués entre ces deux scrutins.

Or, en 1960, le rôle des médias était encore peu significatif car ce fut, comme l'a

⁸¹ In *Jornal do Brasil*, le 16 avril 1964.

affirmé Skidmore (1993), pendant les gouvernements militaires que les grands groupes de communications ont affirmé leur présence sur la scène socio-politique brésilienne, non seulement à travers des subsides fournis par le régime favorisant la création de nouvelles chaînes et l'instauration d'un système de transmission par satellite, mais aussi par l'instauration de diverses politiques d'accès au crédit cherchant à faciliter l'acquisition d'appareils de télévision par les consommateurs.

Ainsi, en même temps que ce véhicule de diffusion d'un consensus se consolidait dans tout le territoire national, en 1969, un amendement constitutionnel introduit le droit de vote à l'analphabète. Plus tard, la constitution de 1988 donne le droit - facultatif - aux mineurs de 16 ans. Ces changements engendraient un électorat de 82 millions d'électeurs en 1989, représentant 55% de la population totale. Pour cette raison, le discours et l'image des divers candidats prenaient, depuis cette année là, des proportions jamais connues dans le pays.

Dans ces élections, le président du Parti des Travailleurs, Lula, se présentait comme candidat, polarisant la scène électorale cette année là avec Fernando Collor de Mello, " *typique représentant des grandes familles brésiennes, fils et petit-fils de politiques traditionnels, cultivé et diplômé, habile manipulateur des médias, étant, dans la pratique, associé à l'un des plus grands cartels télévisuels du pays* " ⁸² .

Ainsi, nous aimerions souligner que des éléments utilisés par Collor dans sa campagne, se sont fondés sur les valeurs dominantes qui comprennent par exemple la promesse d'un futur idéal, construisant le processus de légitimation politique.

Venício Lima (1992) nous rappelle que l'ouverture du programme électoral gratuit de ce candidat présentait un compte à rebours disant : " *Encore 58 jours pour que vous changiez ce pays. Un nouveau Brésil est à venir. Collor président* " . Il paraît s'être approprié l'idée de reconstruction nationale présentée par Oliveira ci-dessus. Il utilise les symboles de la nation : la devise " *Ordre et Progrès* " du drapeau est remplacée par la phrase " *Collor est progrès* " .

Le futur surgit ici par la présentation du présent en tant que base d'un projet réalisable postérieurement, car insistant sur la faisabilité du pays, il renforce l'idée qui consiste en " *reconstruire la nation brésilienne d'une manière qu'elle puisse être la patrie de nos rêves* ", y compris par le nom du parti qu'il a créé pour la circonstance, le Parti de la Reconstruction Nationale.

Selon Lima, Collor fonde son discours sur l'opposition de deux Brésils, car il a surgi dans une scène sociale, politique et économique catastrophique, avec d'importants indices inflationnaires (en 1988 l'inflation atteint 933,6%) et des accusations de corruption au sein du gouvernement, ce candidat divise le Brésil en : Brésil du retard, associé à la corruption contre laquelle il se battait, s'attribuant le titre de " *chasseur de maradjhas* " , et Brésil du futur, y associant sa propre image, créant un personnage compétent, sportif, diplômé, c'est à dire, l'homme moderne. Incarnant les qualités inhérentes à ceux qui composent l'univers des personnes, Collor émerge dans la scène médiatico-électorale chargé d'attributs symboliques qui lui fournissent les garanties nécessaires à son

⁸² Teixeira da Silva F.C. *História Geral do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1990 : 354.

introduction dans l'espace sacré de la politique, se présentant comme le seul candidat susceptible d'occuper la place suprême. Il adopte, par conséquent, le rôle de celui qui mènera au *Brésil promis*, emportant les élections après 29 ans de jeûne électoral.

Le candidat Cardoso utilise les mêmes ingrédients pour construire sa candidature aux élections de 1994 et 1998, lorsque le processus de légitimation politique se renouvelait.

Il est clair que quelques différences distinguent ces deux scrutins, y compris le contexte économique. Pour Roberto Amaral, les élections de 1994 assument un caractère fortement plébiscitaire, lorsque "*l'électorat brésilien a voté le Plan Real pour élire Cardoso qui promettait, avec la primauté de l'autorité que personne ne pouvait mettre en cause, la création du fils adoptif*"⁸³.

Or, avec la victoire de Collor en 1989, l'application de plusieurs plans économiques ouvrent l'économie nationale à la concurrence étrangère après des années de protectionnisme économique exercée par les militaires. Mais après sa destitution pour cause de corruption, son vice-président Itamar Franco assume le pouvoir et se trouve au centre d'une grande turbulence et, surtout, d'un manque de crédibilité politique, ainsi que devant de données économiques qui confirment le résultat concentrateur du revenu des politiques adoptées jusqu'alors :

"Après une infinité de plans, de chocs et de traitements divers administrés par des économistes et des techniques de différentes tendances, le cadre général du pays était décourageant. Des 67,2 millions de salariés existants, alors, dans le pays, 63% touchent l'équivalent de 3 salaires minimums⁸⁴ par mois, alors que 29,5% ne vivent qu'avec un salaire. Parallèlement, 5,8% de la population touchent plus de 10 salaires minimums par mois, caractérisant une société très inégale et injuste"⁸⁵.

Le président Itamar Franco nomme Fernando Henrique Cardoso Premier Ministre. Celui-ci lance, entouré d'une équipe d'économistes, un plan économique instaurant une nouvelle monnaie dans le pays, le Real, qui est également le nom du plan. Différemment d'autres plans antérieurs, celui-ci ne confisque pas des comptes et ne contient pas de mesures drastiques pour l'économie du pays réussissant, en plus, à contrôler l'inflation qui avait atteint, à la veille du plan, l'indice record de 2.708,5% (en 1993). Il maintient la valeur de la monnaie stable pendant les premières années de son application, équivalent depuis à un dollar américain.

Notre rôle ici n'est pas de discuter les mérites ou faiblesses de ce plan, mais il nous semble, comme l'a affirmé Amaral, qu'au niveau symbolique, la forte valeur de la monnaie brésilienne a produit un effet de crédibilité et, par conséquent, de valorisation de la nation. Or, faisant son apparition en pleine décennie de l'affirmation idéologisante de la mondialisation en tant que valeur dominante, lorsque Cardoso stabilise la monnaie

⁸³ Amaral R., *Comunicação e política*, vol.1, n° 3, Rio de Janeiro, Editora Cebela, 1995 : 8.

⁸⁴ *Un salaire minimum équivaut à environ 500 francs.*

⁸⁵ *Teixeira da Silva F., História Geral do Brasil, Rio de Janeiro, Editora Campus, 1998 : 368.*

brésilienne au même niveau que le dollar américain, qui possède dans la scène mondiale force de loi, c'est comme si Cardoso assumait, intrinsèquement, le rôle de celui qui apporterait le futur au pays. Son image d'homme moderne - et modernisateur - par excellence est ainsi construite même avant sa présentation comme candidat aux élections.

Ainsi, nous trouvons dans la présentation de sa proposition de gouvernement pour les élections de 1994 intitulé " *Au travail, Brésil* ", un texte signé par le candidat lui-même :

" Le Brésil est un pays en changement dans un monde en changement. Aujourd'hui nous avons un choix à faire. Nous pouvons nous laisser aller par le changement comme dans une avalanche. Ou bien nous pouvons mieux nous organiser et faire confiance à notre capacité de construire le futur avec nos propres mains. Pour être maître à bord et maître de notre futur, nous devons être capables de définir avec clarté ce que nous voulons comme société, comme nation et comme démocratie, et comment nous allons réaliser ce que nous voulons (...) Le projet de développement que nous présentons ici est notre réponse à ce défi " ⁸⁶ .

Dans ce discours, nous reconnaissons les éléments utilisés par ses auteurs pour projeter l'effective réalisation du pays dans un futur idéalisé, reproduits dans un amalgame d'idées qui récupèrent, encore une fois, l'association de modernité et de développement économique, lorsque l'on attribue à cette notion, un caractère à prédominance économique, mais dont l'actuelle traduction se trouve dans " *l'avantageuse insertion du Brésil* " dans le nouvel ordre mondial globalisé.

Dans ce sens, nous retrouvons dans son programme de 1994, " *un nouveau projet de développement* " qui garantit la stabilité économique parce que " *pour attirer des capitaux, il est nécessaire de rivaliser avec les pays développés eux-mêmes, qui concentrent une grande partie de leurs flux* ". Ce projet est " *un pas indispensable pour placer la société dans la route du progrès économique et social* ".

Dans un discours prononcé le 28 juillet 1994 devant le Mémorial JK, Cardoso lance " *les propositions pour transformer le rêve d'aujourd'hui dans le réel de demain* ". Evoquant la " *vitalité des idées de Juscelino* ", il regrette que l'action extraordinaire de ce chef d'Etat soit restée inachevée. Dans cet élan, Cardoso semble se présenter comme l'unique successeur capable de donner suite au projet de modernité initié par Juscelino, mettant en cause la possibilité du futur idéalisé, au moment de la réalisation des élections de 1994

" Ces élections mettent le futur du Brésil en cause. Quel pays nous voulons ? Nous avons le droit - plus que ça, l'obligation - d'élire ceux qui choisissent les transformations, en même temps, profondes et réalistes, pour que nous puissions construire avec sécurité un Brésil moderne, juste et prospère (...) J'ai été et je suis encore un homme qui croit dans la force transformatrice des idées. Pour gagner la force politique, les idées doivent être claires, consistantes, réalistes et donner un sens au futur (...) Après des années d'inflation, de corruption et de récession, nous avons maintenant le droit de rêver, de ne pas

⁸⁶ Proposition de gouvernement du candidat Cardoso, *Mãos à obra, Brasil*, Edité à Brasília, 1994 : 16.

admettre les limites d'un Brésil encore injuste, de contrastes sociaux inacceptables. Le rêve montre le futur, mais c'est la connaissance objective de la réalité qui montre les chemins du possible " ⁸⁷ .

Par ce discours " *moderne et mondialisé* ", qui agit en complémentarité avec les aspects observés dans les chapitres précédant, le candidat Cardoso emporte l'adhésion de 36,15% des 94.782.410 électeurs brésiliens inscrits sur la liste électorale cette année-là, ce qui représente 54,2% des votes valides. Il est élu dès le premier tour.

Cependant, la politique économique adoptée par Cardoso, malgré la stabilité de la monnaie et la baisse de l'inflation, provoque des changements dans la société brésilienne qui ne peuvent pas être considérés comme positifs. Selon une étude réalisée par Rodrigues (1999), la politique économique de Cardoso a beaucoup changé le monde du travail depuis son instauration, et cela de manière négative. Aujourd'hui, la croissance économique brésilienne ne produit pas d'emplois, ce qui contredit l'affirmation du président lorsqu'il prétend que " *c'est la croissance économique qui génère des emplois* ". Or, les lois qui instituent les formes de flexibilité dans les relations professionnelles, y compris celles introduites par Cardoso en 1998, ont provoqué une séparation de la relation taux de chômage et augmentation du produit intérieur brut. C'est à dire jusqu'en 1990, le chômage diminuait dans la mesure où le Produit Intérieur Brut augmentait, mais depuis cette année là, " *la croissance économique n'agit plus comme moteur pour les emplois comme auparavant* " ⁸⁸ .

Ainsi, malgré une croissance économique qui a atteint les 8% entre juin 1994 et juillet 1995 et la valorisation du Brésil comme huitième puissance économique au monde, nous assistons à des indices croissants du chômage (20% de la population active selon le sociologue Popol) qui amènent, avec eux, outre une chute importante de la masse salariale, l'apparition de nouvelles formes de travail informel et précaire, provoquant une baisse du niveau de vie et, aussi, une démobilitation syndicale et par conséquent, l'annulation de la possibilité de formes revendicatrices collectives.

Pour ce qui concerne la scolarité de la population, cette société comptabilisait en 1997, plus de 15% d'analphabètes âgés de 10 ans ou plus. Parmi les non-analphabètes, 25 millions savent à peine lire et écrire. En d'autres termes, un total d'environ 80 millions de personnes peuvent être considérées, selon Sader, comme analphabètes fonctionnels car ils ne peuvent pas lire un texte, le comprendre et le reproduire par écrit.

Selon Bernardo Kliksberg, directeur du Programme Régional de l'ONU pour l'Amérique Latine, le Brésil reste le pays qui présente la plus grande inégalité sociale au monde, et maintient 40% de sa population en situation d'extrême pauvreté. Pour lui, si aucune politique sociale n'est adoptée pour aider les couches les plus démunies, ce taux atteindra les 70% en 2010. Aujourd'hui, le Produit Intérieur Brut se concentre dans les mains de 2% de la population, alors que 8% du PIB se distribue entre les 98% restants.

Outre ces importants problèmes structureaux, nous avons assisté après la mise en œuvre du Plan Real, à un changement dans les données conjoncturelles nationales et

⁸⁷ *Proposition de gouvernement du candidat Cardoso, Mãos à obra, Brasil, Edité à Brasília, 1994 : 255 à 257.*

⁸⁸ Rodrigues I.J., *O novo sindicalismo - 20 anos depois*, Petrópolis, Vozes, 1999 : 83.

internationales l'année où ce président présentait sa candidature à la présidence pour la deuxième fois. Ayant réussi à baisser les indices inflationnistes astronomiques, le Plan Real a fondé sa stabilité monétaire dans l'ancrage cambial, favorisant l'entrée de capitaux étrangers dans le pays. Il laisse ainsi libre cours à la loi de l'offre et de la demande dans le marché intérieur brésilien. Avec la grande captation de ressources venues de l'étranger, la monnaie a subi une forte valorisation. Elle a atteint la valeur de 13% au-dessus du dollar américain, soutenu par les réserves cambiales du pays.

Cependant, cette valorisation a provoqué en même temps une augmentation de 50% du coût de la vie en 1995. Avec la sortie de capitaux du pays depuis 1995, le gouvernement essaie de rééquilibrer les comptes à travers un réajustement progressif de la monnaie, entre 6 et 7% par an, pour éviter une dévaluation drastique qui engendrerait la panique chez les investisseurs nationaux, provoquant, par conséquent, un envoi massif de capitaux à l'étranger.

Ce plan ne comptait pas avec la crise de 1997 en Asie et 1998 en Russie. Cette dernière en pleine campagne électorale, provoque la panique des investisseurs nationaux et étrangers. Panique due aux possibles conséquences de cette crise à l'étranger. Ainsi, pour éviter la fuite de capitaux du marché brésilien, les taux d'intérêts sont montés à 43% en 1997 et 49,74% en 1998, ce qui a provoqué une période de forte récession avec la chute vertigineuse du pouvoir d'achat des Brésiliens.

Ce fut alors dans ce contexte que le président Cardoso décida de se présenter à sa propre succession, devant ainsi reconstruire le processus qui lui fournirait encore la légitimation politique, renouvelant son accès au pouvoir. Pour cette raison, nous avons cherché à saisir dans son discours de la campagne électorale de 1998 ce que nous considérons comme un paradoxe. En partant d'un contexte socio-économique national et international non-favorable, ce candidat a construit le processus que lui fournira les éléments pour le renouvellement de la légitimation politique. Or, dans ce renouvellement est comprise la promesse d'une nouvelle situation sociale, alors que Cardoso était l'agent qui se trouvait déjà au pouvoir et qui, par conséquent, transmettait l'idée de continuité des institutions en vigueur et de maintien de la situation établie.

Le *slogan* de la campagne de Cardoso pour les élections de 1998 nous paraît le prélude d'un des aspects que nous prétendons démontrer ici : " *Avancez, Brésil : encore 4 ans de développement pour tous* ". Dans le texte de présentation de sa proposition de gouvernement sur le thème de la justice et de la citoyenneté, il continue ainsi à prétendre créer des projets pour le futur, considérant que son gouvernement a su honorer, " *avec volonté et honnêteté* ", les compromis assumés dans sa campagne antérieure, " *garantissant encore une fois votre aide, vos suggestions, pour que les idées et propositions d'aujourd'hui soient les réalisations de demain* ".

Ainsi, il nous semble que ce candidat prétend montrer qu'un futur meilleur ne se réaliserait qu'à travers sa réélection, car il se présente comme le représentant légitime de modernisation, l'unique véhicule qui mènerait au *Brésil promis*, lorsqu'il dit que " *aujourd'hui, nous avons les moyens de préparer le Brésil pour le futur, nous avons commencé à lever nos têtes (...). Nous nous sommes déjà battus pour avoir une direction et aujourd'hui nous pouvons dire que nous sommes gouvernés* ".

Pour cette raison, nous proposons que la notion "d'utopie possible " lancée par Cardoso enferme en soi ces idéaux :

" Une utopie possible n'est pas un document, n'est pas un manifeste de parti, n'est pas une analyse scientifique, mais un processus beaucoup plus large car il implique l'argumentation convaincante et l'acceptation de la part de la société d'un ensemble de valeurs, de chemins, d'objectifs. Dans le passé, on disait que ceci était un projet national. Il en est un. Il faut redéfinir un projet de nation (...) Nous avons toutes les conditions pour avancer dans la direction d'une nation " ⁸⁹

Il nous semble que le paradoxe que nous considérons présent dans l'idée de passage d'une situation sociale à une autre situation sociale présentée par celui qui représente la continuité des institutions en vigueur a été réglé par Cardoso grâce à l'inclusion d'une image exprimée en l'un des mots les plus prononcés dans ses discours de campagne, à savoir le mot *direction*. En d'autres termes, la conception de sa candidature comme le véhicule par excellence qui mènerait à une nouvelle situation sociale persiste, mais cette nouvelle situation se trouve dans un futur lointain, dont les jalons forgés dans sa victoire de 1994 avaient besoin d'être conservés rester pour la concrétisation des résultats effectifs :

" Le pays a avancé. Il est difficile de faire marche arrière. Nous allons continuer à avancer. Nous ne ferons pas marche arrière au Brésil. Le Brésil va suivre avec harmonie, générosité, dans la paix (...) Le Brésil va choisir dans les prochaines élections, non un président, mais un destin. Le destin que nous représentons ici. Le destin de la mise en avant " ⁹⁰ .

Cette logique présentée par le président l'emmène à la radicale opposition entre l'ordre représenté par son gouvernement et le désordre représenté par son non-gouvernement. Devant la publication d'un sondage qui révélait la chute de sa popularité avant sa réélection, Cardoso a dit : **" Je ne crois pas que le Brésil continue à avancer entre le tumulte et le désordre : évitons le chaos " .**

Dans sa propagande électorale gratuite, l'alliance União, Trabalho e Progresso associe explicitement son principal rival à la course, Lula, au chaos, au retard, au désordre, à l'invasion et à la peur, se présentant en opposition comme l'ordre, la stabilité, la direction, la marche en avant, le futur et la sûreté.

De cette manière, dans ses programmes le ton devient presque menaçant envers ceux qui " s'éloignent de la direction " car ceux-ci " n'arriveront jamais nulle part " et en outre, " la personne qui n'est pas capable de rêver les yeux ouverts, n'est pas capable d'aider à la construction d'une nation " . Il rappelle encore, en même temps, le projet prétendu : " Le Brésil va choisir dans les prochaines élections, non un président, mais une destinée " .

Pour démontrer ce que nous venons de proposer, l'un des trois jingles présents dans toute la campagne de Cardoso nous semble concentrer les idées présentées ci-dessus :

⁸⁹ *Journal O Globo, le 12 mai 1998.*

⁹⁰ *Journal O Globo, le 21 juin 1998.*

" N'ayez pas peur, la direction que la nation doit prendre est de plus en plus claire. Faites face à votre problème, parce que celui qui a une direction ne se perd pas dans les raccourcis. Allez en avant, mon pays, car un temps plus heureux vous attend loin devant. Donnez-moi votre main pour faire une nation meilleure pour tout le monde. Levez votre main et allons-y car le Brésil est en route, il ne peut pas s'arrêter. Je veux avancer, aller de l'avant, réélire Fernando Henrique président ".

Nous assistons alors sous cette forme de construction de légitimation politique à la réélection de Cardoso dès le premier tour des élections, engendrant l'adhésion de 33,86% des électeurs brésiliens (53,06% des votes valides).

Nous suggérons dans ce sens, que Cardoso, en se présentant comme la condition *sine qua non* de marche en avant, de modernité, de développement, d'un futur idéal, incarne le rôle de celui qui mènera le pays à sa glorieuse destinée, en accord avec les significations imaginaires dominantes. Ainsi, nous proposons qu'au Brésil, l'idée de futur idéal est devenue une valeur en soi, acquérant un rôle politique de domination qui permet aux détenteurs du pouvoir suprême d'actualiser les mythes d'origine de la nation brésilienne par l'exaltation des qualités inhérentes au héros primordial. Ils se présentent comme le véhicule qui mènera vers le *Brésil promis*. En devenant le seul représentant légitime à posséder des garanties qui lui permettent d'occuper l'espace sacré de la politique, Cardoso impose un consensus qui confirme son caractère transcendant. Par conséquent, il renforce et justifie l'ordre établi lorsqu'il propose qu'un autre ordre différent de celui-ci équivaille au désordre.

Cardoso, symbolisant les mythes d'origine de la nation brésilienne qui renvoient le pays à un futur grandiose, incarne l'image de la modernité, du progrès, de la mise en avant, et il représente l'agent qui hisserait le Brésil au *ranking* des pays développés. Il cache, cependant, la continuité des valeurs fondatrices de cette société qui se perpétuent à travers lui-même.

Ce personnage projette, par son image exemplaire, le conflit latent dans la société brésilienne. Conflit qui réside dans le décalage existant entre une société officielle moderne en accord avec les valeurs dominantes dans ce nouvel ordre mondial et la pratique social qui se manifeste par l'action de ses agents, qui s'expriment à l'intérieur du pays par les formes autoritaires par lesquels ses acteurs politiques gouvernent.

Le processus de légitimation politique qui trouve sa source dans l'imaginaire social institué et qui agit encore comme instituant à travers les rites électoraux, nous a semblé ainsi révélateur du décalage existant entre la réalité sociale manifesté par les pratiques de ses principaux agents et la société brésilienne qui prétendent exporter et est construite artificiellement.

Nous pensons enfin, que croyant avoir élu un président qui mènerait le pays à son futur promis, les électeurs brésiliens qui ont voté pour lui maintiennent, paradoxalement, le pays attaché à son passé colonial. Ils ancrent de cette manière la société brésilienne dans ses valeurs fondatrices.

Brésil, pays du futur ? Etude anthropologique de l'imaginaire collectif à travers une élection présidentielle



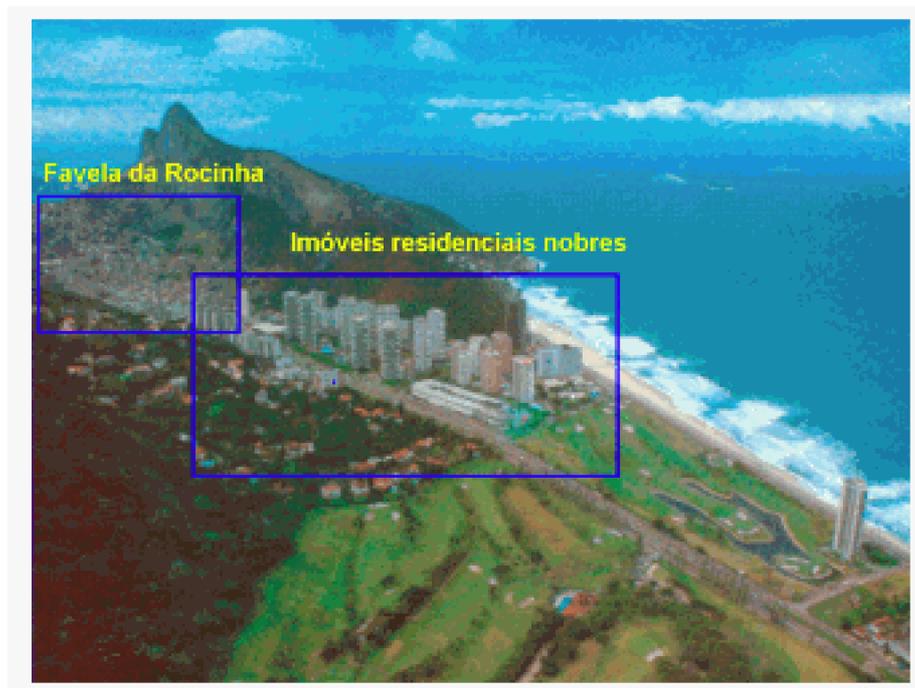
Affiches de propagande électorale



Bureau de vote à Copacabana



Dessin de la ville de Rio de Janeiro avec la ligne jaune, le tunnel Rebouças et la ligne rouge



Auto-promotion du magazine Veja



Auto-promotion du magazine Veja

Conclusion

" L'art de vivre de la foi, mais... la foi en quoi ? " Herbert Vianna

Nous avons essayé de montrer, dans cette étude, qu'un discours extérieur au discours du sujet lui-même le domine. Nous proposons que les significations imaginaires orientent le faire social d'une partie des individus qui composent la société brésilienne, représentée, ici, par le choix de son vote. Nous nous sommes aperçu que pour eux la liberté de choix, de décision et de jugement concernant les affaires publiques est vécue comme un poids plutôt que comme un privilège. Pour cette raison, ils ont recours aux mythes fondateurs que leur fournissent des réponses " prêtes " lorsqu'ils sont convoqués à une prise de décision concernant les affaires publiques. Ces affaires sont perçues par les citoyens

communs comme constituantes d'un espace social auquel ils pensent ne pas appartenir : l'espace de la politique.

Dans cette mise en scène rituelle que constitue la campagne électorale, se trouvent actualisées les qualités qui constituent la figure du souverain au moment de l'instauration de l'ordre social, engendrées par le mythe fondateur de la vie politique brésilienne, que nous considérons comme étant l'Indépendance du Brésil. Nous pensons que cet événement trouve son apogée symbolique dans le Cri de l'Ipiranga et que les qualités inhérentes au héros fondateur se trouvent représentées magnifiées à travers l'image du candidat Cardoso, qui a engendré l'adhésion d'une grande partie des électeurs brésiliens. Il a su renouveler ainsi son accès au pouvoir suprême.

Nous estimons qu'à partir de cet ensemble symbolique paradigmatique, en exerçant leur rôle de légitimes représentants du pouvoir, leurs détenteurs célèbres, pendant le rite politique de succession présidentielle, un ensemble d'attributs transformés en aspects positifs. Ils établissent ainsi une hiérarchie de valeurs qui évoquent, en opposition, la dévalorisation d'autres aspects orientant l'action et par conséquent le choix des électeurs.

Corroborant Flávio Silveira (1998) qui affirme que des principes de sensibilité orientent le choix de vote d'une partie de l'électorat brésilien, nous considérons que ce sont ces aspects qui définissent le candidat Cardoso comme étant l'authentique détenteur des caractéristiques symboliques valorisées. Il incarne de cette manière tous les attributs considérés comme critères prédéterminés à ceux qui doivent occuper la place suprême. Une fois élu, Cardoso devient le symbole de la nation par excellence. A travers son image modelée par des qualificatifs et attributs célébrés, il rassure les angoisses communément gérées pendant la période de succession, parce qu'il se présente en accord avec les significations valables dominantes.

S'attribuant le rôle de porteur de la modernité, le représentant légitime d'un régime démocratique en cours, Fernando Henrique Cardoso participe à la construction d'une société officielle qui présente un énorme décalage avec les pratiques qui se manifestent par le comportement des principaux acteurs politiques brésiliens. Parmi ces pratiques, nous pensons que la perpétuation de l'exclusion des couches subalternes des prises de décisions reste la plus représentative.

Nous estimons que la construction de cette société officielle qui correspond aux formes adoptées par les nations développées qui dominent symboliquement le nouvel ordre mondial, contribue à l'idée de mouvement que celui qui occupe la place suprême au Brésil cherche à incarner. Cependant, lorsque nous examinons la manière dont le processus démocratique a été construit ainsi que les formes que ce régime adopte dans ce pays, nous nous demandons si ce n'est pas le concept de démocratie lui-même que nous devrions mettre en discussion. De ce fait, c'est lorsque nous cherchons à identifier les particularités de ce régime au Brésil que nous constatons que les couches populaires se voient exclues de l'espace de la politique. Pour cette raison nous avons voulu attirer l'attention sur les continuités plutôt que sur les discontinuités advenues dans l'histoire de cette société.

Nous craignons que, cachée par les expériences sociales innovatrices qui ont ponctué l'histoire du Brésil, se trouve dissimulée la continuité des valeurs fondatrices qui

instituent une domination symbolique d'un groupe social sur d'autres groupes sociaux. Nous pensons que cette hiérarchie crée des barrières considérables pour la construction d'une société démocratique fondée sur l'égalité des conditions.

Or, nous avons cherché à démontrer ici que par l'actualisation du mythe fondateur de la vie politique brésilienne, Cardoso apparaît comme l'évidence d'un " comment doit être " un président, parce qu'il incarne l'image du véhicule modernisateur qui mènera le Brésil à sa destinée grandiose. De cette façon, l'imaginaire social qui lui attribue la légitimité politique, lui fournit en même temps la crédibilité inhérente à son image, nécessaire à son rôle. Parallèlement, cet événement fondateur qui a structuré l'ordre social et qui organise la société brésilienne suggère à chacun des participants du processus électoral que la sécurité parfaite consiste à " rester à sa place " . Lorsque les individus intériorisent ces significations ils incorporent en concomitance les codes qui établissent la relation hiérarchique de la société, au sommet de laquelle le pouvoir se trouve glorifié et les attitudes de ses détenteurs justifiées.

Nous estimons que nous nous retrouvons devant ce que Claude Rivière (1988) considère comme constitutif du caractère sacré moderne, qui n'est pas caractérisée par une éventuelle ferveur religieuse concernant le politique, car celui-ci ne se vérifie pas mais parce que le politique est représenté pour une grande partie des membres de cette société, comme, utilisant les mots de Moisés, " si nous faisons référence à un domaine que ne peut être exercé que par quelques-uns et non par l'ensemble de la société " ⁹¹ .

Nous nous sommes aperçu que lorsque les détenteurs du pouvoir prétendent à la consolidation de la démocratie au Brésil, ils adoptent les structures formelles de ce régime politique mais semblent exercer par leurs pratiques, intérieurement, une domination totalisante car ils décident tout pour tous, ne laissant guère ou aucun espace pour la mise en cause. Par conséquent, nous nous demandons si nous ne serions pas en train de voir s'affirmer de nouvelles formes de gouvernement caractérisées par la combinaison des règles universelles les plus visibles d'un système démocratique, comme le choix des représentants politiques par le suffrage universel et le pluripartisme, conjugués à une domination totalisante qui laisse peu de place pour le dialogue ou la contestation. Nous pensons qu'un tel système associe la légitimation politique et un pouvoir arbitraire, dont le paradoxe semble se situer dans le fait que l'électeur lui-même attribue la légitimité à ce pouvoir arbitraire par son vote. Il perpétue dans ce processus un ordre qui l'exclut des prises de décisions concernant les affaires publiques.

En d'autres termes, nous pensons qu'une autorité du haut vers le bas se trouve reproduite et dont les risques majeurs consistent dans la progressive abolition de la liberté des individus telle que nous l'avons décrite dans cette étude. Ce système d'autorité semble provoquer, en dernière instance, la perte de toute spontanéité des individus pour ce qui concerne la politique institutionnelle. Une telle réflexion est due à la manière dont la politique est pensée par les individus : comme un espace à part, hors de la portée des citoyens communs. Ceci faciliterait l'action de ceux qui prétendent au renouvellement de son accès au pouvoir.

⁹¹ Moisés A.J., *Dilemas da consolidação da democracia*, São Paulo, Paz e terra, 1989 : 152.

Nous avons essayé de montrer que lorsqu'ils appliquent des concepts et notions universels tels celui de démocratie et de modernité dans une société orientée par les significations imaginaires instituées pendant la période coloniale, les détenteurs du pouvoir politique fondent leur légitimité sur des aspects qui fournissent, en même temps, la justification de hiérarchies et de dominations. Parmi les significations dominantes, se trouve celle que nous considérons jouer un rôle majeur dans ce processus de légitimation qui consiste à " mettre l'accent sur la prophétie, par opposition à la référence traditionnelle au passé car il n'est de meilleur moyen d'éviter la discussion que de délier un argument du contrôle du présent et de dire que seul l'avenir peut en révéler les mérites " ⁹² .

Dans ce moment rituel, ce projet de futur se trouve personnifié dans l'image du candidat Fernando Henrique Cardoso lui-même, lorsqu'il se présente comme porteur de modernité assumant ainsi le rôle politique attribué au héros fondateur. Les électeurs brésiliens, croyant avoir élu celui qui conduirait au Brésil promis maintiennent, paradoxalement, le pays attaché à son passé colonial.

Nous considérons ce grand paradoxe comme l'un de nos plus grands dilemmes, jusqu'à présent inextricable, car nous croyons que c'est à travers ce processus de légitimation politique qu'une structure sociale inégale se perpétue malgré la dynamique intérieure de la société brésilienne. Cependant, plusieurs questions subsistent et s'ouvrent vers de nouvelles réflexions liées aux aspects ici présentées, que seule une autre recherche permettrait d'approfondir. Parce qu'il nous faut désormais comprendre où se trouvent et comment se construisent les brèches qui permettent l'altération des significations imaginaires sociales instituées susceptibles de provoquer une modification dans ce système de valeurs fondatrices, pour que les idéaux d'égalité surpassent les valeurs qui établissent la domination.

⁹² Arendt H., Le système totalitaire, Paris, Seuil, 1972 : 72.

Bibliographie

Livres :

Abélès M., Anthropologie de l'Etat, Paris, Armand Colin, 1990.

Amaral R., Comunicação e política, vol I, n° 3, Rio de Janeiro, Cebela, 1995.

Arendt H., Les systèmes totalitaires, Paris, Seuil, 1972.

Balandier G., Sociologie actuelle de l'Afrique Noire, Paris, Puf, 1955. Anthropologie politique, Paris, Puf, 1967. Sens et puissance, Paris, Puf, 1971.

Barreira I., O reverso das vitrines, Rio de Janeiro, Rio Fundo Editora, 1992. Chuva de papéis, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 1998.

Bromberger C., Le match de football, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1995.

Buarque de H.S., Raízes do Brasil, São Paulo, Companhia das Letras, 1936.

Capelato M.H.R., Imprensa e história do Brasil, SP, Editora Contexto, 1988.

Carvalho J.M.de, A construção da ordem, RJ, Relume-Dumará, 1996. A formação das almas, SP, Companhia das Letras, 1977.

Castoriadis C., L'institution imaginaire de la société, Paris, Seuil, 1975. Le monde morcelé - Les carrefours du labyrinthe III, Paris, Seuil, 1990.

- Cassirer E., *Le mythe de l'Etat*, Paris, Gallimard, 1993.
- Chauí M., *Conformismo e resistência*, São Paulo, Brasiliense, 1986. *Os sentidos da democracia*, Petrópolis, Editora Vozes, 1999.
- Chaves C.de A., *Antropologia, voto e representação política*, RJ, Contra Capa, 1996.
- Chiappini L., Dimas A., Zilly B., *Brasil, país do passado ?*, São Paulo, Editempo Editorial, 2000.
- Centlivres P., *Naître, vivre et mourir - actualité de Van Gennep*, Musée d'ethnographie de Neuchâtel, 1981.
- Condorcet, *De l'influence de la Révolution d'Amérique sur l'Europe*, Paris, Heinrichs, 1804.
- Comte-Sponville A., *Pensées sur la liberté*, Paris, Albin Michel, 1999.
- DaMatta R., *Carnavais, malandros e heróis*, RJ, Zahar Editores, 1978. *O que faz o brasil, Brasil ?*, Rio de Janeiro, Rocco, 1997. *A casa e a rua*, Rio de Janeiro, Rocco, 1997.
- Eliade M., *Le sacré et le profane*, Paris, Gallimard, 1965. *Le mythe de l'éternel retour*, Paris, Gallimard, 1969.
- Elias N., *Logiques d'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.
- Fernandes F., *A revolução burguesa no Brasil*, RJ, Zahar Editores, 1981.
- Fossaert R., *La société*, Paris, Seuil, 1980.
- Freyre G., *Casa grande e senzala*, Rio de Janeiro, Record, 1933.
- Fragoso J.L., *História Geral do Brasil*, RJ, Editora Campus, 1997.
- Gadotti M. e Pereira O. *Pra que PT*, São Paulo, Cortez Editora, 1989.
- Goldman M., *Antropologia, voto e representação política*, Rio de Janeiro, Contra Capa, 1996.
- Halimi S., *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-raisons d'agir, 1997.
- Jodelet D., *Les représentations sociale*, Paris, Puf, 1989.
- Julliard J., *La faute aux élites*, Paris, Gallimard, 1997.
- Kaesler D., *Max Weber - sa vie, son œuvre, son influence*, Paris, Fayard, 1996.
- Kucinski B., *A síndrome da antena parabólica*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo, 2000.
- Lapierre J.W., *Le pouvoir politique*, Paris, Puf, 1969.
- Laplantine F., *La description ethnographique*, Paris, Nathan, 1996. *Le métissage*, Paris, Flammarion, 1997. *Je, nous e les autres*, Paris, Le Pommier, 1999.
- Leal V.N., *Coronelismo, enxada e voto*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1997.
- Lucci E.A., *História do Brasil - o Império, a República e o Brasil contemporâneo*, São Paulo, Saraiva, 1991.
- Magalhães N.M.E., *O povo sabe votar*, Rio de Janeiro, Vozes, 1998.
- Mauro F., *Histoire du Brésil*, Paris, Chandeigne, 1994.
- Miceli P., *O mito do herói nacional*, São Paulo, Editora Contexto, 1997.

-
- Miguel Luis Felipe, Mito e discurso político, São Paulo, Unicamp, 2000.
- Mendonça S.R., História Geral do Brasil, RJ, Editora Campus, 1997.
- Moisés J.A., Dilemas da consolidação da democracia, SP, Paz e Terra, 1989.
- Monteiro H.de M., História Geral do Brasil, RJ, Editora Campus, 1997.
- Morel M., Lula - o metalúrgico, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1989.
- Nouss A., Le métissage, Paris, Flammarion, 1997. La modernité, Paris, Puf, 1995.
- Oliveira F.de, O elo perdido, São Paulo, Editora Brasiliense, 1987.
- Palmeira M., Antropologia, voto e representação política, Rio de Janeiro, Contra Capa, 1996.
- Parker R.G., Corpo, prazeres e paixões, São Paulo, Best Seller, 1991.
- Peirano M., A favor da etnografia, Rio de Janeiro, Relume-Dumará, 1995.
- Przeworski A., Dilemas da consolidação da democracia, SP, Paz e Terra, 1989.
- Porto Alegre M.S., Comunicação e política, vol I, n° 3, RJ, Cebela, 1995.
- Porto M.P., Comunicação e política, vol I, n° 3, Rio de Janeiro, Cebela, 1995.
- Porto W.C., O voto no Brasil, TSE, 1986.
- Ribeiro D., O povo brasileiro, São Paulo, Companhia das Letras, 1995.
- Ribeiro Jr. J., A independência do Brasil, São Paulo, Global Editora, 1983. O que é positivismo ? , São Paulo, Brasiliense, 1982.
- Ricoeur P., Ideologia e utopia, Rio de Janeiro, Edições 70, 1986.
- Rivière C., Introduction à l'anthropologie, Paris, Hachette, 1995. Les liturgies politiques, Paris, Puf, 1988.
- Rodrigues I.J., O novo sindicalismo - vinte anos depois, RJ, Vozes, 1999.
- Rua Mª das G., Comunicação e política, vol I, n° 3, RJ, Cebela, 1995.
- Rubim A.A.C., Comunicação, cultura e política, SP, Diadorim Editora, 1994.
- Ruellan D.eA., Le Brésil, Paris, Karthala, 1989.
- Silveira F.E., A decisão do voto no Brasil, Porto Alegre, Edipucrs, 1998.
- Sodré N.W., Formação Histórica do Brasil, RJ, Bertrand Brasil, 1990.
- Skidmore Th., Television, politics & the transition to democracy in Latin America, Johns Hopkins University Press, Cambridge, 1993.
- Tavares de A.M.H., Problèmes d'Amérique Latine, Paris, La documentation française, n° 35, 1982.
- Teixeira da Silva F.C., História Geral do Brasil, RJ, Editora Campus, 1995.
- Tosi A., Comunicação e política, Rio de Janeiro, vol I, n° 3, Cebela, 1995.
- Trigueiro F. S., Dinheiro no Brasil, Brasília, Léo Christiano Editorial, 1987.
- Valéria A. de S.e Sobrinho J.B., Roteiro básico para as eleições, São Paulo, Editora Oliveira Mendes Ltda, 1998.
- Velho G., Individualismo e cultura, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1987.
- Vieira Pe. A., Sermões, Porto, Editora Lello & Irmão, 1959.

Zweig S., Brasil, país do futuro, Rio de Janeiro, Editora Guanabara, 1941.

Journaux e revues :

A Gazeta, 21 de agosto de 1998.

Almanaque Abril, Editora Abril, 1998.

Brasil em números, IBGE, 1997.

Carta Capital, 24 de junho de 1998.

Carta Capital, 4 de outubro de 1998.

Croissance, n° 382, maio 1995.

Cadres, CFDT, n° 383, junho 1998.

Época, 7 de setembro de 1998.

Estadão, 4 de junho de 1998.

Ethnies : Brésil, indiens et développement en Amazonie, n° 11-12, Paris, Survival International, 1990.

Folha de São Paulo, 17 de abril de 1984.

Folha de São Paulo, 13 de setembro de 1998.

Folha de São Paulo, 28 de setembro de 1998.

Folha de São Paulo, 28 de novembro de 1998.

Isto É, 5 de agosto de 1998.

Isto É, 30 de setembro de 1998.

Jornal Le Monde Diplomatique, maio 2000.

Jornal do Brasil, Edição do centenário da República, 1989.

Jornal do Brasil, 16 de abril de 1964.

Jornal do Brasil, 31 de agosto de 1998.

Jornal do Brasil, 4 de outubro de 1998.

Jornal Extra, 19 de agosto de 1998.

Jornal O Globo, 12 de maio de 1998.

Jornal O Globo, 21 de junho de 1998.

Jornal O Globo, 3 de julho de 1998.

Jornal O Globo, 5 de julho de 1998.

Jornal O Globo, 7 de agosto de 1998.

Jornal O Globo, 20 de agosto de 1998.

Jornal O Globo, 1° de outubro de 1998.

Le Nouvel Observateur, 14 de dezembro de 1997.

Le Nouvel Observateur, 1° de julho de 1999.
Libération, 13 de setembro de 1998.
Libération, 14 de janeiro de 1999.
Marianne, 6 de julho de 1998.
Revista Mexicana de Sociologia, ano II, n° 4, 1990.
Veja, 17 de agosto de 1994.
Veja, 21 de setembro de 1994.
Veja, 12 de outubro de 1994.
Veja, 7 de janeiro de 1998.

Textes :

Aldé A., A versão da audiência, Anpocs, 1998.
Miranda J., Ética, política e comunicação nas representações do homem ordinário, 1997.
Cardoso F.H., discours prononcés en voyage officiel, Ambassade du Brésil à Paris, 1996.

Teses e monografias :

Cunha G., Racismo: um estudo jurídico-social, Instituto Benett, 1996.
Lima M.S.de, A moderna política brasileira, UFC, 1992.
Oliveira M.S., Étude de l'imaginaire brésilien : le mythe de la nation et la ville de Brasília, Paris, 1992.
Ribeiro M^a E.B., Mémoire d'un Empire, le Brésil et la Plata - Histoire, Historiographie et Représentations Symboliques, Paris X, 1990.